Le contrat de transfert
&
La fièvre du boycott de 1933

Le contrat de transfert

&

La fièvre du boycott de 1933

Par
Udo Walendy

Traduit de l'allemand par
Valérie Devon

2ème Édition révisée

Didi18
Editions

Titre original de la revue: « Historische Tatsachen Nr. 26 -*Transfer Abkommen Im Boykott Fieber 1933* »

Couverture réalisée par Noel Greld et Francisco María
Composition et mise en page : Valérie Devon

©2020 Version française Valérie Devon
Imprimé et Publié par les Éditions Didi18
Tous les droits sont réservés.
Ce livre ou une partie de celui-ci ne peut être reproduit
ou utilisé de quelque manière que ce soit sans l'autorisation écrite expresse
de l'éditeur, à l'exception de l'utilisation de courtes citations
dans une revue de livres ou un journal scientifique.
Pour toute information contactez-nous : valerie.devon@tutanota.de

En hommage à toutes ces femmes et à tous ces hommes emprisonnés ou exilés depuis des années car ils ont osé défier le pouvoir en place.

Udo Walendy
21 janvier 1927 – 17 novembre 2022

Historische Tatsachen Nr. 26 Revue scientifique

Cette brochure a été examinée par des experts pour s'assurer que ni le contenu ni le format ne violent les lois de la République Fédérale d'Allemagne, ni ne constituent un « préjudice moral envers les adolescents ».

« ...Honteux et humilié. ... »

Stourbridge, le 16 mars 1984 (ap).

« Le procureur général britannique, sir Hartley Shawcross, a déclaré dans un discours vendredi soir :

'Peu à peu, j'en suis arrivé à la conviction que les objectifs du communisme en Europe sont sinistres et mortels.

J'ai accusé les nazis à Nuremberg. Avec mon collègue russe, j'ai condamné l'agression et la terreur nazies.

Hitler et le peuple allemand ne voulaient pas la guerre ! Selon les principes de notre politique d'équilibre des forces, nous avons, sous l'impulsion des 'Américains' proches de Roosevelt, déclaré la guerre à l'Allemagne afin de la détruire.

Nous n'avons pas répondu aux divers appels à la paix de Hitler. Nous devons conclure que Hitler avait raison. En lieu et place de la coopération allemande qu'il nous avait offerte, se dresse l'énorme puissance impérialiste des Soviétiques. Je me sens honteux et humilié de devoir constater maintenant que les mêmes objectifs que nous avions attribués à Hitler sont poursuivis sous un autre nom, et que les mêmes tactiques sont utilisées sans retenue. »

« Même avant 1933, des juifs perspicaces ont admis avec inquiétude qu'ils avaient vidé leur compte bancaire alors qu'ils jouissaient de belles conditions dans la République de Weimar. »

Ernst v. Weizsäcker *« Erinnerungen*, » Munich, Leipzig, Fribourg 1950, p. 105 – Avis du 27 mars 1933.

« Le Président (de la République fédérale d'Allemagne) m'a demandé de vous dire la vérité : ... Il n'y a qu'une seule personne responsable de la Seconde Guerre mondiale : Hitler. ... Que d'autres circonstances aient facilité le travail de Hitler n'a aucune importance. ... Les dossiers qui ont été publiés à ce sujet et les déclarations des personnes impliquées sont si clairs que même les historiens sceptiques ne peuvent en douter. »

Dr Heinrich Seemann
Bureau du Président fédéral, Bonn, le 16 juin 1981

AZ: II/1-6630-1596/80

LE SEUL POUVOIR QUI COMPTE

Jewish Daily Bulletin, publié le 27 juillet 1935 :

« Il n'y a qu'un seul pouvoir qui compte, c'est le pouvoir de la pression politique. Nous, les juifs, sommes la nation la plus puissante du monde parce que nous avons le pouvoir, et nous savons comment l'utiliser correctement. »

Le point de vue du démocrate intimidé

Au cours de mes recherches afin de réaliser cette brochure, on m'a demandé si la vie ne serait pas beaucoup *« plus facile et moins risquée »*, si personne ne touchait à un sujet aussi controversé, car même les commentaires pragmatiques d'un ressortissant allemand, disaient-ils, ne feraient que causer des problèmes.

Cette attitude me pousse à faire la remarque importante suivante : quiconque fait valoir ce point de vue, s'exclura automatiquement de tout débat politique indépendant, abandonnant ainsi la réflexion, la direction politique et le développement de son propre peuple et de l'humanité en général à ceux qui, en raison de leur position dans la société, de leur pouvoir économique et de leur autorité en matière de droit et d'application des lois, ne feront que briser les reins des modérés, des réservés, des nobles et des experts qui seront intimidés, effrayés et contraints à la dépendance économique et intellectuelle. Il suffit de regarder autour de soi – dans les sphères d'influence des superpuissances de l'Est et de l'Ouest – pour découvrir précisément le mal fondamental et de le reconnaître comme tel.

Quelques exemples suffiront à illustrer mon propos :

1) Les ressortissants allemands, y compris les 18 millions de réfugiés, qui osent qualifier de territoires allemands légitimes la Prusse orientale ; la Poméranie ; le Brandebourg oriental ; la Silésie ; les Sudètes ou la Prusse occidentale, et qui appellent l'expulsion de millions de personnes une violation du droit international et une immense injustice à tous égards, seront immédiatement réduits au silence par des « arguments » tels que « fascistes ; revanchard ; militariste ; criminel de guerre » ou pire encore.

3 280 000 d'Allemands sont morts dans les conditions les plus bestiales lors de cette expulsion. Cela a été clairement démontré comme un fait historique, et nous ne devons pas assimiler ces crimes à certains autres crimes présumés, dont le « Constat judiciaire » est généralement dressé par les tribunaux allemands, et le remettre en question est considéré comme un délit[1].

[1] À savoir : Vingt et unième loi régissant la modification du droit pénal, 1985, art. 140 du Code pénal allemand. Lorsque cette loi fut débattue au Bundestag, la Knesset à Tel Aviv a

2) Dans l'Est communiste, quiconque nie ou réfute la seule responsabilité exclusive de l'Allemagne dans la guerre, insistant pour qu'une enquête impartiale, soit menée, est immédiatement incarcéré pour *« incitation au boycott »*. Selon les démocrates occidentaux ; toujours sous couvert de *« Tolérance »* ; une telle personne est susceptible d'être classée parmi les *« Ewiggestrigen »* (passéistes qui pensent toujours en termes d'hier) ; les *« Semeurs de haine »* ; les *« Jugendgefahrder »* (moralement nuisibles aux adolescents) ; les *« Incorrigibles »* ; les *« Agitateurs-nazis »*, en somme, ces personnes avec qui il est tout à fait inutile de discuter, frôlant, au mieux, selon les cas, l'incapacité mentale.

3) Bien que le commandant en chef Eisenhower ignorait *« les conditions politiques qui prévalaient en Europe »*[2], il se souciait néanmoins principalement de *« l'annihilation du plus grand nombre possible d'Allemands »*, déclarant au début de l'Offensive-Roer :

> *« J'espère que tous les Allemands à l'ouest du Rhin et partout où nous attaquerons seront exterminés. »*[3]

Le chef propagandiste russe, d'ailleurs, n'a cessé d'inciter l'armée rouge, déjà détestable et politiquement fanatique, à tuer tous les Allemands – hommes, femmes et enfants – en les qualifiant de sous-hommes.

Une impitoyable campagne de bombardement visait à exterminer la population allemande, et ses victimes étaient, pour la plupart, des femmes et des enfants. Les Allemands opposés au pouvoir n'ont eu aucune possibilité de faire, de leur propre chef, des offres de paix aux dirigeants alliés.

Cette immense tragédie est aujourd'hui considérée comme une *« Libération »*, et cette perversion du langage officiel est généralement appelée *« Processus d'apprentissage démocratique »* et elle est l'expression de la sagesse politique.

---

vivement critiqué toute assimilation de la négation ou de la minimisation des crimes ; contre les juifs avec d'autres crimes ; et a exigé que ces crimes ne puissent être comparés.

[2] W. H. Chamberlin, "*Amerikas Zweiter Kreuzzug*" ("America's Second Cruzade"), Bonn 1952, pp. 150-151.

Robert E. Sherwood, "*Roosevelt and Hopkins – Weltpolitik 1933-45 im Weißen Haus*", Hambourg 1948, p. 551.

[3] R. F. Keeling, "*Gruesome Harvest – The Costly Attempt to Exterminate the People of Germany,*" Chicago 1947, pp. 3, 45.

Ces slogans et d'autres du même genre sont diffusés jour après jour dans le monde entier ; dans les médias ; les parlements ; ainsi que dans les groupes politiques. Ce verbiage, créé par des groupes d'intérêts puissants, est avalé sans aucun sens des responsabilités. Comment peut-on s'attendre à ce qu'une personne ayant une attitude aussi peu critique tire les leçons de l'histoire ? Pour un observateur averti, c'est une expérience effrayante que de constater le degré d'imprudence, d'irresponsabilité et de manque de considération qui imprègne non seulement la vie politique – même celle des grandes puissances dans leurs relations mutuelles – mais aussi l'écriture de l'histoire.

Celui qui ne trouve plus son chemin à travers cette masse de désinformation et de mensonges purs et simples est effrayé par sa dépendance vis-à-vis de son emploi ; de sa carrière ou de sa pension ; il ne peut plus avoir d'opinion propre, et encore moins l'exprimer en public ; il continue donc d'être victime de la propagande et du système en place au pouvoir. Il doit supporter tout ce qui est proposé dans le domaine de l'information. Il doit subir la diffamation et les humiliations de sa propre nation ; la diffamation de ses anciens compagnons d'armes qui sont morts pour leur pays ; l'imposition du fardeau de la culpabilité *« jusqu'à la Dernière Génération »*. Il doit accepter que son peuple soit brutalement expulsé de chez lui, là où il a vécu pendant des générations, sans aucune possibilité de recours à la loi ou à la justice. Il est même tenu d'« applaudir » tout cela comme étant les bienfaits de la *« Libération »*, au même titre que la *« Révélation »*, endoctrinée en lui, selon laquelle, en 1945, *« avec la victoire des forces pacifiques, démocratiques et humanitaires sur les nazis »*, l'état paradisiaque de paix et de droit, longtemps désiré par l'humanité, est enfin arrivé, et que la *« Volonté du peuple »* s'est accomplie partout.

Hélas ! Quiconque suit les évènements mondiaux, même de façon superficielle, sait combien de conflits ; combien de guerres ; combien de massacres ; combien d'injustices et de mensonges ; combien de propagande et d'agitation irresponsables ont été enregistrés dans les annales de l'Histoire au cours des dernières décennies jusqu'à aujourd'hui – et que ni l'Allemagne ni le National-Socialisme n'y ont participé. Il faut donc trouver ailleurs les causes de cette terrible situation. Nous devons être en droit de nous demander si l'« élite dirigeante » de la politique mondiale est toujours en mesure de penser clairement, rationnellement et sans émotions. Les habitants de notre Terre ne vivraient certainement pas dans la crainte constante d'une

catastrophe imminente si l'objectivité et la justice pour tous étaient le « leitmotiv » de l'action dans les capitales du monde.

Cependant, les personnes bien informées ont appris dans une certaine mesure à regarder vers l'avenir et à analyser les développements actuels. Elles comprennent donc que les critères unilatéraux et biaisés, et les acrobaties dialectiques ne peuvent qu'aggraver les conflits existants entre les nations. Elles savent qu'aucun effort ne doit être épargné pour résoudre les problèmes politiques et clarifier le contexte historique. L'objectif doit être un débat impartial, que cela plaise ou non à certaines personnes.

Il est tout à fait naturel que la vérité historique, très influente dans la politique mondiale, soit d'une extrême importance. Nous espérons que la présente publication contribuera à la réalisation de cet objectif. Nous ne justifions pas, n'exagérons pas ou ne minimisons pas, ne revendiquons pas ou ne nions pas afin de poursuivre une certaine ligne ; nous ne mettons pas en balance un crime contre un autre ; nous essayons de présenter des faits plutôt que des opinions.

Le 31 octobre 1924, à Berlin, avait lieu la première réunion du conseil d'administration de la nouvelle Reichsbank. Au milieu (assis) le président de la Reichsbank, le Dr Hjalmar Schacht, qui avait été élu le 16 septembre. Lors de la mise en œuvre des lois de Dawes, qui devaient assurer le paiement des réparations allemandes, la Reichsbank avait également été nouvellement constituée. Un conseil d'administration composé de sept Allemands, d'un Anglais, d'un Français, d'un Italien, d'un Belge, d'un Américain, d'un Néerlandais et d'un Suisse contrôlait la politique de change de la Reichsbank.
"Unser Jahrhundert im Bild" – Bertelsmann Lesering, Gütersloh 1964, p. 312.

Le fait que la Reichsbank ainsi que la Reichsbahn (chemins de fer) relèveraient à nouveau de la seule souveraineté allemande après 1933 (ce qui ne se produira cependant qu'en 1937) était indubitablement prévisible. Dans d'autres pays, de telles interférences avec leurs droits de souveraineté étaient de toute façon inconnues.

Une histoire inédite

Une contribution très précieuse à la clarification des relations germano-juives entre 1933 et 1941 a récemment (1984) été rendue publique par un jeune auteur juif, Edwin Black, grâce à son livre *« The Transfer Agreement »*[4].

Edwin Black est le fils de survivants juifs de l'Holocauste. Il fut l'un des fondateurs du Chicago Monthly *et contribue fréquemment au* Chicago Tribune *et d'autres publications. Il enseigne et écrit abondamment sur des sujets juif et israélien.*

Sa capacité d'analyse factuelle et sa manière de présenter les choses sans émotion sont particulièrement appréciables, même s'il est conscient – comme c'est régulièrement le cas – de la pression et de la dépendance qu'il subit, en tant que jeune auteur de la part de ses supérieurs dans son entourage aux États-Unis. Des déclarations dogmatiques de sa part, selon lesquelles Hitler, en 1933 (!), avait l'intention de *« conquérir l'Europe, voire le monde »* ; que *« son plan de quatre ans le prouve »* ; qu'il *« promettait de débarrasser non seulement l'Allemagne des juifs, mais aussi de nettoyer le monde »* (p. 6) et, enfin, que *« les nuages au-dessus du monde étaient assombris par la fumée d'êtres humains incinérés »* dans des *« camps d'extermination »* tels qu'Auschwitz et Treblinka (préface + p. 378), doivent donc être acceptés comme faisant partie intégrante de cette étude. Par ailleurs, ce n'est pas très scientifique de la part d'E. Black de présenter comme faits des articles de journaux judéo-américains de 1933 et plus tard, de prétendus évènements en Allemagne, sans avoir pris la peine de vérifier leur véracité[5] ; ou qu'il prenne pour acquis le mensonge récurrent de Stephen Wise selon lequel Hitler *« a, en 1933, déclaré une guerre pour exterminer les juifs du*

[4] Edwin Black, "*The Transfer Agreement –The Untold Story of the Secret Pact Between the Third Reich and Jewish Palestine"*, New York - Londres 1984.

[5] Il ne s'agit pas d'un terme général pour la presse à l'étranger, mais il se réfère spécifiquement aux journaux cités par E. Black.

monde » (pp. 349, 359, 361). Et ce, même si, en tant qu'expert, il a dû se rendre compte – son propre livre le prouve – que Hitler devait faire face à beaucoup trop de problèmes dans son propre pays et qu'il était absolument dans l'incapacité de faire face en même temps à des *« plans de destruction mondiaux »*. Par exemple, un chapitre entier du livre d' E. Black est intitulé : « The Weapon Hitler Fear » [« L'arme que Hitler redoutait »] dans lequel, il traite du *« pouvoir historique des boycotts mondiaux menés par les juifs »*. (p. 21)

À cette attitude de Black s'ajoute le fait qu'il n'a pas mentionné, par exemple, la déclaration de guerre des juifs contre Hitler révélée par le *Daily Express* du 24 mars 1933 (« La Judée déclare la guerre à l'Allemagne »),[6] alors qu'il aurait dû la découvrir au cours de ses recherches approfondies et qu'il aurait dû accorder à cette déclaration l'importance qu'elle mérite.

De même, il aurait dû mentionner la déclaration de Henry Morgenthau de 1933 – et ce n'est là qu'un exemple parmi tant d'autres :

> *« L'Allemagne doit être transformée en un terrain vague, comme cela s'est produit pendant la guerre de 30 ans. »*[7]

Enfin – et c'est regrettable – Edwin Black omet les nombreux et pressants appels à la modération lancés au public international par les représentants de la communauté juive allemande :

> *« À l'attention de l'ambassade des États-Unis à Berlin.*
>
> *Nous avons été informés de la propagande faite dans votre pays au sujet de prétendues atrocités subies par les juifs en Allemagne. Nous considérons qu'il est de notre devoir ; non seulement dans l'intérêt de notre pays, mais aussi dans l'intérêt de la vérité ; de commenter ces évènements.*
>
> *Des mauvais traitements et des excès se sont effectivement produits, et loin de nous l'idée de vouloir les dissimuler. Mais ce phénomène est difficilement évitable dans tout type de révolution. Il est important de noter que dans tous les cas qui ont été portés à notre attention, les autorités ont pris des mesures énergiques pour prévenir les excès partout où celles-ci pouvaient intervenir. Dans tous les cas, ces actes ont été commis par des éléments irresponsables qui se cachaient. Nous savons que le gouvernement et toutes les autorités compétentes désapprouvent avec la plus grande fermeté les exactions qui ont été commises.*

---

[6] Cf. *Historische Tatsachen* No 10, p. 18.

[7] Herman Schild, "*Das Morgenthau-Tagebuch"* (Le Journal de Morgenthau) – Dokumente des Anti-Germanismus, Auswahl und zeitgeschichtliche Himweise, Leoni 1970, p. 11.

Mais nous estimons que le moment est venu de sortir de ce climat d'agitation irresponsable entrepris contre l'Allemagne par les intellectuels juifs vivant à l'étranger. Ces hommes, dont la plupart ne se sont jamais considérés comme des Allemands, mais qui prétendent être les défenseurs des personnes partageant leur foi, les ont abandonnés à un moment critique et ont fui le pays, perdant ainsi le droit de s'exprimer sur les affaires germano-juives. Les flèches qu'ils lancent depuis leur refuge sont préjudiciables à l'Allemagne et aux juifs allemands et ne font certainement pas honneur aux tireurs. Leurs récits sont largement exagérés.

Nous serions très reconnaissants à l'ambassade américaine de bien vouloir transmettre sans délai cette lettre aux États-Unis dont nous assumons l'entière responsabilité de son contenu. Comme nous savons qu'une campagne de propagande à grande échelle doit être lancée lundi prochain, nous apprécierions que le public américain soit informé de cette lettre avant cette date. »

"Reichsbund jüdischer Frontsoldaten e. V."[8]

Dans un message adressé le même jour aux anciens combattants (soldats de première ligne) du monde entier on lit :

« La propagande d'atrocités est mensongère. Les instigateurs sont motivés par des raisons politiques et économiques. Les mêmes écrivains juifs qui se laissent manipuler à cette fin, se moquaient autrefois de nous en Allemagne, nous, anciens soldats juifs du front.

En élevant la voix, en tant qu'honorables soldats, contre le traitement inhumain et dégradant infligé à l'Allemagne depuis quatorze ans, vous contribuerez le plus efficacement à rassurer ce pays. »[8]

Le 26 mars 1933, l'Association sioniste d'Allemagne envoya le télégramme suivant aux principaux juifs d'Amérique :

« Le 17 mars dernier, dans une déclaration transmise par l'Union des télégraphistes juifs à l'ensemble de la presse juive mondiale, nous nous sommes fermement opposés à toute propagande antiallemande. Nous nous sommes opposés aux rapports d'atrocités mensongers et aux nouvelles à sensation irresponsables qui ne correspondent pas à la vérité, et nous le répétons aujourd'hui en public. Nous protestons contre toute tentative visant à détourner les affaires juives au profit des intérêts politiques d'autres États et groupes. La défense des droits fondamentaux des juifs et la préservation de leur position économique ne peuvent et ne doivent pas être liées à des actions politiques dirigées contre l'Allemagne et la politique étrangère du Reich allemand. »[9] [10]

[8] Ingrid Weckert, "*Feuerzeichen*, Tübingen", 1981, pp. 52 à 54, en référence à Nation Europa 10/1962, p. 7 sq.

[9] Heinrich Härtle, "*Deutsche und Juden – Studien zu einem Weltproblem"*, Leoni 1977, p.278.

[10] À savoir : appel similaire dans *Hitorische Tatsachen* No 10, p. 19 sq.

Le lecteur ne blâmera certainement pas l'auteur de ce texte d'avoir rédigé son message selon son propre point de vue – juif – et d'avoir choisi et évalué les faits qu'il examine en fonction de sa propre opinion.

Pour l'historien, cette approche n'est certes pas satisfaisante. Il faut en effet considérer les évènements politiques en tenant compte du fait que « les autres aussi » – en l'occurrence les Allemands – ont le même droit de lutter pour assurer leur existence. Il n'est donc pas acceptable, si l'on veut rester objectif, de ne parler que des seuls droits des juifs en Allemagne, bafoués depuis 1933, sans mentionner le contexte. Depuis 1919, toute la nation allemande a été privée de ses droits ; d'innombrables Allemands étaient au chômage, bon nombre d'entre eux se sont trouvés expropriés ou économiquement ruinés, plongés dans une extrême pauvreté et le chaos de la guerre civile, avec, pour nombre d'entre eux, peu d'espoir de survie. On ne peut pas non plus passer sous silence le fait que les conditions qui prévalaient en Allemagne durant cette période avaient été largement influencées par de puissantes forces politiques et économiques (toujours victorieuses) de l'étranger, en particulier celles qui profitaient de la citoyenneté internationale et qui tiraient parti de leurs contacts avec les autorités internationales. La capitulation de l'Allemagne en 1918/1919 ; le blocus subséquent ; l'occupation de la Ruhr ; le versement de réparations massives et ses conséquences (inflation et chômage massif) ; les émeutes communistes ; etc. ont permis à ces forces de provoquer des conditions terribles, soit de l'extérieur de l'Allemagne, soit de l'intérieur par le biais de l'immigration, de la naturalisation et du financement par des devises étrangères stables (principalement en dollars). Parallèlement, une politique de gestion des postes politiques, judiciaires, économiques et journalistiques essentiels a été mise en place, qui privilégiait avant tout des intérêts non pas allemands mais internationalement interconnectés. Ceux-ci n'étaient, bien sûr, pas toujours juifs. Mais il ne faut pas oublier qu'au moins un de ces groupes de pression s'identifiait soit comme une race soudée ; un peuple dispersé sur le plan international ; une communauté religieuse d'une même souche et d'une même famille ; et que ce groupe avait des obligations et des objectifs communs à l'échelle mondiale, desquels on considérait comme une trahison de s'écarter. (p. 277)

Entre autres, le Dr Nahum Goldmann – longtemps chef de l'administration et président du Congrès juif mondial et plus tard président de l'Organisation sioniste mondiale, a écrit :

« En tant que président des plus grandes organisations juives, je disposais de budgets de centaines de millions de dollars et je dirigeais des milliers d'employés, et

10 mai 1933, des citoyens de Hambourg (sans les membres du SPD) des sénateurs ; des officiers de l'armée et des membres de la S.A se rendent de l'hôtel de ville à l'église St-James pour un service festif.

tout cela, je le répète, non pas pour un État en particulier, mais dans le cadre de la communauté juive internationale. »[11]

Dans son livre *« Mein Leben als deutscher Jude » (« Ma vie de juif allemand »*), le Dr Nahum Goldmann décrit ainsi *l'« ascension phénoménale des juifs d'Allemagne »* :

« La communauté juive allemande, qui connut une fin temporaire pendant la période nazie, fut l'un des centres juifs européens les plus intéressants et les plus influents de l'histoire juive moderne. A l'époque de l'émancipation, c'est-à-dire dans la seconde moitié du XIXe et au début du XXe siècle, elle avait connu une ascension fulgurante... Elle avait pleinement participé au rapide essor économique de l'Allemagne impériale, y avait largement contribué et avait acquis une position prestigieuse dans l'économie allemande. D'un point de vue économique, aucune minorité juive dans aucun autre pays, pas même celle de l'Amérique ne pouvait rivaliser avec les juifs allemands. Ils étaient présents dans les grandes banques, une situation sans parallèle, et, par le biais de la haute finance, ils avaient également pénétré l'industrie allemande. Une grande partie du commerce de gros était entre leurs mains ; et même dans les secteurs rarement détenus par des juifs – comme le transport maritime ou l'industrie électrique – on y retrouvait des personnalités juives de premier plan, tels qu'en témoignent des noms comme Ballin et Rathenau. Que ce soit en Europe ou sur le continent américain, je ne connais guère de juifs émancipés qui aient été aussi profondément enracinés dans l'économie générale du pays que la communauté juive allemande. Les juifs américains d'aujourd'hui sont certes bien plus riches que les juifs allemands à l'époque, il est vrai, mais même en Amérique,

[11] Nahum Goldmann, *« Des jüdische Paradox »*, Köln – Francfort, 1978, p. 150.

où tout est possible, les juifs ne sont pas parvenus à pénétrer les sphères centrales de l'économie (acier, fer, industrie lourde, haute finance, transport maritime), comme ce fut le cas en Allemagne.

Le 27 mars 1933, l'évêque Francis T. McConnell (à gauche) et Stephen Wise dirigeaient la manifestation chrétienne et juive lors de la réunion du Madison Square Garden à New York :
« ....Les rassemblements et les actions de protestation antinazis doivent se poursuivre, même si les persécutions en Allemagne ont temporairement pris fin, jusqu'à ce que les nazis soient chassés du pouvoir ».

Le droit à l'auto-détermination du peuple allemand ne fut pas évoqué.

Leur position dans la vie intellectuelle du pays était presque tout aussi unique. En littérature, ils étaient représentés par des noms illustres. Le théâtre était en grande partie entre leurs mains. La presse quotidienne, en particulier son secteur d'influence internationale, était en grande partie détenue ou gérée par des juifs. Aussi paradoxal que cela puisse paraître aujourd'hui, après l'ère hitlérienne, je n'hésite pas à dire que quasiment aucune partie du peuple juif n'a fait aussi largement usage de l'émancipation qui lui a été offerte au XIXe siècle que les juifs allemands ! Bref, l'histoire des juifs en Allemagne de 1870 à 1933 est probablement l'ascension la plus phénoménale jamais atteinte par une branche du peuple juif. (p. 116)

La majorité des juifs allemands n'ont jamais été complètement assimilés et étaient beaucoup plus juifs que les juifs des autres pays d'Europe de l'Ouest. (p. 120)

Mon activité dans ces années-là était essentiellement de nature propagandiste. J'étais trop jeune et inconnu pour jouer un rôle dans les cercles de premier plan du sionisme allemand ou même mondial, qui était en partie dirigé depuis Berlin. » (p. 121)

Malheureusement, Nahum Goldmann n'a pas mentionné l'influence des juifs dans la politique et l'administration allemande pendant la période de Weimar. Avec les quarante à soixante-dix dollars que son oncle d'Amérique lui envoyait chaque mois pour écrire quelques articles, Nahum Goldmann se considérait, pendant l'inflation, comme *« l'une des personnes les mieux rémunérées d'Allemagne ».*[12] Et il n'était pas le seul dans ce cas.

C'est le point de départ à prendre en compte si l'on veut comprendre la situation qui prévalait en Allemagne à l'époque. Au début des années trente, elle se présentait comme un véritable désastre sur le plan économique et politique pour le peuple allemand – y compris pour les juifs.

Il convient de noter à cet égard que l'État de l'Israël, après sa création en 1948, n'a jamais accordé de droits égaux de codétermination ni même de droits égaux de nationalité aux étrangers, et certainement pas aux Allemands vivant en Israël. Cependant, les 70 millions d'Allemands, qui – comme en 1933 – se battaient pour leur existence, leur survie, leur droit à l'autodétermination, étaient aussi en droit de se concentrer sur leurs propres forces, de provoquer un changement de direction – surtout démocratique – et, ce faisant, d'exclure de leurs postes de décision ceux qu'ils considéraient responsables ou corresponsables du chaos national.

La gravité du *« Kampfzeit »* (période de lutte) – ici, il faut se souvenir qu'au cours des dernières années Weimar, l'Allemagne a pratiquement frôlé la guerre civile – tendait également à exacerber les tensions après un bouleversement politique [prise de pouvoir en 1933], en particulier lorsque ceux qui, après avoir quitté le pays, ne respectaient pas les décisions de la majorité et qui continuaient à faire pression depuis l'étranger. Qui a eu pitié des Allemands qui ont été privés de leurs droits ; expropriés ; expulsés ; massacrés et affamés – en 1919, 1932 ou

[12] Nahum Goldmann, *Mein Leben als deutscher Jude*, Munich – Vienne 1980, p. 140.

après 1945 ? L'humanité doit retrouver le chemin des valeurs fondamentales !

Il est tout simplement inacceptable ; comme cela fut également exprimé lors du 18e Congrès sioniste à Prague en août 1933 ; de se contenter de ne citer les statistiques détaillées du chômage en énumérant QUE les juifs, tentant ainsi de prouver l'injustice du système en Allemagne ; et de réagir avec des slogans tels que *« N'oubliez jamais, ne pardonnez jamais »* (p. 305), alors que la crise économique mondiale – particulièrement grave en Allemagne où plus de 6 millions de personnes étaient au chômage – n'est pas du tout évoquée.

Même le mot d'ordre de Stephen Wise, président du Congrès juif étatsunien, lors de la deuxième Conférence juive mondiale préparatoire à Genève le 5 septembre 1933, ne correspondaient ni aux faits, ni à une politique de maintien de la paix. Il évoquait alors un *« ennemi commun de l'humanité qui n'a d'autre but que de conquérir et de détruire »*. Ce à quoi il avait même ajouté :

> *« Nous sommes en première ligne, au premier rang des tranchées. »*

Stephen Wise ne parlait même pas d'Adolf Hitler personnellement, mais bien de la nation allemande, car – contrairement à la vérité – il avait poursuivi :

> *« Plus simplement encore : les juifs doivent-ils entretenir des relations quelles qu'elles soient, industrielles ou économiques, avec une nation qui a déclaré la guerre... aux juifs du monde entier ? »* (p. 349).

Une telle agitation contrecarre une entente de principe ! À terme, il devrait être possible de parvenir à des normes de valeur absolue, appliquées pour soulager les tensions et régler les différends (parfois créés par la nature) sur la base d'une justice égale pour tous. Or, c'est précisément la prétention de certaines personnes à disposer de droits supérieurs à ceux d'autres personnes qui provoque des troubles politiques permanents ! Comment pouvons-nous résoudre les crises mondiales de cette manière ? Il est du devoir de l'historien d'attirer l'attention sur ces dangers créés par des normes de valeur et des mensonges unilatéraux, qui se répandent de plus en plus, afin d'ouvrir la voie à une approche honnête de la résolution des problèmes !

On peut comparer cette agitation de Stephen Wise – d'autres noms seront mentionnés plus tard – avec ce rapport de Nahum Goldmann sur son ami personnel, le Dr Ernst Jäckh, éditeur d'une série de

brochures intitulée *« Der Deutsche Krieg »*, écrivain politique, puis, plus tard, directeur de la Hochschule für Politik et enfin, lorsque Hitler est arrivé au pouvoir, directeur de l'Akademie für Diplomatie à Berlin :

> *« C'était (Jäckh) un vrai démocrate, un ami de Churchill. Il lui avait demandé de venir à Londres pour accepter le poste de secrétaire général d'une sorte de 'Pan Europe', qu'il avait fondé comme contre-pôle, pour ainsi dire, à l'organisation de Coudenhove-Kalergi. Jäckh a démissionné de son poste à Berlin, et on lui a ensuite demandé de voir Hitler, ce dont il m'a parlé à plusieurs reprises. Il a été profondément impressionné par Hitler, surtout par ses yeux. [Hitler] s'est comporté tout à fait normalement, sans cris ni hystérie. Et, commentant ses excellentes performances à l'Académie, il lui a demandé de retirer sa demande de démission.*
>
> *Jäckh répondit avec son humour souabe :*
>
> *'Comme vous le voyez, mein Führer, je suis bien rasé. Si je ne démissionnais pas de mon poste, je ne pourrais plus me raser,'*
>
> *et d'expliquer à Hitler :*
>
> *'Pour me raser, je dois me tenir devant un miroir. Si je renvoyais mes collègues juifs, mais que je restais moi-même en poste, j'aurais honte de me regarder en face. C'est pourquoi je dois démissionner !'*
>
> *Hitler a pris cette réponse très au sérieux et lui a demandé ce qu'il pouvait faire pour lui. Jäckh a répondu qu'il avait décidé d'accepter un bon poste en Angleterre ; il a cependant demandé à Hitler d'accorder à ses collègues juifs, qui étaient sur le point d'être licenciés, une bonne compensation. Hitler lui a répondu :*
>
> *'Envoyez-moi une liste avec les noms de ces hommes et indiquez les montants qui devraient être versés à chacun ; je veillerai à ce que ce soit fait.'*
>
> *Et c'est ce qui s'est passé. »*[13]

Ernst von Weizsäcker, diplomate expérimenté sur la scène internationale et plus tard secrétaire général aux Affaires étrangères, a écrit sur cette période :

> *« Nous avons, autant que possible, essayé de garder dans notre bureau les fonctionnaires juifs qui voulaient rester. Mais on ne pouvait rien faire s'il y avait des preuves d'hostilité envers le NSDAP. »*[14]

Mais revenons à Edwin Black : malheureusement, il ne commence pas ses recherches avec la Conférence de paix de Versailles de 1919, à

[13] N. Goldmann, *« Mein Leben als deutscher Jude »*, op. cit., p. 102.
[14] Ernst v. Weizsäcker, *« Erinnerungen »*, Munich - Leipzig 1950, p. 107.

laquelle avait déjà participés le *« Comité des délégations juives, composé d'un grand nombre d'organisations juives ainsi que l'Organisation sioniste mondiale et la Loge du B'nai B'rith »*.[15] Ce qui représentait plus de dix millions de juifs venus du monde entier. Une des mesures qu'ils ont cherché à prendre à Versailles, et qui a été « couronnée de succès », était de *« ne pas permettre la souveraineté absolue des États »*. Il s'agissait évidemment ici de l'Allemagne, un pays qui avait été l'objet principal de la distribution du butin lors de cette conférence de paix et qui avait été contraint à de telles conditions limitant sa souveraineté.[14] – Qui fut donc le premier à s'immiscer dans les affaires étrangères des autres ? Les juifs avaient été bien traités dans l'Empire allemand ! Il n'y avait pas eu de plaintes, mais plutôt – selon le livre de Nahum Goldmann – '*l'ascension des juifs la plus phénoménale jamais atteinte en Allemagne*'.[16] En 1919, l'Allemagne était sans défense.

L'idée d'abolir la souveraineté des États – nonobstant les nouveaux principes concernant le *« droit à l'autodétermination des peuples »*, promulgués à Versailles en 1919 et auxquels de nombreux nouveaux États doivent leur existence – est restée le principal objectif du Congrès juif mondial (CJM), fondé en août 1936. En outre, la question centrale de savoir qui resterait souverain n'a pas été abordée.[17]

Le livre d'Edwin Black commence en 1933, soit quatorze ans plus tard. Malheureusement, il n'examine pas non plus les conditions dans lesquelles Hitler a assumé la lourde responsabilité politique du pays ni ce qui est réellement arrivé aux juifs en Allemagne cette année-là, lorsque les Nationaux-Socialistes sont arrivés au pouvoir. Il se fait parfois l'écho des affirmations de la presse juive étrangère à ce sujet sans les vérifier.[5] En revanche, il met surtout l'accent sur les évènements ; les activités ; les réactions ; ainsi que les objectifs d'hommes et d'organisations de premier plan du monde juif en Amérique ; en Grande-Bretagne ; en France ; en Pologne ainsi que dans d'autres pays, ou plus exactement sur les sionistes.

Cette analyse montre qu'en 1933, il existait effectivement de nombreuses et puissantes organisations juives nationales, mais que la consolidation mondiale de leurs objectifs politiques n'avait pas encore

[15] Congrès juif mondial, *« Unity in Dispersion – A History of the World Jewish Congress »*, New York 1948, pp. 25-26.

[16] N. Goldmann, *« Mein Leben als deutscher Jude »*, op. cit., p. 117.

[17] Congrès juif mondial, op.cit., p. 49.

été atteinte. Malgré cela, il y avait déjà un *« boycott mondial contre l'Allemagne nazie »* ; une *« Conférence économique juive mondiale »* ; la *« Deuxième Conférence mondiale »* ; des *« Conférences juives mondiales préparatoires »*, c'est-à-dire des conférences préparatoires à la création du Congrès juif mondial ; un *« Comité juif central »* ; et même – comme mentionné précédemment – une *« Déclaration de guerre des juifs du monde contre Hitler »* (*Daily Express* du 24 mars 1933), sans qu'aucun groupe national juif à l'étranger ne se distancie jamais de cette publication.

Toutes ces activités et organisations transfrontalières ont fourni une véritable toile de fond à la revendication d'engagement politique d'une puissance aussi efficace au niveau mondial – à une époque où Hitler n'était même pas maître de sa propre maison et où son premier cabinet n'était pas majoritairement composé de membres du NSDAP. Ce sont uniquement des conflits politiques internes qui n'ont pas permis aux dirigeants des différentes organisations juives internationales un déploiement central et pleinement efficace contre l'Allemagne en 1933.

Activité de Boycott à Londres en 1933
…pas seulement un jour, mais des années !

Néanmoins : Edwin Black s'est donné beaucoup de mal pour faire la lumière sur un chapitre très difficile et très vaste, qui a joué un rôle déterminant dans le développement de la construction européenne dans les années trente. L'historien ne peut qu'être impressionné par le

travail de recherche assidu que cet auteur a effectué pendant cinq longues années sur trois continents différents, avec l'aide d'une équipe de traducteurs et d'assistants, afin de collecter et traiter les documents largement dispersés et souvent inaccessibles. La portée et l'importance des résultats de ses recherches rendent nécessaire une évaluation détaillée de ce livre et du contexte historique qu'il traite.

Slogan de lutte :
Le boycott économique

Les mesures de boycott ; les slogans de lutte ; les rapports de situation ; et la fixation d'objectifs à long terme ainsi que les autres preuves fournies par Edwin Black – principalement judéo-américaines, mais d'autres sources aussi – montrent clairement une chose : tout au long de l'année 1933 ; à la fois en raison de la situation politique intérieure chaotique et de l'isolement quasi-total du pays (imposé par les puissances mondiales à Versailles), Adolf Hitler, en termes de politique étrangère, n'était guère en mesure de mener une politique d'expansion. Jusqu'à la mort du président du Reich, Paul von Hindenburg [en août 1934], il n'était même pas le commandant suprême des forces armées ; et il n'était pas dans son intérêt de braquer la presse étrangère vis-à-vis de la politique allemande ou de porter préjudice aux relations économiques de l'Allemagne avec l'étranger.

Les vainqueurs et co-vainqueurs de Versailles – et parmi eux, un certain nombre d'associations financières, économiques et journalistiques privées, qui surpassaient souvent en dextérité la diplomatie de leurs pays respectifs et représentaient *« la pression de l'opinion publique »* ! – utilisaient en effet tous les moyens de pouvoir nécessaires à leur disposition pour imposer à l'Allemagne quasiment n'importe quelles conditions. Les différents gouvernements semblaient largement satisfaits et – à l'exception de la Pologne, qui aspirait à exploiter le changement de pouvoir à Berlin pour une invasion militaire de l'Allemagne afin d'annexer la Prusse orientale, la Silésie et la Poméranie – s'efforçaient à maintenir la paix en Europe centrale. Dans leur évaluation de la situation politique en Allemagne, la chute imminente de Hitler (plutôt qu'à sa conquête du monde !) était généralement attendue, et cela, pensaient-ils, n'était qu'une question de temps… quelques mois tout au plus. Mais sous la protection de ces gouvernements, ces groupes de pression privés aux ramifications mondiales ont provoqué l'intensification des affrontements politiques internationaux.

L'un des chefs de file de ces groupes de pression était Samuel Untermyer ; l'un des meneurs juifs les plus influents et les plus puissants des États-Unis, mais aussi l'avocat le plus célèbre de son temps ; conseiller du gouvernement et président de la Ligue antinazie non sectaire. Depuis l'accession au pouvoir de Hitler et jusqu'en 1939 (il est mort en 1940), Untermyer consacra tout son temps et toute son énergie à un boycott mondial des produits allemands, insistant sur une mise en œuvre immédiate et rigoureuse, partout et quelle que soit la manière employée. Untermyer fit tout cela sans avoir été mandaté par les juifs allemands. Stephen Wise, fondateur et président du Congrès juif américain, avait fait des démarches similaires afin de lancer ce boycott, mais il avait préféré qu'il soit coordonné avec des mesures gouvernementales et que les pleins pouvoirs lui soient conférés par un organe représentatif mondial de la communauté juive internationale. En guise de plate-forme pour son activisme, il ciblait les conférences juives mondiales préparatoires organisées à Genève, où il appelait *« tous ceux qui se sont joints à la lutte pour la liberté et la justice pour toutes les races, toutes les religions et tous les peuples »* à mettre en œuvre ce *« boycott avec toute leur énergie »*[18].

Mais, concernant ces tentatives, laissez-moi tout d'abord vous citer les différentes étapes extraites du livre d'E. Black :

> *« Le 12 mars (1933), les dirigeants du Congrès juif américain se sont réunis lors d'une session de trois heures et ont voté le lancement d'un programme national de protestations, de défilés et de manifestations très visibles. Le point central de la protestation était un rassemblement antinazi géant le 27 mars, au Madison Square Garden (New York)...* (p. 9)

> *L'histoire rapporte qu'à une époque marquée par l'apaisement, les vétérans juifs*[19] *furent les tout premiers, partout dans le monde, à déclarer ouvertement leur résistance organisée au régime nazi. Ils avaient déjà combattu l'Allemagne et ils se battraient à nouveau.* » (p. 12)

Le 23 mars 1933, une grande marche de protestation organisée par le JWV ; à laquelle participait William W. Cohen, vice-président de l'AJC[20], en tant que commissaire de parade ; a été marquée par la déclaration de guerre économique contre l'Allemagne (p. 20). La Fédération américaine du travail s'est engagée auprès de ses trois

[18] Congrès juif mondial op.cit., p. 38.

[19] [NdT : JWV= Jewish War Veterans (les vétérans juifs).]

[20] [NdT : American Jewish Committee (le comité juif étatsunien).]

millions de membres à combattre le nazisme *« ici et en Allemagne »*. Des syndicalistes britanniques et des dirigeants du parti travailliste se sont proposés comme porte-parole du mouvement de boycott contre l'Allemagne.

Tandis que le 23 mars, dans son discours du Reichstag, Hitler soulignait l'importance des bonnes relations avec les pays étrangers et que son programme de politique étrangère avait même reçu l'approbation des sociaux-démocrates (SPD) :

> *« Le 24 mars, les dirigeants du Reich réalisèrent que l'agitation autour du boycott s'accélérait, surtout en Grande-Bretagne. Des affiches proclamant 'Boycott des produits allemands' s'étaient répandues de manière contagieuse dans tout Londres et étaient désormais visibles dans les vitrines des plus importants magasins du West End. Des automobiles équipées de panneaux appelant au boycott se déplaçaient lentement dans les quartiers commerçants pour alerter les acheteurs. Partout, des panneaux avertissaient les vendeurs allemands de ne pas entrer. L'archevêque de Liverpool avait exhorté les catholiques britanniques à se joindre à la manifestation. Le* Daily Herald *de Londres accordait un entretien à un éminent dirigeant juif qui reconnaissait que : 'Les dirigeants se tiennent en retrait', mais le peuple juif 'les pousse à agir'. Le boycott a déjà coûté des 'centaines de milliers de livres au commerce allemand' ».* (p. 34)

> *« Cinquante-cinq mille personnes se sont rassemblées (le 27 mars 1933) dans et autour du Madison Square Garden. Simultanément, des rassemblements de soutien avaient lieu à Chicago, Washington, San Francisco, Houston et environ soixante-dix autres villes américaines. A chacun de ces rassemblements, des milliers de personnes se pressaient autour de haut-parleurs pour écouter les conférenciers de New York. L'évènement était retransmis en direct par radio dans 200 autres villes à travers le pays. Au moins un million de juifs ont participé à cet évènement. Un million d'Américains non-juifs se tenaient probablement à leurs côtés. »* (p. 42)

> *« L'évêque McConnell a ajouté que les rassemblements et les manifestations antinazis devaient se poursuivre, même si les persécutions en Allemagne avaient temporairement cessé, jusqu'à ce que les nazis soient chassés du pouvoir. »* (p. 43)

> *« Stephen Wise s'est adressé aux dirigeants juifs d'Allemagne et à leurs partisans en Amérique, rejetant leurs appels à 'mettre fin aux protestations de panique et de terreur' d'autant plus qu'ils venaient de personnes qui n'avaient pas combattu le nazisme avant son arrivée au pouvoir. Il a plaidé pour une escalade des manifestations antihitlériennes. Même si la vie et les droits de l'homme sont garantis, le statut de servitude ne vaut pas mieux que celui de la violence. Un tel assujettissement ne nous satisfera pas… Toute forme de discrimination économique est une forme de violence. Toute exclusion raciale est une forme de violence. Dire qu'il n'y a pas de pogroms ne suffit pas. Un pogrom économique brutal et sans effusion de sang reste une forme de violence et de pouvoir.' »* (p. 45)

« Le Führer et le NSDAP ont été qualifiés de criminels et de barbares. L'Allemagne a été accusée d'avoir commis de nombreux actes de tortures et d'atrocités…

Rassemblements de masse dans toute la Pologne – coordonnées avec les opérations de New York – …et les trois plus grandes organisations commerciales juives de Varsovie… ont adopté des résolutions contraignantes afin d''utiliser les moyens de défense les plus radicaux en boycottant les importations allemandes.'

À Londres, presque tous les magasins juifs du quartier de Whitechapel arboraient des pancartes refusant l'entrée aux vendeurs allemands et affirmant leur soutien au boycott antinazi. Des adolescents patrouillaient dans les rues en distribuant des prospectus invitant à boycotter les marchandises allemandes... » (pp. 46-47)

« Des piquets ont été lancés dans les magasins de la côte Est contenant des marchandises allemandes. » (p. 47)

Afin de contrecarrer ces mesures de boycott croissantes ; intensifiées par des rapports de propagande d'atrocités ; Hitler ordonna le boycott, supervisé par le NSDAP, une journée durant – le 1er avril 1933 – des magasins et des biens juifs, car il estimait qu'il ne pourrait contenir une flambée de colère populaire. Mais cette journée servit de prétexte à d'autres mesures de boycott plus intenses et soutenues contre l'Allemagne, ainsi qu'à d'autres commentaires malveillants et unilatéraux sur le « terrorisme allemand ».

Les dirigeants allemands n'étaient pas seulement préoccupés par les revers économiques, mais aussi par le climat mondial en faveur d'une intervention militaire contre l'Allemagne, suscitant d'importants évènements de type *« actions démocratiques »* notamment en Pologne et même en Tchécoslovaquie. (p. 112)

Lorsque le président de la Reichsbank, Hjalmar Schacht, est arrivé aux États-Unis au début du mois de mai 1933 pour tenter d'améliorer les relations germano-américaines, il s'est retrouvé plongé dans un véritable tumulte antihitlérien. Le 10 mai, des centaines de milliers de manifestants s'étaient rassemblés pour dénoncer le Reich. H. Schacht s'est alors rendu compte que les journaux continueraient à diffuser des informations antiallemandes qui élargiraient le boycott des marchandises allemandes, sans aucune possibilité d'intervention diplomatique de sa part. Le message était clair : l'économie allemande devait être détruite (p. 119). Schacht est rentré bredouille. Entre janvier et avril 1933, les exportations du Reich avaient chuté de dix pour cent.

ההסתדרות הציונית בגרמניה

ZIONISTISCHE VEREINIGUNG FÜR DEUTSCHLAND

BERLIN W 15 / Meinekestraße 10

Bank-Konten: Dresdner Bank, Depositen-Kasse 34, Berlin W 15, Kurfürstendamm 181
Ivria-Bank, EGmbH, Berlin, Dirksenstr. 26
Postscheck-Konto: Berlin NW 7, Nr. 8071

Fernsprecher: Sammel-Nummer 91 00 31
Telegramm-Adresse: Orghis Berlin

den 29.April 1937.

Sehr geehrter Gesinnungsgenosse,
sehr verehrte Gesinnungsgenossin,

seit unserer ersten Zionistensteuer-Aufforderung sind über sieben Wochen vergangen. Fast alle Mitglieder der BZV haben inzwischen ihrer Zionistensteuer-Pflicht genügt. Zu den wenigen Gesinnungsgenossen, die das noch nicht getan haben, gehören leider auch Sie.

Da die Zionistensteuer für das laufende Quartal im nächsten Monat fällig wird, bitten wir Sie nochmals um die Freundlichkeit, uns umgehend Ihre Zeichnung abzugeben, deren Notwendigkeit Ihnen der Geschäftsführende Ausschuss der ZVfD in seinem Schreiben vom 9.März 1937 überzeugend dargelegt hat. Wir hoffen daher, dass Sie dieser - bereits dritten - Aufforderung nunmehr entsprechen werden.

Nach den Satzungen müssten wir Sie in eine der Zionistensteuer-Stufen einschätzen, falls wir in den nächsten 10 Tagen nicht in den Besitz Ihrer Zeichnung gelangt sind.

Wir würden dies äusserst ungern tun, da erfahrungsgemäss mit jeder Einschätzung Ungerechtigkeiten verbunden sein können, die wir gerne vermeiden möchten. Erleichtern Sie uns bitte unsere Arbeit, indem Sie die nochmals beigefügte Zeichnungskarte - evtl.unfrankiert - umgehend ausgefüllt einsenden.

S c h a l o m

ZIONISTISCHE VEREINIGUNG FUER DEUTSCHLAND

Szgall Friedmann

Voir traduction de cette lettre page suivante.

ASSOCIATION SIONISTE D'ALLEMAGNE

Le 29 avril 1937

Cher camarade d'armes,
Très vénéré coreligionnaire,

Plus de sept semaines se sont écoulées depuis notre première demande fiscale sioniste. Presque tous les membres de la BZV ont maintenant rempli leurs obligations fiscales sionistes. Malheureusement, vous êtes l'une des rares personnes qui ne l'ont pas encore fait.

Étant donné que la taxe sioniste pour le trimestre en cours est due le mois prochain, nous voudrions vous demander encore une fois d'avoir la courtoisie de remettre immédiatement votre participation, dont la nécessité vous a été expliquée de manière convaincante par le Comité Exécutif du ZVfD dans sa lettre du 9 mars 1937. Nous espérons donc que vous allez maintenant répondre à cette troisième invitation.

> Selon les statuts, si nous n'avons pas reçu votre abonnement dans les 10 prochains jours, nous devrons appliquer une estimation selon l'un des taux d'imposition sioniste.

Nous serions très réticents à le faire, car l'expérience a montré que toute évaluation peut comporter des injustices que nous voudrions éviter. Nous vous prions de nous faciliter la tâche en nous envoyant la fiche de participation ci-jointe - éventuellement non affranchie - immédiatement remplie.

Schalom

ASSOCIATION SIONISTE D'ALLEMAGNE

Signatures

Haïm Arlosoroff
En tant que sioniste, il est intervenu avec force en faveur d'une entente durable avec les Nationaux-Socialistes, certainement en premier lieu pour aider son peuple. Son engagement lui coûta la vie. En juin 1933, il fut assassiné au Nord de Haïfa par des « révisionnistes ».

1933

Stephen Wise lors d'un rassemblement de protestation à Battery Park le 10 mai 1933. L'utilisation du drapeau national américain pour inciter au boycott économique et au refus de coexister avec le IIIe Reich réclamés par une minorité de la population ne constitue-t-il pas un abus ?

Sam Cohen
Principal négociateur pour
l'installation des juifs d'Allemagne
en Palestine à partir de 1933.

À peu près au même moment, la façon dont ce drapeau et le peuple qu'il représente étaient accueillis en Allemagne est illustrée sur cette photo historique prise en 1934 à Berlin devant la Porte de Brandebourg – une fanfare composées d'anciens combattants américains est chaleureusement accueillie.

VORSTAND DER JUDISCHEN GEMEINDE

– Der Vorsitzende –

BERLIN N 4, Datum des Poststempels
Oranienburger Str. 29

JÜDISCHE WINTERHILFE, BERLIN N 4, ORANIENBURGER STRASSE 29

Herrn Lender Frydmann
NW 87
Klopstockstr. 11
4 Blumberg

VT
4 H 276

Postscheckkonto: Berlin 934 46
Jüdische Winterhilfe der Jüdischen Gemeinde zu Berlin, Rosenstr. 2–4

Bankkonten: [illegible]

Fernruf: 42 59 21 (Apparat 86)

Bei Antwortschreiben bitten wir anzugeben Abteilung St.

Sehr geehrtes Gemeindemitglied!

Auf Grund der uns vorliegenden Steuermeldung für das Jahr 1936 erlauben wir uns, Ihnen mitzuteilen, daß der nach den Richtlinien des Herrn Reichsbeauftragten für das Winterhilfswerk des Deutschen Volkes errechnete Mindestbeitrag monatlich

RM. 9 40

für die Zeit vom 1. Oktober 1937 bis 31. März 1938 beträgt.

Die Verarmung weiter Kreise der jüdischen Bevölkerung Berlins und die Verringerung der Zahl der Spender, die durch die Verhältnisse, insbesondere die Auswanderung, bedingt ist, zwingen uns, mit dem Eingang der vollen Beträge zu rechnen, wenn wir den an uns gestellten Anforderungen zur Linderung der Not der von uns Betreuten auch nur einigermassen gerecht werden sollen.

Da Ihre bisher geleisteten Zahlungen den monatlichen Mindestsatz noch nicht erreichen, richten wir an Sie die dringende Bitte, uns die noch fehlenden Differenzbeträge umgehend zur Verfügung zu stellen, damit auch Sie sich an unserem großen sozialen Hilfswerk in voller Höhe beteiligen.

Wir danken Ihnen im Voraus für Ihre freundliche Ueberweisung und zeichnen

mit vorzüglicher Hochachtung

Vorstand der Jüdischen Gemeinde

Der Vorsitzende

Heinrich Stahl

Voir traduction de cette lettre page suivante.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA COMMUNAUTÉ JUIVE

-Le président-

BERLIN N 4,
Oranienburger Str. 29

Chers membres !

Sur la base de la déclaration d'impôts pour l'année 1936 que nous avons reçue, nous nous permettons de vous informer que la cotisation mensuelle minimale calculée selon les directives du Reichsbeauftragte pour le Fonds de secours d'hiver du peuple allemand est de :

RM. 9,40

pour la période allant du 1er octobre 1937 au 31 mars 1938.

L'appauvrissement de larges pans de la population juive berlinoise et la diminution du nombre de donateurs due aux circonstances, en particulier à l'émigration, nous obligent à espérer recevoir la totalité des montants si nous voulons répondre aux exigences qui nous sont imposées pour alléger le sort de ceux que nous soignons à quelque degré que ce soit.

Étant donné que vos paiements effectués jusqu'à présent n'atteignent pas encore le taux minimum mensuel, nous vous demandons de toute urgence de mettre immédiatement à notre disposition la différence restante, afin que vous puissiez vous aussi participer pleinement à notre grande organisation d'aide sociale.

Nous vous remercions d'avance pour votre aimable transfert et vous prions de recevoir notre profonde considération.

Comité exécutif de la communauté juive

Le président
Heinrich Stahl

Jüdische Winterhilfe

der Jüdischen Gemeinde zu Berlin

Postscheckkonto: Berlin 93446

Bankkonten: Gebr. Arnhold, W 8, J. Dreyfus & Co., W 8, Hagen & Co., W 8, Gebr. Heymann, W 8, [illegible] [illegible] für Handel u. Gewerbe e.G. m. b. H., C 2, [illegible] & Co., W 8, R. J. Meyer, W 8, [illegible] & Co., W 8, A. E. Wassermann, W 8

Fernruf: 41 67 11

Rückfragen über die Höhe des Monatsopfers unter 41 59 21 App. 58

JÜDISCHE WINTERHILFE BERLIN C 2, ROSENSTRASSE 2-4

Herrn Kariel
Friedmann
R 411253.
Berlin-Dahlem
Reichensteiner Weg 32

Berlin, Datum des Poststempels
Rosenstraße 2

Sehr geehrtes Gemeindemitglied!

Der Herr Reichsbeauftragte für das Winterhilfswerk des Deutschen Volkes hat angeordnet, daß die Sammlungen und die Betreuung für die Winterhilfe unter den Juden durch uns selbst, wie in den Vorjahren, durchgeführt werden. Der Jüdischen Gemeinde zu Berlin ist die Jüdische Winterhilfe 1937/38 zu Berlin übertragen.

Die Zahl der jüdischen Hilfsbedürftigen ist gewaltig angewachsen. Die Not in unseren Kreisen steigt täglich. Die Zahl der Spender ist durch Verarmung und Auswanderung kleiner geworden. Doppelte Anstrengungen sind notwendig, um das Werk der Jüdischen Winterhilfe sicherzustellen. Wir aber wollen die Aufgaben, die uns das Winterhilfswerk des Deutschen Volkes stellt, erfüllen, indem wir alle dazu beitragen, der Not der jüdischen Bedürftigen zu steuern.

Der Herr Reichsbeauftragte für das Winterhilfswerk hat Richtlinien festgesetzt, die die monatliche Abgabe als Pflichtaufgabe darstellen. Danach beträgt neben den regelmäßigen Sammlungen im Hause (Eintopfspende, Haussammlung, Pfundspende) das **monatliche Pflichtopfer:**

a) **Lohn- und Gehaltsempfänger** zahlen während der sechsmonatigen Dauer des WHW 1937/38 (1. Oktober 1937 bis 31. März 1938) monatlich mindestens 10 % der abgeführten Lohnsteuer.

b) **Lohn- und Gehaltsempfänger**, die wegen ihres geringen Einkommens nicht herangezogen werden, entrichten ein Opfer von monatlich 25 Pfennigen.

c) **Festbesoldete**, die neben ihrer Lohnsteuerleistung noch zur Einkommensteuer veranlagt werden, entrichten neben ihrer monatlichen Spende in Höhe von mindestens 10 % ihrer Lohnsteuer ein monatliches Opfer in Höhe von 1 % ihres für das Jahr 1936 veranlagten Einkommensteuerbetrages an die Jüdische Winterhilfe, soweit die Steuerschuld nicht durch Lohnabzug getilgt wird. Diese 1 % werden also lediglich von der Einkommensteuerschuld errechnet, die durch Vorauszahlung und die Abschlußzahlung getilgt worden ist.

d) **Gewerbetreibende und Angehörige freier Berufe** sowie sonstige Einkommenbezieher, die zur Einkommensteuer veranlagt werden, entrichten monatlich ein Opfer in Höhe von 1 % des für das Jahr 1936 veranlagten Einkommensteuerbetrages an die Jüdische Winterhilfe.

e) **Inhaber von offenen Handelsgesellschaften und Kommanditgesellschaften** entrichten monatlich 1 % des für das Jahr 1936 veranlagten Einkommensteuerbetrages an die Jüdische Winterhilfe.

f) **Gewerbetreibende und Angehörige freier Berufe**, sowie sonstige Einkommenbezieher, die nicht zur Einkommensteuer veranlagt werden, opfern einen **Mindestbetrag** von monatlich RM 1.— während der Dauer der Winterhilfe.

Von **Inhabern von Vermögen**, die weder Einkommen- noch Lohnsteuer zu zahlen haben, wird ein mindestens 1 % der Vermögensteuer betragender Beitrag zur Jüdischen Winterhilfe erwartet. Der monatliche Beitrag ist nach obigen Richtsätzen selbst zu errechnen.

> Auf Wunsch ist unsere Abt. „St." (Oranienburger Straße 29, Telefon-Nr. 42 59 21, App. 59), die unter Steuergeheimnis steht, bereit, Ihnen über die Höhe Ihres Pflichtbeitrages Auskunft zu geben.

Im Interesse eines raschen Aufbaus des Werkes ist Vorauszahlung für 6 Monate auf einmal dringend erwünscht.

Diese Richtsätze sind als Pflicht-Mindestsätze anzusehen. Wir bitten unsere Gemeindemitglieder, darüber hinaus durch freiwillige Spenden und Opfer dazu beizutragen, daß das Werk der Jüdischen Winterhilfe ein Werk

Jüdischen Gemeinschaftsgeistes

werde. Jedes Gemeindemitglied muß eine Pflicht in seinem Beitrag zur Jüdischen Winterhilfe erkennen, wir müssen alle danach streben, daß die Hoffnungen, die die Hungernden und Frierenden in die Jüdische Winterhilfe setzen, voll erfüllt werden.

Vorstand
der Jüdischen Gemeinde
Heinrich Stahl, Moritz Rosenthal, Dr. Alfred Klee, Carl Fuchs, Dr. Paul Sulzberger, Adolf Scheyer

Repräsentanten-Versammlung
der Jüdischen Gemeinde
Dr. Abraham Löb, Dr. Sally London, Conrad Kaiser

Voir agrandissement et traduction pages suivantes…

Jüdische Winterhilfe

der Jüdischen Gemeinde zu Berlin

Postscheckkonto: Berlin 93446

Bankkonten: Gebr. Arnhold, W 8,
J. Dreyfus & Co., W 8,
Hagen & Co., W 8,
Gebr. Heymann, W 8,
Jaquier & Sorentin, C 2,
Kreditverein für Handel u. Gewerbe e. G. m. b. H., C 2,
Mendelssohn & Co., W 8,
E. J. Meyer, W 8,
Hesler, Bülkind & Co., W 8,
A. E. Wassermann, W 8

Fernruf: 41 67 11

Rückfragen über die Höhe des Monatsopfers unter 41 50 21 App. 58

JÜDISCHE WINTERHILFE BERLIN C 2, ROSENSTRASSE 2-4

Herrn Karl
Friedmann
R 48253.
Lin.-Dahlem
Reichensteiner Weg 32

Berlin, Datum des Poststempels
Rosenstraße 2

Sehr geehrtes Gemeindemitglied!

Der Herr Reichsbeauftragte für das Winterhilfswerk des Deutschen Volkes hat angeordnet, daß die Sammlungen und die Betreuung für die Winterhilfe unter den Juden durch uns selbst, wie in den Vorjahren, durchgeführt werden. Der Jüdischen Gemeinde zu Berlin ist die Jüdische Winterhilfe 1937/38 zu Berlin übertragen.

Die Zahl der jüdischen Hilfsbedürftigen ist gewaltig angewachsen. Die Not in unseren Kreisen steigt täglich. Die Zahl der Spender ist durch Verarmung und Auswanderung kleiner geworden. Doppelte Anstrengungen sind notwendig, um das Werk der Jüdischen Winterhilfe sicherzustellen. Wir aber wollen die Aufgaben, die uns das Winterhilfswerk des Deutschen Volkes stellt, erfüllen, indem wir alle dazu beitragen, der Not der jüdischen Bedürftigen zu steuern.

Der Herr Reichsbeauftragte für das Winterhilfswerk hat Richtlinien festgesetzt, die die monatliche Abgabe als Pflichtaufgabe darstellen. Danach beträgt neben den regelmäßigen Sammlungen im Hause (Eintopfspende, Haussammlung, Pfundspende) das monatliche Pflichtopfer:

a) Lohn- und Gehaltsempfänger zahlen während der sechsmonatigen Dauer des WHW 1937/38 (1. Oktober 1937 bis 31. März 1938) monatlich mindestens 10 % der abgeführten Lohnsteuer.

b) Lohn- und Gehaltsempfänger, die wegen ihres geringen Einkommens nicht herangezogen werden, entrichten ein Opfer von monatlich 25 Pfennigen.

c) **Festbesoldete**, die neben ihrer Lohnsteuerleistung noch zur Einkommensteuer veranlagt werden, entrichten neben ihrer monatlichen Spende in Höhe von mindestens 10 % ihrer Lohnsteuer ein monatliches Opfer in Höhe von 1 % ihres für das Jahr 1936 veranlagten Einkommensteuerbetrages an die Jüdische Winterhilfe, soweit die Steuerschuld nicht durch Lohnabzug getilgt wird. Diese 1 % werden also lediglich von der Einkommensteuerschuld errechnet, die durch Vorauszahlung und die Abschlußzahlung getilgt worden ist.

d) **Gewerbetreibende und Angehörige freier Berufe** sowie sonstige Einkommenbezieher, die zur Einkommensteuer veranlagt werden, entrichten monatlich ein Opfer in Höhe von 1 % des für das Jahr 1936 veranlagten Einkommensteuerbetrages an die Jüdische Winterhilfe.

e) **Inhaber von offenen Handelsgesellschaften und Kommanditgesellschaften** entrichten monatlich 1 % des für das Jahr 1936 veranlagten Einkommensteuerbetrages an die Jüdische Winterhilfe.

f) **Gewerbetreibende und Angehörige freier Berufe**, sowie sonstige Einkommenbezieher, die nicht zur Einkommensteuer veranlagt werden, opfern einen Mindestbetrag von monatlich RM 1.— während der Dauer der Winterhilfe.

Von **Inhabern von Vermögen**, die weder Einkommen- noch Lohnsteuer zu zahlen haben, wird ein mindestens 1 % der Vermögenssteuer betragender Beitrag zur Jüdischen Winterhilfe erwartet. Der monatliche Beitrag ist nach obigen Richtsätzen selbst zu errechnen.

Auf Wunsch ist unsere Abt. „St." (Oranienburger Straße 29, Telefon-Nr. 425021, App. 59), die unter Steuergeheimnis steht, bereit, Ihnen über die Höhe Ihres Pflichtbeitrages Auskunft zu geben.

Im Interesse eines raschen Aufbaus des Werkes ist Vorauszahlung für 6 Monate auf einmal dringend erwünscht.

Diese Richtsätze sind als Pflicht-Mindestsätze anzusehen. Wir bitten unsere Gemeindemitglieder, darüber hinaus durch freiwillige Spenden und Opfer dazu beizutragen, daß das Werk der Jüdischen Winterhilfe ein Werk

Jüdischen Gemeinschaftsgeistes

werde. Jedes Gemeindemitglied muß eine Pflicht in seinem Beitrag zur Jüdischen Winterhilfe erkennen, wir müssen alle danach streben, daß die Hoffnungen, die die Hungernden und Frierenden in die Jüdische Winterhilfe setzen, voll erfüllt werden.

Vorstand
der Jüdischen Gemeinde
Heinrich Stahl, Moritz Rosenthal,
Dr. Alfred Klee, Carl Fuchs,
Dr. Paul Sulzberger, Adolf Scheyer

Repräsentanten-Versammlung
der Jüdischen Gemeinde
Dr. Abraham Lob, Dr. Sally London,
Conrad Kauer

Fonds de secours juif d'hiver

la communauté juive de Berlin

Compte chèque postal : Berlin 93446

Comptes bancaires :

Téléphone : 41 67 11

Berlin, le cachet de la poste faisant foi.
Rosenstrasse 2

Chers membres !

Comme par le passé, afin d'organiser l'assistance hivernale pour le peuple allemand, le Reichsbeauftragte a ordonné que les collectes et les soins pour l'organisation de l'aide d'hiver parmi les juifs soient effectués par nous-mêmes. L'Aide Juive d'Hiver a été transférée à la communauté juive de Berlin en 1937/38.

Le nombre de juifs ayant besoin d'aide a énormément augmenté. La misère dans nos cercles augmente chaque jour. Le nombre de donateurs a diminué en raison de l'appauvrissement et de l'émigration. Un double effort est nécessaire pour assurer le travail de l'Aide Juive d'Hiver. Mais nous voulons accomplir les tâches que l'Aide Juive d'Hiver du peuple allemand nous a confiées en nous aidant à gérer le sort des juifs dans le besoin.

Le Reichsbeauftragte pour l'aide d'hiver a établi des directives qui présentent la redevance mensuelle comme une « allocation légère ». Ensuite, en plus des collectes régulières à la maison (don de ragoût, collecte à la maison, don de livres), la cotisation mensuelle obligatoire s'établit ainsi :

a) Pendant la période de six mois de WHW 1937/38 (du 1er octobre 1937 au 31 mars 1938), les salariés paient chaque mois au moins 10 % d'impôt sur le revenu.

b) Les salariés qui ne sont pas concernés en raison de leur faible revenu sont tenus de payer 25 pfennigs par mois.

c) Les personnes ayant un salaire fixe qui sont assujetties à l'impôt sur le revenu en plus du paiement de l'impôt sur les salaires doivent payer, en plus de leur don mensuel d'au moins 10 % de leur impôt sur les salaires, un sacrifice mensuel de 1 % du montant de leur impôt sur le revenu imposé pour l'année 1936 à l'Aide Juive d'Hiver, dans la mesure où la dette fiscale n'est pas remboursée par déduction sur le salaire. Ce 1% est donc calculé uniquement à partir de la dette d'impôt sur le revenu qui a été remboursée par paiement anticipé et le paiement final.

d) Les commerçants et les membres des professions libérales ainsi que les autres bénéficiaires de revenus qui sont assujettis à l'impôt sur le revenu paient à l'Aide Juive d'Hiver un supplément mensuel de 1 % du montant de l'impôt sur le revenu établi pour l'année 1936.

e) Les propriétaires de sociétés commerciales en nom collectif et de sociétés en commandite versent mensuellement à l'Aide Juive d'Hiver 1 % de l'impôt sur le revenu établi pour l'année 1936.

f) Les commerçants et les membres des professions libérales, ainsi que les autres personnes qui ne sont pas soumises à l'impôt sur le revenu, sont tenus de verser un montant mensuel minimum de RM 1 pendant la période hivernale.

Les détenteurs de biens immobiliers qui ne sont pas assujettis à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les salaires sont censés verser au moins 1 % de l'impôt sur la fortune à l'Aide Juive d'Hiver. La contribution mensuelle doit être calculée selon les taux indicatifs susmentionnés.

Si vous le souhaitez, notre Abt «St.» (Oranienburger Straße 29, téléphone - Nr. 42 59 21, App. 59), qui est soumis au secret fiscal, est prêt à vous fournir des informations sur le montant de votre cotisation obligatoire.

Dans l'intérêt d'une mise en place rapide de l'installation, un paiement anticipé de 6 mois est souhaité d'urgence.

Ces taux de référence doivent être considérés comme des taux obligatoires minimums. Nous demandons, en outre, à nos membres de contribuer au travail de l'Association juive de secours d'hiver par des dons volontaires et des sacrifices, afin qu'elle puisse devenir une œuvre de

l'esprit communautaire juif

Chaque membre de la communauté doit reconnaître un devoir dans sa contribution à l'Association juive de secours d'hiver. Nous devons tous nous efforcer de faire en sorte que les espoirs que suscitent la faim et le froid au sein de l'Association juive de secours d'hiver se réalisent pleinement.

Bureau de la communauté juive
Heinrich Stahl, Morits Rosenthal,
Dr Alfred Klee, Carl Fuchs,
Dr Paul Suleberger, Adolf Schoyer

Assemblée représentative de la communauté juive
Dr Abraham Löb, Dr Sally London,
Conrad Kaiser

« Pendant ce temps, la crise aux frontières de l'Allemagne s'aggravait d'heure en heure. Les faucons militaires en faveur d'une invasion de la Pologne étaient largement soutenus par une population encouragée par les comités de boycott juifs...

Les évènements commencèrent à s'accélérer. La destruction du fragile régime hitlérien – de l'extérieur ou de l'intérieur – se traduisit par une crise à Berlin. Des personnalités officielles et des représentants d'organisations allemands furent envoyés dans les villes d'Europe et d'Amérique pour faire face aux attaques. Leurs efforts échouèrent. Les clarifications du gouvernement ; les ordonnances de protection et les menaces de représailles illégales contre les juifs allemands échouèrent également. » (p. 130)

Stimulées par les continuels rapports de presse sur les atrocités allemandes (en temps de paix !), les manifestations de boycott se sont étendues aux grandes villes de presque tous les pays jusqu'en Argentine et en Australie ; les syndicats et les partis politiques d'Angleterre et des Pays-Bas en particulier étant intervenus pour soutenir cette lutte. Le commerce allemand de la fourrure, du textile et du diamant a été particulièrement touché. Au premier trimestre 1933, l'excédent des exportations allemandes avait diminué de moitié par rapport à celui de 1932 (p. 182). Aux États-Unis, des voix s'élevaient déjà (John Foster Dulles) afin que les actifs privés et publics allemands à l'étranger soient confisqués en vue du règlement de la dette et ainsi liquider les actifs allemands du commerce international. (pp. 182-183)

« Lorsque le Reich ne pourrait plus payer ses obligations, l'Allemagne serait en faillite. Ce moment avait été techniquement reporté de plusieurs années en limitant les transactions de change aux opérations les plus importantes. Mais les réserves de la Reichsbank ayant été si durement touchées par le boycott et la dépression, il n'y aurait bientôt plus rien à rationner.... » (p. 185)

« Si les exportations continuaient à baisser, l'Allemagne serait à nouveau confrontée à la famine. Cela s'était produit à peine quatorze ans plus tôt et cela était encore frais dans bien des esprits. Au cours de l'hiver 1919, l'Allemagne vaincue fut soumise à un blocus et affamée dans sa défaite. Pour les nazis, le boycott antiallemand de 1933 ressemblait à bien des égards à une tactique habituelle. Il n'y avait aucun navire ennemi dans les voies maritimes, aucune division hostile en têtes de pont. Mais aussi efficace que n'importe quelle frégate de blocus ou d'infanterie, ce boycott empêchait la vente des marchandises allemandes ; bloquait les devises étrangères ainsi que l'importation de marchandises vitales en Allemagne.

Combien de mois l'Allemagne pourrait-elle survivre après le boycott mondial ? Le slogan : 'l'Allemagne va craquer cet hiver' fut adopté par les boycotteurs... » (pp. 187-188)

« Le 3 juin, lord Melchett (industriel judéo-britannique) et le Congrès des syndicats britanniques ont pris l'initiative d'inviter officiellement les comités de boycott indépendants du monde entier à se réunir à Londres le 25 juin pour créer un conseil international de boycott.

Melchett a appelé la réunion de boycott la 'Conférence économique juive mondiale'. » (p. 188)

À peu près au même moment, la Conférence économique mondiale, convoquée par le Président américain F. D. Roosevelt, était en cours à Londres, mais elle a obtenu exactement le contraire de ce qu'elle s'était fixé : une collaboration économico-politique entre les partenaires du commerce mondial pour remédier à la crise économique. Le 23 juin 1933, le cabinet du Reich a déclaré :

« Bien que les attentes de la délégation (allemande) à Londres étaient pessimistes, elles ont été largement dépassées. L'Allemagne a constaté parmi tous les États une attitude qui ne pouvait guère être pire. » (p. 188)

Sur recommandation de Samuel Untermyer, la Conférence économique juive mondiale fut reportée, d'abord au 15 juillet, puis finalement au 20 juillet et déplacée à Amsterdam. Des groupes de boycott de trente-cinq pays y ont participé ; y ont échangé leurs expériences ; y ont discuté de mesures fédératrices ; y ont dressé des listes de fabricants et de commerçants ; y ont proposé des alternatives aux produits allemands ; y ont discuté de contre-mesures à l'encontre des briseurs de boycott et y ont même lancé un bulletin d'information consacré au boycott. (p. 189) Le slogan : *« L'Allemagne va craquer cet hiver »* fut adopté. (p. 199)

Évaluation de la situation par Samuel Untermyer :

« Le boycott international populaire est déjà en place : en Pologne, incroyablement bon ; en Tchécoslovaquie, fantastiquement bon ; bon en France ; passable en Angleterre ; très bon en Amérique. » (p. 205)

« Des discours enflammés et une ferme détermination à écraser la puissance économique de l'Allemagne ont créé un véritable émoi qui a attiré l'attention du monde entier sur le fait que plusieurs groupes juifs étaient parvenus à un accord pour une possible guerre contre le IIIe Reich. » (p. 206)

La résolution suivante fut adoptée à Amsterdam :

« Compte tenu des vaines indignations, protestations et manifestations unanimes de juifs et de non-juifs partout dans le monde civilisé contre la politique incroyablement inhumaine envers les juifs d'Allemagne.... Compte tenu de la détermination maintes fois exprimée par le gouvernement hitlérien d'anéantir

économiquement les juifs ; de les priver de leur citoyenneté et probablement de les exterminer... il est donc décidé que le boycott des biens, des produits et du fret allemands est la seule arme efficace pour les juifs du monde entier et pour l'humanité afin de défendre et de protéger les droits ; la propriété ainsi que la dignité des juifs en Allemagne.

Nous demandons instamment à tous les hommes et à toutes les femmes du monde civilisé, quelles que soient leur race ou leurs croyances, de soutenir et de rejoindre ce mouvement contre le fanatisme brutal et le sectarisme et de contribuer à le faire triompher jusqu'à ce que les dernières traces de persécutions barbares aient été éliminées. » (p. 206)

Après la Seconde Guerre mondiale, les Allemands de l'Ouest ont dû faire face au Dr Nahum Goldman, négociateur insolite et président du Congrès juif mondial et sioniste depuis des décennies, à qui l'on attribue le succès des réparations qui dépassent déjà les 140 milliards de Deutschemarks. Dr Goldmann (debout) lors d'un congrès juif mondial à Jérusalem, entouré par le Premier ministre israélien de l'époque, Rabin (à gauche), et par le ministre Sapir. Le Dr Goldmann était extrêmement critique à l'égard du développement de la politique extérieure et intérieure d'Israël.

Deutsche National-Zeitung, *24 juin 1983.*

Edwin Black continue :

« Après la proclamation officielle de la déclaration de guerre, les soldats d'Israël se sont mis en route et ont formé trois commissions de travail. Les Français, les

Polonais et les Tchèques ont rédigé des résolutions politiques ; les Néerlandais, les Égyptiens ainsi que les Américains se sont occupés des questions d'organisation ; les Anglais, les Belges et les Lituaniens ont discuté des problèmes financiers. » (p. 206)

« Travaillant avec célérité, les conférenciers ont rapidement établi la nouvelle organisation mondiale promise. Baptisée 'Fédération économique juive mondiale', elle aurait son siège à Londres, lord Melchett en serait le président honoraire et Untermyer en serait le président. » (p. 207)

Mais cette initiative personnelle de lord Melchett et de Samuel Untermyer fut perçue comme une « révolution de palais » par les organisations juives traditionnelles telles que l'Anglo Jewish Association ; le Congrès juif américain ainsi que le Comité juif néerlandais et fut considérée comme non représentative. Stephen Wise ainsi que Nahum Goldmann, qui ont participé à l'organisation du Congrès juif mondial, avaient manifestement des raisons personnelles de prendre en main la coordination du boycott mondial et de désavouer Untermyer. Leurs revendications étaient identiques sur le principe, comme en témoigne le langage adopté lors du dernier Congrès juif mondial. Il y sera déclaré en 1936 :

« Les organisations de boycott ont été les premières dans chaque pays à attirer l'attention sur les plans de conquête économique et d'agression militaire de l'Allemagne. Elles ont alerté l'opinion publique sur la politique de réarmement massive de l'Allemagne. Elles les ont mises en garde contre la domination économique de l'Allemagne sur les zones faibles de l'Europe du Sud-Est et de certains pays d'Amérique du Sud, qui pourrait conduire à leur domination politique par le Troisième Reich. Elles ont exposé les méthodes commerciales indignes employées par l'Allemagne. Parallèlement, elles ont mené une campagne acharnée pour attirer l'attention du public, par le biais de toutes sortes de médias, sur les atrocités allemandes ; sur la persécution de l'Église ; sur la destruction des organisations ouvrières ; sur la dégradation des femmes ainsi que sur la réforme de l'éducation. »[21]

Quand on apprend ailleurs que les principaux dirigeants du Congrès juif mondial percevaient la situation politique en Europe dans la période 1919-1939 non pas comme une forme de paix mais comme un « armistice »,[22] le langage de cette posture de combat, imprégné de tant d'allégations mensongères, devient alors à peu près compréhensible. Il convient néanmoins de noter que la période de la République de

[21] Congrès juif mondial op.cit., pp. 106-107.
[22] Congrès juif mondial op.cit., pp. 136-140.

Weimar ; sans aucune distinction entre les années 1933 à 1939 ; est également incluse dans cette terminologie de l'« armistice ». Cette terminologie allait prendre tout son sens plus tard, dans une lettre de Winston Churchill à Joseph Staline le 27 février 1944, dans laquelle il qualifie la Seconde Guerre mondiale de *« guerre de trente ans contre l'agression allemande, commencée en 1914 »*.[23]

Malgré la persistance des querelles personnelles entre Stephen Wise, Nahum Goldmann, Chaïm Weizman en tant que principaux représentants de leurs organisations d'une part, et Samuel Untermyer en tant qu'organisateur du boycott « ad hoc », en particulier aux États-Unis, d'autre part, le boycott était devenu une réalité. À une époque de crise économique mondiale ; les quelque six millions de chômeurs allemands et tandis que l'Allemagne ne pouvait même pas se conformer à ses obligations de paiements à long terme sur le compte des réparations supplémentaires de 1919, il entraîna un isolement considérable de l'Allemagne et occasionna de lourdes pertes dans ses exportations. Sans entrer ici dans les chiffres, je me contenterai de citer un échange de lettres entre la Dresdner Bank et la Société Générale de juillet 1933, qui décrit la situation générale et que Edwin Black introduit comme suit :

> « Les administrateurs désespérés de la prestigieuse banque allemande Dresdner avaient espéré faire appel à la coopération bancaire internationale afin d'obtenir de l'aide. Dans leur lettre à la Société Générale, ils déclaraient :
>
> > *'La propagande d'atrocités qui nuit au commerce allemand est basée sur des mensonges et une déformation des faits. Il règne une totale tranquillité en Allemagne, et chaque observateur non partisan peut voir sur place que personne n'est entravé dans la poursuite légale de ses affaires privées et professionnelles. Nous serions heureux que, dans l'intérêt des relations commerciales internationales, vous puissiez faire connaître la vérité et fassiez tout ce qui est en votre pouvoir pour mettre rapidement fin au boycott des marchandises allemandes.'*
>
> Ce plaidoyer très inhabituel a provoqué une réponse tout aussi inhabituelle de la part de la Société Générale, qui avait entretenu pendant des décennies des relations professionnelles cordiales avec la Dresdner Bank. La réponse de la Société Générale, qui fut

[23] Documents - Correspondance entre le président du Conseil des ministres du CCCP et le Président des États-Unis et le Premier ministre de Grande-Bretagne à l'époque de la Grande Guerre patriotique 1941-1945, Moscou 1957, vol. I, p. 204.

immédiatement publiée dans les journaux du monde entier, était la suivante :

> *'En ouvrant notre courrier, nous avons trouvé une lettre étonnante de votre prestigieuse banque. Nous attirons votre attention sur le fait qu'une entreprise française n'envisagerait jamais d'envoyer du matériel de propagande dans sa correspondance commerciale. Nous sommes donc contraints de considérer que le manque de tact de votre lettre est dû à un mauvais goût inné. Quant à la persécution systématique des juifs par votre gouvernement, nous savons ce qu'il faut en penser. Nous savons que... des médecins ont été chassés des hôpitaux ; des juges ont été révoqués ; et des magasins ont été fermés... Chaque nation est maîtresse chez elle, et il ne nous appartient donc pas d'intervenir... Néanmoins, nous sommes libres de présenter nos sympathies commerciales à nos amis et non à une nation qui vise à détruire la liberté individuelle. Soyez assurez, Messieurs, que nous continuerons à estimer votre banque, mais nous ne pouvons pas étendre notre sympathie à l'Allemagne en général, car nous ne pouvons pas cacher notre conviction qu'à la première occasion le parti national-socialiste étendra sa soif de pouvoir à d'autres pays. Vous nous avez demandé de diffuser votre message. Soyez assurés que nous le ferons, et que nous y répondrons par la même occasion.*
>
> *Bien à vous, Société Générale, Paris.'* » (p. 266)

Fin juillet 1933, des représentants de la Reichsbank se sont adressés aux courtiers de Londres afin d'obtenir un prêt d'un « montant dérisoire » de 40 millions de reichsmarks (un peu plus de 3 millions de livres sterling). L'affaire a provoqué des rires moqueurs dans la communauté financière londonienne. L'*Invertor's Review*, en a rendu compte dans son numéro du 5 août 1933 :

> *« Nous avons vu une lettre écrite par un courtier financier berlinois... qui jette un éclairage significatif sur les conditions épouvantables que l'Hitlérisme a entraîné en Allemagne... L'auteur de cette lettre affirme que la Reichsbank lui a demandé de solliciter un prêt de 40 à 50 millions de marks. Que la Reichsbank, qui fut sans doute autrefois la plus grande institution financière du continent, ait dû supplier Londres pour une somme dérisoire, est alarmant. Il n'est donc pas surprenant d'entendre que, selon l'opinion qui fait autorité, l'Hitlérisme connaîtra une fin sanglante avant la nouvelle année. »* (pp. 266-267)

Londres avait refusé, tout comme les États-Unis. L'Allemagne ne pouvait compter sur aucune aide financière extérieure.

Le 6 août 1933, après un voyage à Amsterdam, Samuel Untermyer est de retour à New York et salue avec ces mots ses compatriotes (entre autres) dans une émission radiophonique nationale – ou plutôt continentale ! – qui avait immédiatement été organisée pour lui :

« Votre accueil enthousiaste à mon arrivée aujourd'hui m'a profondément touché. Je suis bien conscient de ce qu'il ne m'était pas destiné mais bien à la guerre sainte dans laquelle nous sommes engagés…

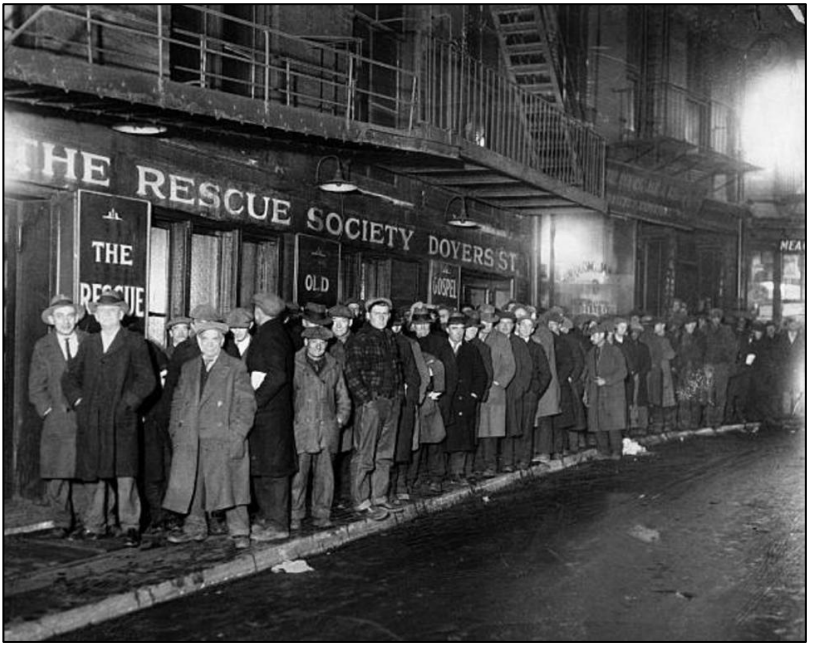
Vous tous, juifs et Gentils, qui ne vous êtes pas déjà enrôlés dans cette guerre sacrée, devriez le faire ici et maintenant. Il ne suffit pas que vous n'achetiez pas de produits fabriqués en Allemagne. Vous devez refuser de traiter avec tout commerçant qui vend des produits de fabrication allemande ou qui utilise des navires allemands. À notre grande honte, qu'il soit dit qu'il y a quelques juifs parmi nous, mais heureusement quelques-uns seulement, à qui la dignité et le respect de soi font défaut au point qu'ils sont prêts à voyager sur des navires allemands... Leurs noms devraient être connus de tous. Ce sont des traîtres à leur race. » (p. 277)

À peu près au même moment, le dix-huitième Congrès sioniste se réunissait à Prague (du 21 août au 4 septembre 1933). Plus de 10 000 délégués et visiteurs y ont assisté. L'organisation sioniste représentait un gouvernement apatride, divisé en fédérations territoriales par pays ; en associations religieuses et autres ; en partis politiques et en factions. La Société des Nations lui avait accordé un statut quasi-gouvernemental. Chaque juif qui payait une somme d'argent égale au shekel biblique (environ vingt-cinq cents) pouvait voter (pp. 287, 288, 289, 299). Dirigée par David Ben Gourion, la faction la plus forte était le Mapaï (Parti travailliste) à Prague qui représentait environ 44 % des délégués et qui faisait partie des modérés. Toutefois ce groupe s'opposait aux « révisionnistes » impitoyables et radicaux dirigés par Vladimir Jabotinsky (Pologne) qui n'hésitaient pas à recourir à l'assassinat politique de membre de leur propre peuple. L'assassinat de Haïm Arlozoroff – membre du Comité exécutif de l'Agence juive, et l'un des sionistes les plus respectés – par certains membres de ces « révisionnistes » radicaux ; survenu le 16 juin 1933, au Nord de Haïfa, peu avant la conférence, accentua particulièrement les conflits lors de ce congrès à Prague. Arlozoroff avait fait campagne en faveur de négociations avec l'Allemagne afin de permettre l'émigration des juifs allemands et le transfert des biens juifs vers la Palestine.

« Dans un discours émouvant, Jabotinsky a insisté pour que toutes les énergies soient déployées pour forcer le Congrès à se joindre au mouvement de boycott. Rien de moins qu'un 'combat sans merci' ne serait acceptable, avait-il crié. 'C'est le devoir de ce Congrès d'exposer au monde entier le problème juif en Allemagne... Nous sommes en guerre contre des meurtriers... Nous devons les écraser, les détruire, les anéantir – non seulement par le boycott, mais aussi politiquement, en soutenant toutes les forces qui les combattent afin d'isoler l'Allemagne du monde civilisé.' » (p. 301)

Alors que Jabotinsky exhortait ses partisans à mettre de côté leurs divergences personnelles en faveur de la guerre contre le nazisme, David Ben Gourion exhortait les « révisionnistes » soit à se subordonner à l'organisation contrôlée par le Mapaï et à ses objectifs politiques modérés, soit à quitter le congrès. Un présidium contrôlé par les membres du Mapaï a pu s'imposer. Toutefois, leur porte-parole, Nahum Sokolov, a visiblement eu du mal à trouver les mots justes pour décrire l'état d'esprit des personnes présentes. Il a déclaré :

> *« Notre mission n'est pas d'influencer ou de critiquer l'évolution du peuple allemand – qui a gravement souffert de la guerre et de ses conséquences – sur la scène internationale. Nous ne sommes pas réunis ici pour critiquer une nation ou un État. Cela ne fait pas partie du programme de l'Organisation sioniste d'abattre sa houlette (de berger) sur telle ou telle organisation étatique, ou tel ou tel système économique. Notre devoir est de dire la vérité. »*



1933 : « La crise à New York : une situation profondément malsaine »
Der Spiegel*, No. 43, 22 octobre 1979, p. 179.*

En revanche, il n'a pas manqué de rappeler les propos du juge de la Cour suprême des États-Unis Louis Brandeis, en répétant :

> *« Les juifs n'oublieront jamais et ne pardonneront jamais l'affront de l'Allemagne... »* (p. 305)

Ce que Jabotinsky n'a pas été autorisé à dire dans la salle de réunion, il l'a annoncé lors d'une conférence de presse à l'extérieur : les centaines de milliers de membres « révisionnistes » allaient exploiter toutes les possibilités s'offrant à eux dans le monde entier pour procéder au boycott international de l'Allemagne.

> ***« L'hitlérisme est un danger pour les seize millions de juifs du monde entier, et les juifs d'Allemagne ne peuvent pas nous empêcher de combattre notre ennemi. Notre ennemi doit être exterminé ! »*** (p. 313)

Bien qu'il ait été exclu du Congrès sioniste, ses propos ont néanmoins été propagés par la presse mondiale, un facteur qui n'a certainement pas contribué à une résolution pacifique des problèmes en présence. Nonobstant le fait qu'au cours de ce dix-huitième Congrès sioniste, le mot « boycott » fut évité, voire interdit (p. 348), les colonnes de la presse mondiale étaient remplies d'un nouveau sujet : la deuxième Conférence juive mondiale à Genève qui devait débuter immédiatement après, c'est-à-dire, le 5 septembre 1933. Ici, c'est exactement le contraire qui s'est produit :

> *« Quiconque osait rationaliser le commerce avec l'ennemi était un traître, et tous les traîtres au boycott devaient être dénoncés. »* (p. 348)

À Genève, cent délégués venant de vingt-quatre pays et dirigés par Stephen Wise, président du Congrès juif étatsunien, étaient déterminés à créer une organisation mondiale de boycott, mais cette résolution entrait en collision avec le mouvement sioniste (p. 357). Les propos des deux principaux dirigeants présents à cette deuxième conférence juive mondiale expriment clairement les nouveaux durcissements générés par ce conflit lors du deuxième Congrès juif mondial :

1.) Nahum Goldmann a exhorté :

> *« La première tâche de la conférence vise donc à créer l'organisation nécessaire afin de mener une guerre acharnée et bien planifiée contre l'Allemagne nazie. »* (p. 352)

2.) Stephen Wise, faisant allusion à la résolution de boycott :

« La fin du boycott juif des biens et marchandises allemands ne dépend pas du peuple juif, mais du gouvernement nazi. Les juifs ont été contraints à contre cœur d'utiliser ces instruments de pression morale et économique. Mais ils ne se calmeront pas tant que la grande injustice infligée aux juifs allemands ne sera pas réparée et que ces derniers n'auront pas été réintégrés dans le statut et les positions qui étaient les leurs avant l'arrivée au pouvoir du gouvernement hitlérien. » (p. 358)

Cela signifiait ni plus ni moins que les partisans de Stephen Wise ; sans mandat de la communauté juive allemande ; réclamaient sans vergogne que l'Allemagne renonce à son droit à l'autodétermination, au profit de ces porte-parole étrangers représentants la juiverie mondiale, conformément au statut de capitulation de 1919, et donc à la reddition de 1919, avec sa quasi guerre civile et le chaos économique survenue en 1932, était ainsi déclaré un « statut juridique » novateur en Allemagne pour les années à venir. Une attitude impossible et irresponsable sur le plan de la politique mondiale !

Pour Stephen Wise, il était question d'un état de guerre, décrivant les juifs du monde comme étant *« en première ligne, au premier rang des tranchées. »*. Il déclara littéralement lors de cette deuxième conférence préparatoire à Genève, début septembre 1933 :

Une fois de plus, le peuple juif est appelé à souffrir, car nous sommes les serviteurs souffrants de l'humanité. Nous sommes appelés à souffrir pour que l'humanité et la civilisation puissent survivre et être préservées. Nous avons déjà souffert. Nous sommes les éternels serviteurs de Dieu qui souffrent dans cette histoire du monde, qui est le jugement du monde. Nous ne nous rebellons pas contre le rôle tragique que nous devons jouer si cela peut permettre aux nations de la terre d'en tirer quelque chose de positif et voir suffisamment tôt l'ampleur du danger auquel elles sont confrontées face à cet ennemi commun de l'humanité[24] qui n'a d'autre but que de conquérir et de détruire. Nous sommes prêts si seulement cela peut permettre aux précieuses et belles choses de la vie de survivre. C'est une fois de plus la mission des juifs. Nous sommes en première ligne, au premier rang des tranchées.[25]

Stephen Wise n'a pas fourni de détails concrets concernant ses accusations acerbes contre le gouvernement allemand, du moins rien

[24] [NdT : Formidable exemple d'inversion accusatoire s'il en est.]

[25] Congrès juif mondial, op. cit., p. 36.

de ce genre n'a été publié. Il y a cependant une similitude frappante entre cette situation et la manière dont la question de la culpabilité de guerre est généralement traitée : grâce à tous les puissants moyens techniques et économiques disponibles, la responsabilité de « l'autre partie » dans le déclenchement de la guerre est simplement définie comme « un fait historique bien établi et reconnu par le monde entier ». Les détails probants sont délibérément ignorés, et l'on prétend généralement que tout a été prouvé il y a longtemps, et qu'aucune autre preuve n'est nécessaire. On renvoie à l'ignorance et à la subordination des « masses » qui se trouvent loin de ce qui se passe, alors que toutes sortes d'accusations sont portées – plus elles sont éloquentes et grossières, mieux c'est ! – toujours accompagnées de mots visant à promouvoir le bien-être de l'humanité et de slogans réclamant la destruction complète des personnes « maléfiques », évitant ainsi tous débats, analyses critiques et objections inutiles.

La conférence de Genève s'est, entre autres, conclue par la résolution suivante :

> *« C'est avec une profonde satisfaction que la Conférence a noté que le peuple juif a spontanément décidé d'utiliser la seule arme de légitime défense possible contre le nouveau régime allemand : le boycott moral et économique. Elle a confirmé que les juifs ne pouvaient avoir aucune relation économique ou autre avec le Troisième Reich et a exprimé l'espoir que le boycott serait soutenu par des millions de non-juifs partout dans le monde. »* [26]

Lors de la troisième Conférence juive mondiale préparatoire à Genève, qui s'est tenue le 20 août 1934, Stephen Wise a déclaré :

> *« Notre place est incontestablement et irrévocablement dans les rangs de ces forces de civilisation et de liberté qui ne peuvent coexister avec le nazisme... Nous survivrons au nazisme, si nous ne commettons pas le péché impardonnable d'agir ou de traiter avec lui... Si nous pouvions survivre, disons, en levant notre boycott antinazi, nous aurions moralement péri. »*[27]

Avant cela, les représentants de la communauté juive allemande avaient protesté à plusieurs reprises et avec insistance contre cette agitation de Stephen Wise et d'autres agitateurs aux États-Unis. Par exemple, les rédacteurs en chef d'un important journal juif de Hambourg lui avaient envoyé le télégramme suivant dès mars 1933 :

[26] Congrès juif mondial op. cit., p. 36.

[27] Congrès juif mondial op. cit., p. 37.

LES JUIFS ALLEMANDS VOUS ACCUSENT, VOUS ET VOS ASSOCIÉS, D'ÊTRE DES INSTRUMENTS D'INFLUENCES POLITIQUES EXTÉRIEURES. CESSEZ DE SURESTIMER INCONSIDÉRÉMENT VOTRE PROPRE IMPORTANCE INTERNATIONALE ET VOTRE MANQUE DE JUGEMENT QUI PORTENT PRINCIPALEMENT PRÉJUDICE À CEUX QUE VOUS PRÉTENDEZ VOULOIR PROTÉGER.... VOUS FERIEZ MIEUX DE METTRE UN TERME À TOUTE CETTE MISE EN SCÈNE ET À TOUS VOS RASSEMBLEMENTS INUTILES, CAR C'EST LE MOYEN LE PLUS SÛR DE CONTRER L'ANTISÉMITISME.... CECI EST VOTRE DEVOIR LE PLUS IMPORTANT AFIN DE RÉPARER LES CRIMES QUE VOUS AVEZ COMMIS CONTRE NOUS. (p. 63)

Alors que, dès sa prise de fonction le 30 janvier 1933, Adolf Hitler avait déjà fourni des emplois à 2,2 millions de chômeurs sur les 6 millions que comptait l'Allemagne – et cela sans réarmement ! – et avait mis fin au chaos qui durait depuis des années et qui avait souvent été délibérément conçu depuis l'étranger ; alors qu'il avait mis en place le Fonds de secours d'hiver au début du mois de septembre 1933 et fit garantir la protection de l'Église catholique dans un Concordat du Reich (le 10 septembre), conformément aux souhaits de Rome ; Samuel Untermyer déclara ce même jour, à New York, devant des militants du boycott :

« Le jour du jugement est arrivé ! »[28]

Pour sa part, il n'avait perdu aucuns biens à la suite du changement de gouvernement en Allemagne ; pas plus n'avait-il reçu la moindre légitimité de la part de représentants des juifs allemands pour se faire le porte-parole de leurs volontés présumées.

Les émissions radiophoniques ; l'inspection, par des groupes de femmes, de milliers de magasins à la recherche de marchandises allemandes ; les manifestations ; les collectes de fonds pour le boycott ; l'ouverture de bureaux de combat, notamment aux États-Unis, prenaient une ampleur considérable :

« Mois après mois, et même année après année, Samuel Untermyer a travaillé sans relâche à la chute économique du IIIe Reich. » (p. 371)

[28] E. Black, "*The Transfer Agreement*", op. cit., p. 370

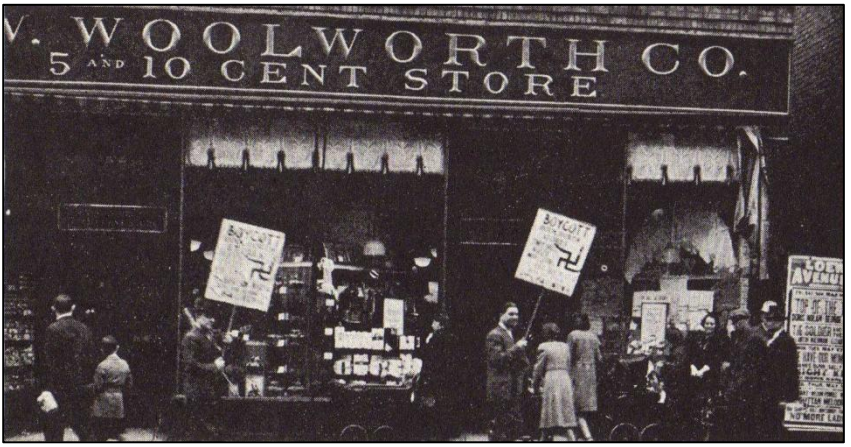
Le 6 septembre 1933, lors d'une cérémonie solennelle à New York, Untermyer a appelé au *« Cherem »*, soit l'exclusion de la communauté juive de tout traître au boycott. (pp. 350-351)

En réaction et pour mettre fin au boycott et à la propagande d'atrocités opérés à l'étranger = 1 jour de boycott en Allemagne

Scène historique en Allemagne le 1er avril 1933.

Scène historique en Allemagne le 1er avril 1933.

Les Allemands se défendent contre le boycott, 1 avril 1933.



Des vétérans juifs manifestent devant un magasin qui vend des produits allemands.

Début des mesures permanentes de ce type en février-mars 1933.

Depuis l'Europe de l'Est, le russo-polonais Vladimir Jabotinsky, militant et fondateur de l'organisation sioniste « révisionniste » Irgoun, poursuivait quant à lui son agitation et sa politique haineuse contre l'Allemagne. Ce qui est remarquable chez cet homme, c'est qu'il avait

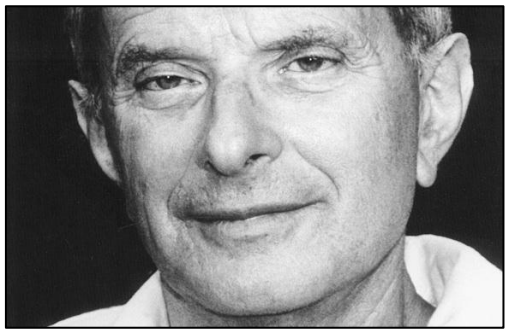
déjà combattu du côté britannique contre les puissances centrales lors de la Grande guerre ; qu'il s'était installé à Berlin en 1923, où il avait fondé le « mouvement sioniste révisionniste » ; puis, qu'il s'était installé à nouveau en Pologne pendant un certain temps ; qu'il est devenu président de la « Nouvelle Organisation sioniste » à Vienne en 1933 ; et s'était finalement installé à Londres. (Il est mort en 1940 aux États-Unis). Quoi qu'il en soit, lorsqu'il publia les passages suivants dans *« Mascha Rjetsch »* en janvier 1934, il ne le fit pas en se référant à des crimes allemands ou aux lois de Nuremberg de 1935, car celles-ci ne furent promulguées que 18 mois plus tard. Voici ce qu'il a écrit :

> *« Le combat contre l'Allemagne est mené depuis des mois par toutes les communautés juives, à chaque conférence, à chaque congrès, dans tous les syndicats et par tous les juifs du monde. Il y a des raisons de penser que notre rôle dans ce combat est d'une importance universelle. Nous allons déclencher une guerre spirituelle et matérielle du monde entier contre l'Allemagne. L'objectif de l'Allemagne est de redevenir une grande nation et de reconquérir ses territoires perdus ainsi que ses colonies. Mais nos intérêts juifs exigent la destruction complète de l'Allemagne. Le peuple allemand représente un danger aussi bien collectif qu'individuel pour nous, les juifs. »*[29]

C'est à partir de là qu'une toute autre branche des sionistes a dû mettre au point sa politique : ceux qui s'efforçaient de transférer les juifs et des biens juifs d'Allemagne vers la Palestine.

[29] J. Benoist-Mechin, "*Wetterleuchten in der Weltpolitik 1937 - Geschichte der deutschen Militärmacht 1918 – 1946"*, Oldenburg - Hambourg 1966, p. 326.

Le contrat de transfert



Walter Laqueur(*)

Les sionistes en Allemagne (Fédération sioniste allemande, Berlin, directeur : Georg Landauer) se sont vite rendus compte que malgré l'accession au pouvoir des Nationaux-Socialistes, la majorité des juifs allemands (environ 600 000 personnes) n'étaient pas du tout disposés à quitter le pays ; ils se sentaient Allemands et n'avaient rien à voir avec la propagande décrite à l'étranger ni avec les mesures de boycott contre l'Allemagne et ils ne voulaient rien avoir à faire avec eux. Mais il leur est apparu tout aussi rapidement que – contrairement aux « juifs nationaux d'Allemagne » – ils étaient les seuls qui, grâce à leurs contacts internationaux, pouvaient éventuellement exercer une certaine influence sur les activités susmentionnées à l'étranger et, à cet égard, pouvaient ainsi servir d'interlocuteurs pour le gouvernement allemand, afin de mettre en œuvre l'émigration des juifs d'Allemagne, y compris le financement et le transfert de leurs actifs personnels vers la Palestine.[30]

(*)Walter Laqueur est né à Breslau en 1921 et il émigra d'Allemagne vers la Palestine en 1938 ; il se consacra à la recherche historique et à l'écriture politique en Grande-Bretagne, aux États-Unis et, après la Seconde Guerre mondiale, en République fédérale d'Allemagne. À partir de 1965, Laqueur fut éditeur du *Journal of Contemporary History* et, en 1971, président du conseil consultatif scientifique du « Center for Strategic and International Studies » de Washington, ainsi qu'éditeur du *Washington Papers* et du *Washington Quarterly*, publiés par cet institut. Il s'est particulièrement distingué grâce à son livre

[30] [NdT : voir *« La véritable histoire des relations entre Allemands et juifs »*, série de 12 vidéos de 28 minutes chacune, produite par Ernst Zündel, basée sur le livre de l'historien juif Tom Segev *« Le septième million »* : https://archive.org/details/@didi18?and%5B%5D=la+véritable+histoire+des+relations+entre+Allemands+et+juifs]

« *What nobody wanted to know* » [Ce que personne ne voulait savoir], dont nous avons largement parlé dans l'édition No. 15 du *Historische Tatsachen* (« Lack of knowledge on the part of the Allies » [Manque de connaissances de la part des Alliés]). Laqueur confirma également que jusqu'à la fin de la guerre, les Alliés ignoraient tout de l'extermination de millions de juifs.

Il fallait donc que des négociateurs astucieux et influents dans les milieux juifs à l'étranger créent les conditions préalables au transfert, tant en Allemagne qu'en Palestine. Sam Cohen ; né en 1890 à Lodz [Pologne], qui avait étudié la finance et l'économie à l'Université de Marbourg en Allemagne et qui, encore dans la vingtaine, est devenu associé dans une petite banque berlinoise et a pris le contrôle d'une petite exploitation de charbon en Haute-Silésie ; fut l'un de ces interlocuteurs sélectionnés en Allemagne. Cohen était également associé à la société palestinienne Hanotaiah Ltd (« The Planters »), dont les activités commerciales consistaient en l'achat et la vente de terrains, en particulier des orangeraies, et l'équipement technique nécessaire à leur exploitation. Haïm Arlozoroff s'était porté volontaire en Palestine. Tous deux bénéficièrent du soutien de personnalités internationales influentes de l'organisation sioniste telles que Arthur Ruppin ; David Ben Gourion ; Judah Magnes ; mais aussi Chaïm Weizman. Dès le mois d'avril 1933, ils tentèrent de fonder une banque qui ne servirait qu'à financer le programme d'émigration.

Il convient de noter que le mouvement international de boycott a également été extrêmement fort en Palestine. Arlozoroff a payé de sa vie son engagement envers les juifs d'Allemagne. Le 16 juin 1933, il fut assassiné au Nord de Haïfa ; les révisionnistes de Jabotinsky ont été accusés du meurtre. Ben Gourion considérait Jabotinsky comme étant personnellement coupable. (p. 158)

En matière d'émigration, deux difficultés importantes devaient être surmontées :

1) Le mandat britannique en Palestine limitait considérablement non seulement les quotas d'immigration, mais il subordonnait aussi l'installation en Palestine à la possession de 1 000 livres sterling par personne.

2) En raison de la situation économique globalement morose, des conséquences des paiements de réparation et du surendettement des budgets publics allemands, ainsi que de vastes mesures de boycott qui ont débuté en 1933, le gouvernement du Reich n'a pas été en mesure

de convertir les avoirs des juifs allemands en devises étrangères, c'est-à-dire en dollars américains ou en livres sterling.

La troisième difficulté qui s'est posée était que les juifs d'Allemagne – comme mentionné précédemment – n'étaient guère disposés à émigrer et ne reconnaissaient pas les sionistes comme leurs dirigeants. D'autre part, le gouvernement du Reich n'avait pas seulement parrainé l'émigration juive, *« mais les sionistes jouissaient d'un statut politique visiblement protégé en Allemagne ».* (p. 174)

> *« Au cours de l'année 1933, environ 600 journaux ont été officiellement interdits. D'autres ont été officieusement réduits au silence par des méthodes de rue. Parmi les exceptions figuraient le* Jüdische Rundschau*, l'hebdomadaire* Zentralverein für Deutschland*, ainsi que diverses autres publications juives. L'hebdomadaire sioniste allemand était distribué au coin des rues et exposé dans les kiosques à journaux.*
>
> *Le 1er juin, lorsque Haïm Arlozoroff a visité le quartier général des sionistes à Londres, il a souligné : 'Le* Rundschau *est aujourd'hui d'une importance cruciale pour les sionistes. Chaque jour, on compte entre cinquante à soixante nouveaux abonnés.' À la fin de l'année l933, le tirage du* Jüdische Rundschau *s'élevait, en effet, à plus de 38 000 exemplaires, soit quatre à cinq fois plus qu'en 1932, et bien que de nombreuses publications aryennes influentes aient été contraintes de limiter la taille de leurs pages afin d'économiser la papier journal, le* Jüdische Rundschau *n'en fut pas affecté jusqu'à ce qu'un rationnement obligatoire du papier journal lui soit imposé en 1937.*
>
> *Et alors que, dès le départ, les publications allemandes avaient été soumises à une censure stricte, le* Jüdische Rundschau, *quant à lui, jouissait d'une relative liberté de la presse… Le sionisme y était prêché librement comme une philosophie politique totalement différente – en fait, la seule philosophie politique différente approuvée par le Troisième Reich. Bien que deux numéros du* Jüdische Rundschau *aient été supprimés lorsqu'ils ont publié l'ébauche de transfert de capitaux de Haim Arlozoroff, de telles saisies étaient rares. Outre l'interdiction des références au boycott nazi, l'impression d'articles sur les atrocités et la critique de la* Jüdische Rundschau *étaient essentiellement exemptées de la 'Gleichscltaltung' ou 'uniformité' exigée par le parti nazi de toutes les facettes de la société allemande.*
>
> *En 1933, l'apprentissage de l'hébreu était encouragé dans toutes les écoles juives (en Allemagne). En 1935, les uniformes pour les services de la jeunesse sioniste étaient autorisés – le seul uniforme non nazi autorisé en Allemagne. Lorsqu'à l'automne 1935, les lois de Nuremberg, ont privé les juifs allemands de leur citoyenneté, il est devenu illégal pour les juifs de hisser le drapeau allemand. La même loi, cependant, stipulait que les juifs allemands pouvaient hisser le drapeau sioniste arborant l'étoile de David... »* (pp. 174-175).

L'importance de ces faits historiques nous a incités à nous attarder un peu plus longuement sur cette citation tirée du livre d'E. Black, bien que nous soyons conscients que cette description ne peut à elle seule refléter la situation générale des juifs d'Allemagne durant ces années. Aujourd'hui, cependant, il semble nécessaire d'attirer l'attention de nos lecteurs sur les faits tels qu'ils sont décrits ici par un auteur juif, d'autant plus que ceux-ci ont été enterrés pendant des décennies par une politique médiatique uniforme à l'échelle mondiale.

Afin de rendre possible l'émigration vers la Palestine malgré les difficultés, il était nécessaire de disposer d'une organisation efficace, capable d'inspirer confiance, même au-delà des frontières. Les premières discussions à cet effet ont été menées, d'une part, par Georg Landauer ; Sam Cohen, président de la Fédération sioniste d'Allemagne ; et David Werner, sénateur [non sioniste] et membre de l'exécutif de l'Agence juive ; et d'autre part, Hans Hartenstein, directeur du contrôle monétaire, ainsi qu'un certain nombre d'experts du ministère des Affaires étrangères du Reich et de la Reichsbank.

Une grande banque allemande placerait les fonds versés par les immigrants sur des comptes bloqués pour les exportateurs allemands, tandis qu'une banque en Palestine contrôlerait la vente de marchandises allemandes à la Palestine, fournissant ainsi aux immigrants les devises étrangères nécessaires sur place. Sam Cohen, copropriétaire de la société Hanotea Ltd et initiateur des efforts de transfert, a cependant été soumis à des objections récurrentes de la part de ses compatriotes et a finalement dû admettre qu'un tel accord de transfert ne pouvait être conclu qu'à un niveau beaucoup plus élevé avec une institution bancaire plutôt qu'avec une entreprise privée. L'Anglo-Palestinian Bank ; banque de renommée internationale, dont le siège social se trouve à Londres ; serait incluse dans l'accord de transfert. L'Anglo-Palestinian Bank était une filiale de la Jewish Colonial Trust Company qui comptait parmi les cent premières banques au monde et qui allait par la suite changer de nom pour devenir la banque Leumi – la plus importante banque d'Israël. Avec l'implication de ce consortium, tout le problème du transfert serait désormais placé sous la direction de l'organisation sioniste centrale.

Le 7 août 1933, lors d'une réunion à Berlin, les dispositions suivantes furent établies :

1) Avec la coopération et sous la supervision de la Fédération centrale des juifs d'Allemagne, la « Palästina-Treuhand-stelle zur

Beratung deutscher Juden GmbH » (Paltreu) - la Palestine Trust Society for Advice to German Jews, Inc. – est fondée à Berlin.

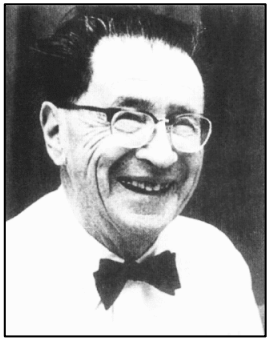
2) Une société fiduciaire correspondante est créée à Tel Aviv, le Haavara Trust and Transfer Office Ltd. Tous les dépôts seraient entièrement détenus par l'Anglo-Palestinian Bank.

3) Les deux banques géreraient chacune deux comptes distincts :

a) pour les émigrants concernés,

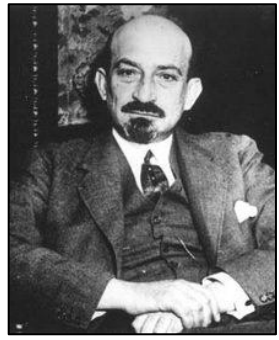
b) pour les investissements en Palestine.

4) Les dépôts effectués par les émigrants sur le compte bloqué de la « Paltreu » à Berlin seraient compensés par la vente de marchandises allemandes en Palestine et via la Palestine, les recettes des fournisseurs étant déposées sur le compte de Tel Aviv et « transférées » de cette manière.



Siegfried Moses, président de la Fédération sioniste allemande, a aidé Sam Cohen à négocier un accord privé avec le Reich.

Georg Landauer, directeur de la Fédération sioniste allemande, travailla pendant de nombreuses années pour un accord d'émigration entre le IIIe Reich et l'Organisation sioniste.



Chaïm Weizmann, président de l'Organisation sioniste et de l'Agence juive, premier Président du nouvel État d'Israël en 1948.

Diverses lettres complémentaires précisant et confirmant des règles de procédure individuelles ont été échangées immédiatement après l'entente intervenue le 7 août 1933 entre Eliezer S. Hoofien, représentant de l'Anglo-Palestinian Bank à Londres, et H. Hartenstein, agent autorisé du ministère de l'Économie du Reich pour le contrôle des devises étrangères. Ces lettres constituaient l'accord de transfert. (p. 250)

Pour les Sionistes, cet accord représentait la première percée vers une résolution des blocages vieux de 40 ans visant à atteindre leur objectif en Palestine. Ils étaient sur le point de réaliser leurs aspirations en Palestine. Il y avait toujours eu trop peu d'argent, trop peu de gens prêts à s'y installer. Mais il y avait autre chose : ils avaient à cœur de ne pas mettre en danger l'économie ou la monnaie allemande. Ils savaient, en outre, que l'Allemagne était favorable à une expansion du commerce avec la Palestine, notamment à l'achat d'agrumes, mais qu'elle n'était pas en mesure de payer. Il a été convenu d'un échange bilatéral de marchandises, indépendant du contrat de transfert n'impliquant pas de devises étrangères. Une douzaine d'autres accords commerciaux majeurs entre la Palestine et le Troisième Reich suivirent. (p. 353)

La portée et l'importance de ces accords sont illustrées par le fait que le dix-huitième Congrès sioniste qui s'est tenu à Prague du 21 août au 4 septembre 1933, s'est saisi de cette question et a autorisé Chaïm Weizmann ; qui est devenu par la suite le premier président de l'État d'Israël (fondé en 1948) ; à superviser les travaux relatifs à la colonisation des juifs allemands en Palestine, en étroite coopération avec l'exécutif. De plus :

> *« Tous les éléments relatifs à la situation actuelle des juifs doivent être soumis à la Société des Nations en vue de l'élaboration d'un plan d'action international pour l'installation des juifs en Palestine, conformément aux actions de rapatriement antérieures.*[31]
>
> *En l'espace d'un an environ après la signature du contrat de transfert, la capacité d'absorption économique de la Palestine a triplé, voire quadruplé. Les débouchés économiques se sont traduits par une augmentation spectaculaire des certificats d'immigration dans le cadre du 'quota de travailleurs' semestriel. La plupart de ces certificats ont été décernés aux halutzim [jeunes pionniers] sélectionnés par le Mapaï, qui étaient prêts à semer les graines, à creuser des canaux et à mélanger le ciment… La spirale de l'expansion économique a encouragé l'afflux d'autres immigrants prêts à travailler, de quelques milliers par an avant l'accord de transfert à plus de 50 000 dans les deux années qui ont suivi. ...*
>
> *En 1935, la nécessité pour la Palestine de vendre des marchandises allemandes afin de libérer les fonds des comptes bancaires juifs pour les opérations de transfert devint plus importante que ce à quoi on pouvait s'attendre. Le marché palestinien arrivait à saturation. L'Organisation sioniste a donc fondé une autre société de transfert appelée la 'Near and Middle East Commercial Corporation', ou*

[31] Keesing, "*Archiv der Gegenwart"*, Vienne. Jg. 1933, p. 1017 E

'NEMICO'. Cette dernière a développé un réseau de vente régional en Irak, en Égypte, en Syrie, à Chypre et ailleurs, principalement coordonné avec la Banque Zilkha de Beyrouth. Cela a ouvert les marchés du Moyen-Orient à un large éventail d'exportations allemandes majeures, de Volkswagen à la construction de ponts urbains... » (p. 373)

« La plupart des relations commerciales palestiniennes avec l'Allemagne nazie sont restées secrètes pour le monde juif, mais certains détails ont été révélés. Les statistiques des échanges commerciaux publiées par les Britanniques ne pouvaient cacher l'augmentation sans précédent des exportations allemandes vers la Palestine. En 1934, la troisième Conférence juive mondiale de Genève a adopté une résolution condamnant le commerce germano-palestinien et exhortant l'organisation sioniste à rompre tous ces contacts. À l'été 1935, la pression exercée au sein du monde sioniste pour faire annuler le contrat de transfert et l'ensemble du complexe d'entreprises connexes devint si intense que l'Anglo-Palestinian Bank annonça qu'elle n'était plus disposée à faire face à l'Organisation sioniste. » (p. 374)

À cet égard, d'autres développements méritent d'être mentionnés :

1) En 1937, afin de calmer l'opposition arabe, le pouvoir mandataire britannique décrète un arrêt de l'immigration en Palestine pour les immigrants juifs ; ces mesures furent quelque peu assouplies, mais en novembre 1938, un arrêt total de l'immigration a été décrété.

2) Un comité moratoire, qui s'est penché sur divers aspects des questions de devises étrangères et un bureau de coordination entre le ministère de l'Économie du Reich et un consortium de diverses banques internationales ont négocié l'introduction d'un « Mark de secours » proposé à l'échelle mondiale, permettant de transférer des actifs supplémentaires de l'Allemagne vers la Palestine. En achetant ces marques de secours, les gens en Amérique ou en France pouvaient envoyer des dollars au profit de leurs proches démunis qui se trouvaient encore en Allemagne.

« Une autre société de transfert a été créée en collaboration avec le ministère de l'Économie du Reich et le consortium international de créanciers, connu sous le nom de 'Comité moratoire', qui régissait divers aspects des opérations de change de l'Allemagne. Celle-ci s'appelait l'Agence internationale pour le commerce et l'investissement (International Trade and Investment Agency Ltd.), à laquelle on a attribué l'acronyme 'INTRIA'. Cette dernière était autorisée à intercepter tous les dons de secours destinés aux juifs allemands et à les détourner vers la Palestine.

Ainsi, 71 000 dons provenant du monde entier, totalisant près de 900 000 dollars, ont-ils été détournés vers la Palestine et injectés dans l'effort de construction de maisons juives. Une fois en Palestine, l'argent était réinvesti dans divers

instruments financiers et fourni à des émigrants désespérés, leur permettant ainsi d'entrer en Palestine. Et pourtant, le rythme n'était pas encore assez rapide pour l'Allemagne nazie. Peu importait le degré d'expansion de la structure économique de la Palestine par les sionistes, les Britanniques firent tout ce qui était en leur pouvoir pour entraver l'entrée des juifs. » (p. 376-377)

À la fin de l'été 1939, des accords de transfert existaient dans au moins six pays européens. (p. 378)

« Entre 1933 et 1941, plus de 30 millions de dollars ont été transférés en Palestine dans le cadre du seul contrat de transfert, probablement 70 millions de dollars supplémentaires par le biais d'accords économiques additionnels et de transactions bancaires internationales spéciales, à une époque où le juif palestinien moyen gagnait un dollar par jour. Plusieurs grandes entreprises industrielles ont été créées grâce à ces fonds, notamment Mekoroth, la compagnie nationale des eaux ; Lodzia, une importante société de textile ; mais aussi, Rassco, une importante société d'aménagement du territoire. Et d'énormes quantités de matériel ont été stockées, notamment du charbon, des tuyaux d'irrigation, des produits sidérurgiques et métalliques pour les entreprises et les sociétés encore en cours de création.

De 1933 à 1941, une centaine de colonies d'immigrants furent établies le long des corridors stratégiques en Galilée occidentale, de la plaine côtière et du désert du Néguev septentrional. Une soixantaine de ces colonies furent établies entre 1936 et 1940. La plupart n'ont été possibles que parce que des fonds du Haavara ou liés au Haavara ont été versés à des agences sionistes pour l'achat et le développement de terres.... » (p. 379)

Dans sa publication officielle, le Congrès juif mondial commente ce point comme suit :

« Le gouvernement nazi était uniquement disposé à autoriser que l'émigration des juifs d'Allemagne soit financée avec 25 % des avoirs juifs existants, qui devaient être mis en commun dans un fonds fiduciaire. De plus, ces 25 %, devaient être constitués de produits manufacturés allemands, tels des machines agricoles, des matériaux de construction et d'équipement. Ce plan a été rejeté avec indignation par l'opinion publique juive du monde entier, qui y voyait une tentative de chantage vis-à-vis des juifs allemands et de promotion du commerce d'exportation allemand. Ainsi, le Comité administratif du Congrès juif mondial, réuni à Paris en janvier 1939, adopta une résolution déclarant qu''aucune solution au problème des réfugiés allemands n'est acceptable pour le peuple juif si elle procure au régime nazi des avantages économiques en échange d'une politique d'expropriation et d'expulsion dirigée contre les juifs'. »[32]

[32] Congrès juif mondial op. cit., p. 116.

Ailleurs dans cette publication officielle, il est mentionné que la majorité des juifs allemands ont pu quitter l'Allemagne avant le déclenchement de la guerre, un nombre considérable d'entre eux s'installant dans les pays d'Amérique du Sud.[33]

J'aimerais terminer ce chapitre par la réflexion suivante : un régime comme l'Union soviétique, qui a privé ses citoyens de leurs droits et de leurs biens, a étouffé leur liberté intellectuelle et physique et a pratiquement transformé leur pays en un gigantesque camp de concentration ; un régime qui a assassiné plus de 30 millions de personnes pour raisons politiques (selon les révélations de Nikita Khrouchtchev lors du 20e Congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique en 1956)[34], un régime qui a proclamé ouvertement son intention d'étendre sa domination sur toute l'Europe et qui a commencé à le faire dans une effusion de sang considérable ; ce régime n'a jamais fait l'objet de commentaires désobligeants de la part de ceux qui ont agi de manière si perfide contre l'Allemagne dans les années 30 ; il n'a jamais été soumis à aucun boycott ou à une interdiction, ni à une « guerre sainte », et il a même été choisi comme allié pour la répression sanglante contre l'Allemagne ![35]

L'homo sapiens a connu une évolution invraisemblable au cours du XXe siècle ! Ne serait-il pas temps de changer les clichés et de commencer à étudier la psychologie en faveur d'une politique de paix ?

---

[33] Congrès juif mondial op. cit., p. 377.

[34] [NdT : *« Le bolchevisme a commis le plus grand massacre humain de tous les temps. Le fait que la majeure partie du monde soit ignorante et insensible face à ce crime énorme est la preuve que les médias mondiaux sont aux mains des criminels. »* Cette citation d'Alexandre Soljenitsyne est introuvable sur Internet en français, mais elle se trouve sur une page Wikipédia en russe. D'autre part, Yvan Alexeïevitch Kochkine (1895-1980), plus connu à partir des années 50 sous le nom d'Alexandre Kurganov, était un expert en statistiques. Il révéla ; dans un document de trois pages (le Rapport Kurganov) présenté à la presse britannique et que celle-ci s'empressa d'enterrer ; que le nombre de morts imputable au bolchevisme entre 1917 et 1959, s'élève à 110,7 millions. Les données de recherche de Kurganov étaient connues parmi les émigrés et notamment mentionnées par Alexandre Soljenitsyne dans son livre *« Warning to the West »* page 129. Les résultats de ses travaux, corroborés par d'autres sources, notamment celles de Natalia Lebedeva, historienne russe, sont contestés naturellement par ceux qui ont commis ces crimes et que l'on retrouve par milliers de la page 222 à 227 dans le pdf en ligne du livre de Maurice Pinay *« 2000 ans de complots contre l'Église »*. Évidemment, la presse juive mondiale s'est empressée de discréditer et de salir Alexandre Kurganov.]

[35] En ce qui concerne les conditions en vigueur à l'époque, il convient de mentionner les *Memoiren* du Commissaire (ministre) soviétique aux Affaires étrangères de 1930 à 1939, Maxime Litvinov, alias Meir Henoch Mojszewicz Wallach-Finkelstein (*Der Spiegel*, 20 juillet 1955, p. 37), lui-même juif. Nous citons ses déclarations à la page 67 sq.

Litvinov

Maxim Maximovitch Litvinov

« Litvinov était manifestement le type qu'il fallait en vue de la préparation d'une coexistence américano-soviétique. Sa carrière a débuté par la contrebande internationale d'armes. Il est arrêté à Paris en 1908 alors qu'il tentait de déposer 250 000 roubles que Staline avait dérobés lors de son célèbre braquage de banque à Tiflis [aujourd'hui, Tbilissi, Géorgie]. Ce qui lui valut d'être inscrit au casier judiciaire français. En 1919, il est arrêté en Grande-Bretagne, puis extradé. En 1924, le gouvernement britannique refuse de l'accréditer comme ambassadeur soviétique.

Cet agent du Komintern aux multiples facettes et plus tard ministre des Affaires étrangères, né Finkelstein, utilisait divers pseudonymes tels que Litvinov, Wallach, Meyer, Mitz, Papascha, Graff et Polianski. Dix ans plus tard, alors ministre soviétique des Affaires étrangères, vêtu comme il se doit d'un manteau et d'un chapeau haut-de-forme, il rejoint le club des genevois. Le 18 septembre 1934, il recommandait l'État-policier soviétique comme modèle pour la Société des Nations. »[36]

Maxim Litvinov, qui fut commissaire soviétique aux affaires étrangères de 1930 à 1939, fut également membre du Comité central du PCUS. Ses *Memoiren*[37] [Mémoires] n'ont fait surface qu'après sa mort et ont été publiées par la maison d'édition Kindler à Munich. Celle-ci souligne que ces *« notes tirées des journaux secrets »* n'ont pu être révélées que grâce à divers intermédiaires occidentaux et qu'en raison de la hiérarchie soviétique, aucun témoin vivant n'avait osé confirmer leur authenticité. Cependant, il ne fait aucun doute que les explications citées ici sont incontestables.

[36] Heinrich Härtle, *« Amerikas Krieg gegen Deutschland »*, Göttingen 1968, pp. 134-135.
[37] Maxim Litvinov, *« Memoiren - Aufzeichnungen aus den geheimen Tagebüchern »*, Munich 1956.

Ce ne sont là que quelques épisodes de la vie quotidienne soviétique à l'époque de Staline, que le système d'État communiste rendit possible par sa structure de terreur léniniste – ce que tous les experts savaient déjà à l'époque ! – et qui ont été historiquement prouvés dans d'innombrables autres documents.

Litvinov ; le représentant international de la *« démocratie la plus démocratique et de l'Union soviétique la plus pacifique »,* et donc également exemplaire au sein de la Société des Nations ; décrit ainsi, dans ses *« Mémoires »,* les conditions en Russie :

> *« Février 1936...*
> *Des nouvelles terribles de toutes parts. Exécutions de masse. Divers groupes dans l'Oural. La violence fait surtout rage à Léningrad. Il y a un ivrogne impitoyable nommé Zakovski. Il tire lui-même sur les gens. Il aurait dit : 'le chef du NKVD doit exécuter lui-même les sentences.' Il terrorise ses subordonnés. Il serait originaire d'Odessa et serait un ancien détenu du pénitencier d'Orel. Après la Révolution, il a commencé sa carrière en se faisant passer pour un ancien prisonnier politique.*
>
> *J'ai rencontré l'un des parents de Muralov.*[38] *Ce dernier est interné dans le camp de concentration politique d'Irkoutsk. Il semble qu'il se consacre à l'étude de la météorologie. Des préparatifs sont en cours pour le faire déporter sur l'île Bolchevique dans l'océan Arctique. Il aurait dit qu'Iossif Vissarionovitch (Staline) a choisi cette île en raison de son nom. De cette façon, tous les opposants deviendront des Bolcheviques à cent pour cent !... »* (p. 199)
>
> *« Avril 1936....*
> *Retour à Moscou. Atmosphère déprimante. Les gens ne parlent que d'arrestations, de perquisitions, de fusillades. Il faut avoir des nerfs d'acier pour ne pas sombrer. »* (p. 201)
>
> *« Février 1937...*
> *Retour à Moscou. Terreur absolue, même en plein jour. Yezhov et Zakovski se sont fait embarquer. Tout le monde a peur de l'avenir. On n'est plus à l'abri de rien. Certes, les rênes du gouvernement sont aux mains d'Iossif Vissarionovitch (Staline). Mais si Yezhov demeure encore longtemps à son poste – qui sait jusqu'où il mènera ce travail d'extermination.*
>
> *Je suis heureux que Iossif Vissarionovich ait autorisé le retour de ma femme à Moscou.*[39]

[38] L'un des instigateurs de la révolution bolchevique à Moscou.

[39] Après le procès de Zinoviev et Kamenev, Mme Litvinov fut expulsée dans les montagnes de l'Oural.

On parle beaucoup des exécutions de Piakov, Serebriakov et d'autres. Il est surprenant que Radek [né Karol Sobelsohn] et Sokolnikov soient encore en vie. Les gens ne savent pas pourquoi. Pour moi, il est clair que Yezhov prépare d'autres procès et que, pour sauver leur peau, ils sont obligés de révéler les activités de l'opposition et de dénoncer les chefs.

Radek est une créature abominable. Il est responsable de l'exécution de Iakov Bloumkine qu'il a exhorté à communiquer avec Trotski. Bloumkine était un intellectuel anarchiste typique. Après que Radek eut assassiné Mirbach[40]*, il se considérait comme un personnage historique. ... »* (p. 213)

« Les journaux sont remplis de photos de Yezhov. Un titre a même été inventé pour lui : 'Glorieux chef des services secrets soviétiques'. Les gens chantent ses louanges à tue-tête. C'est compréhensible, car il a arrêté tout le personnel de la Pravda et de l'Izvestia, y compris Boukharine. ... » (p. 219)

« Juillet 1937…
J'ai vu Sascha (Wallach). Il raconte de terribles histoires. Yezhov a fait escorter les prisonniers à son bureau. Il les a insultés et les a humiliés, leur a craché au visage, les a frappés avec la crosse de son fusil. Puis il a fait venir leurs femmes. Elles ont dû se déshabiller. Elles ont été menacées de viol. La fille de... a été violée – elle a 18 ans. Il avait refusé d'avouer.

Meshlauk a craché au visage de Yezhov. Il a été abattu sur le champ. ... Est-il vraiment possible que Iossif Vissarionovitch (Staline), Klim (Voroshilov), Molotov et les autres ne sachent pas ce qui se passe ? Inimaginable ! La ville est pleine de rumeurs.

Comment peut-on tolérer cela ? Moi-même, j'aurais probablement signé n'importe quoi pour sauver ma fille. Yezhov est un sadique et un fou. Pour cette 'tâche spéciale', il a engagé une brute diabolique, un abominable syphilitique au visage grêlé. C'est lui qui a commis le viol ! Sascha m'a dit qu'il avait pris une décision. Désormais, il porterait du poison sur lui. Je pense que c'est le meilleur moyen. Mais les enfants ! Iossif Vissarionnovich a aussi des enfants, qu'il aime. Comment peut-il tolérer de telles atrocités ?

Vera Moiseyevna a été arrêtée. Il faut dire aux étrangers qu'elle est malade. ... » (p. 227)

« Les journaux se répandent sur la découverte de groupes terroristes, de saboteurs, d'espions et d'ennemis du peuple. Ça tire de tous les côtés. ...

À Khabarovsk, tous les membres de l'opposition ont été abattus. Des trotskystes de Tchita, à Komsomolsk. C'est terrible. Annihilation physique des

[40] Le comte Wilhelm Graf Mirbach, ambassadeur de l'Empire allemand auprès des Soviétiques, fut assassiné en juillet 1918 par Iakov Bloumkine.

cadres de l'opposition et de tous ceux qui lui sont directement ou indirectement liés... » (p. 230)

« Novembre 1937…

Terrible. Le procès à lieu demain. Le fleuron de notre commandement suprême. Mikhaïl Toukhatchevski. La fierté de l'Armée rouge ! La gloire de ses victoires ! Un excellent organisateur ! Jakir, celui qui remporta la victoire contre Petljura. Uborevich, le héros qui arracha Odessa à [Ieronim Petrovich] Denikin. Eideman, le camarade d'armes le plus loyal de Frunse. Putna le héros de Vilna. Kork... Feldman, vainqueur des militaristes japonais. Parmi les juges, Yegorov, Blücher, qui ont été eux-mêmes condamnés plus tard ! J'essaie de comprendre et de m'expliquer la nécessité historique de ce massacre. C'est difficile. Un jour, Mechlis a déclaré, en état d'ébriété, qu'en cas de guerre, les ratés étaient inévitables dans la phase initiale. Il était donc nécessaire d'éliminer dès maintenant tous ceux qui pourraient être tentés de préparer un coup d'État. Mais il y a encore des îles dans l'Arctique… Alors pourquoi cette élimination physique ? Après chaque maréchal, ils fusilleront plusieurs centaines de ses officiers. Le sang appelle le sang. Où est la limite ? Notre puissance militaire pourrait souffrir de ce carnage. Mechlis soutient que la 'stabilisation politique complète est beaucoup plus importante que la question du commandement suprême. On peut toujours trouver des généraux'. De son côté, Klim a dit que 'l'homme russe aime la guerre et sait comment la mener'. C'est peut-être vrai, mais qu'est-ce qui l'a poussé à dire ça ?

Le fleuron de l'Armée rouge n'est plus ! ... Et déjà Yezhov a arrêté la moitié des juges qui ont signé la sentence prononcé envers Mikhaïl et ses compagnons d'infortune. Les exécutions ont eu lieu dans la cour de la prison de Lefortovo. Tôt le matin. Attachés sur des poteaux, comme des pillards ou des déserteurs. Jakir est devenu fou. En 1921, au bazar de Novy, il avait abattu à la mitrailleuse 376 prisonniers de la division de Tiutiunik, le complice de Petljura.

Toukhatchevski est mort en silence. Ils lui ont dit que sa femme avait obtenu l'autorisation de changer de nom. Décision personnelle du secrétaire général (Staline). La dernière volonté... » (pp. 246-247)

« Terrible été 1938…

Plusieurs centaines de hauts commandants de l'armée et de la marine ont été arrêtés. La tuerie était sans fin. Viktorov, Orlov, Kozhanov, Yegorov, Pavlov, Yermolayev. La Marine est sans chef, l'État-major a été décapité... » (p. 248)

« 1939…

Tout est fini ! Ils m'ont chassé comme un domestique qui a volé ses maîtres. Ils ne m'ont même pas donné mes huit jours. Le 1er mai, j'étais sur la Place Rouge ; le Gensek (secrétaire général Staline) s'est moqué de moi. Une seule chose à faire : être prêt à tout. Les enfants s'inquiètent pour moi. Ils ont peur...

Transmission des fonctions. Molotov a été choisi. J'ai été impitoyablement chassé. Sans avoir pu faire mes adieux à mes hommes. 'Comme un voleur pendant la nuit…' » (p. 265)

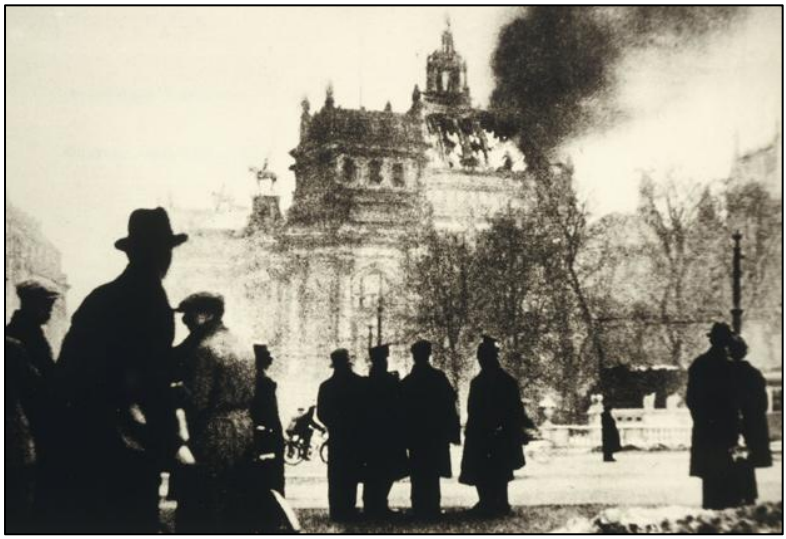
« Le 5 mai. Tristesse. Toute ma vie s'effondre. Un jour l'histoire jugera. Partout dans le monde... » (p. 266)

« 1941…
Quel remarquable ordre du jour de Staline à l'armée ! »

'Le soldat ne doit pas mourir sans avoir au moins un cadavre allemand à ses côtés. Tuez-les tous avec votre mitrailleuse, votre fusil, votre baïonnette. Si vous êtes blessé, saisissez-les à la gorge avec vos dents, étouffez-les comme une bête sauvage !'

Malgré la guerre, l'antisémitisme continue de prospérer chez nous. Au cours d'une conversation entre Malenkov, Zhdanov et Molotov concernant ma nomination, Malenkov a dit qu'ils ne me permettraient pas de rester plus longtemps à Washington. Chtcherbakov aurait déclaré : 'Sa tâche consiste à faire quelques discours en yiddish et à tout laisser tel quel. Une fois qu'il l'aura fait, il sera limogé. Litvinov n'est pas sûr. ....' Ces messieurs 'je-sais-tout' ! Ils oublient tout ce que j'ai fait pour le Parti ! J'ai risqué ma vie, pas une fois, mais cent fois ! … » (p. 274)

« Certains ont parlé du duo Staline-Mao, en vue de lancer une autre grande attaque contre le bloc capitaliste.



27 février 1933. Le Reichstag brûle ! Un signal pour une révolution communiste en Allemagne ? C'est du moins ce que l'on pensait alors, à la lumière des documents trouvés au KPD (Parti Communiste allemand).

Dangereuses spéculations ! Nous encourageons vivement l'émergence d'un concurrent puissant et dangereux, la Chine, et nous, approchons à grand pas d'un nouveau conflit dans la répartition des matières premières et des marchés. Le plus jeune des marxistes sait que cela conduira à une nouvelle guerre....

Les médecins sont pessimistes quant à une certaine opération. Tant mieux. Je ne suis pas enclin à vivre une troisième guerre mondiale... » (p. 278)

Willi Münzenberg ; entre autres Allemand, Français, communiste ; inscrit dans l'Encyclopédie juive comme homme politique et éditeur ; expulsé de Suisse après 1919 pour activités subversives ; fondateur de l'Association de la Jeunesse Communiste ; a construit son « Münzenberg groupe » pendant la période de Weimar avec de nombreux quotidiens et hebdomadaires, des sociétés cinématographiques et des clubs de livres, dont « Welt am Abend », « Berlin am Morgen », « Arbeiter-Illustrierte ». En 1933, résidant à Paris, il devient le chef de la propagande du Komintern, avec comme nom de couverture : « Comité international d'aide aux victimes du fascisme ».

Willi Münzenberg

À l'occasion de l'incendie du Reichstag, il a publié un « Braunbuch » (livre brun) mensonger qui dépeint la « culpabilité des Nationaux-Socialistes » ; a organisé le « Contre-procès du Reichstag contre Hermann Göring » ; a publié une série de « Braunbücher » (livres bruns) et une avalanche de pamphlets et de journaux d'émigrés dans le monde.

La nature mensongère de ses activités a été révélée par le livre de Fritz Tobias : « *Der Reichstagsbrand - Legende und Wirklichkeit* » (L'incendie du Reichstag - Légende et réalité), Rastatt/Baden 1962.

Rk. 12380 Vienne
Reichsbund
Jüdischer Frontsoldaten E. V.
Der Vorsitzende

Berlin W 15,19 octobre 1933
Kurfürstendamm 200
Téléphone J.: Bismarck...

Au Secrétaire d'État de la Chancellerie du Reich
Dr Lammers
Hochwohlgeboren
Berlin

Cher secrétaire d'État,

Sur la base de notre consultation Rk 5145/33 du 28 avril, j'ai pris la liberté d'exprimer mes souhaits et mes pensées pour l'incorporation des Juifs allemands dans l'État allemand, dans une lettre adressée au Chancelier du Reich datée du 6 mai 1933, Rk 5419/33. Dans cette lettre, j'ai exprimé la sincère volonté de notre fédération de servir le peuple allemand et l'État allemand et j'ai tenté de décrire une façon d'atteindre cet objectif. Compte tenu de la situation du Reich allemand en matière de politique étrangère, causée par le retrait de l'Allemagne de la Société des Nations et par le rappel des délégués allemands de la conférence sur le désarmement, je me sens tenu de déclarer au gouvernement du Reich l'accord sans réserve de cette mesure énergique, qui ouvre enfin de nouvelles possibilités d'égalité des droits pour l'Allemagne. Comme j'avais alors déclaré que notre fédération mettrait toutes ses forces à la disposition du Reich, nos membres vont maintenant se mettre à la disposition du gouvernement. Aujourd'hui, tout comme il y a 19 ans, ils sont prêts à tout donner pour la Patrie, si le besoin s'en fait sentir.

Je vous demande, Monsieur le secrétaire d'État, d'informer M. le Chancelier du Reich de notre déclaration de loyauté et de notre volonté d'agir.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma plus haute considération.

Son Excellence
Dr Loewenstein
St. d. R.A.D.S. principal
Vice-président fédéral

Document E 612030, E 612031

Unité dans la Diaspora

Afin de souligner le caractère documentaire de cette publication, nous avons très peu commenté l'étude historique extrêmement importante de la documentation du Congrès juif mondial (CJM) *« Unity in Dispersion, a History of the CJM »*, publiée à New York en 1948. Conformément à ses propres objectifs, le Congrès juif mondial (CJM), en tant qu'organisation mondiale pérenne, s'efforce depuis août 1936 d'influencer non seulement la politique européenne, mais aussi la politique mondiale, c'est-à-dire le destin de l'humanité, et a exercé une certaine influence - bien qu'il ne représente pas un État-nation au sens du droit international.

Par conséquent, une historiographie objective doit tenir compte de cette influence et de ses conséquences.

Après un bref survol des origines d'une collaboration internationale au XVIIe siècle, la documentation dont nous disposons commence avec le premier congrès sioniste de Bâle en 1897, au cours duquel deux objectifs différents ont été fixés :

1) Création d'un État juif en Palestine ; et

2) Efforts conjoints pour améliorer les conditions de vie des juifs vivant dans la « Diaspora », c'est-à-dire dans leurs différents pays d'origine actuels.

Lors de la Conférence sioniste qui s'est tenue à Karlovy Vary en 1922, il est apparu qu'en plus de l'Organisation sioniste, qui s'occupait de plus en plus des tâches liées à la Palestine, une organisation juive mondiale devait être créée pour régler les problèmes en termes de politique mondiale. En 1932, la première conférence préparatoire de la CJM fut organisée à Genève, mais les conditions préalables essentielles à cette réunion avaient déjà été remplies pendant la Première Guerre mondiale grâce aux efforts et l'unification des juifs, principalement aux États-Unis. Ceux-ci, dès 1919, avaient déjà pris la tête de la représentation des intérêts juifs du monde entier à Versailles.

> *« Les juifs ont joué un rôle actif dans la création de nombre de ces nouvelles nations, mais ils se sont également souciés d'être reconnus en tant que minorité nationale. »* (pp. 23-24)

« Au moment où la Conférence de paix ; qui s'est réunie à Paris au début de 1919 ; un grand nombre de délégations juives de nombreux pays se sont rendues dans la capitale française. Il est apparu clairement aux hommes d'État juifs responsables que leur première tâche était de coordonner les activités de ces délégations.

Le 25 mars 1919, le Comité des délégations juives a été créé lors de la Conférence de paix. Il était composé de délégués de Palestine, des États-Unis, du Canada, de Russie, d'Ukraine, de Pologne, de Galice orientale, de Roumanie, de Transylvanie, de Bucovine, de Tchécoslovaquie, d'Italie, de Yougoslavie et de Grèce, s'exprimant au nom du Congrès juif démocratiquement élu, des Conseils nationaux juifs ou des communautés juives fédérées. En outre, l'Organisation mondiale sioniste et le B'nai B'rith (Loge) étaient également représentés au sein du Comité. Le Comité des délégations juives a ainsi prétendu, à juste titre, être le porte-parole de plus de dix millions de juifs...

Le travail du Comité des délégations juives fut en grande partie couronné de succès... » (p. 25-26)

Ces mesures concernaient :

a) la protection des droits des minorités ; et

b) l'influence sur le droit international afin de limiter la souveraineté des États.

Il est évident que cela concerne principalement l'Allemagne, même si cela n'est pas explicitement mentionné dans la documentation, car ce n'est qu'en référence à ce pays que l'on pourrait éventuellement définir de tels efforts comme ayant été « couronnés de succès ». Par exemple, les règles de protection des minorités imposées à la Pologne, qu'elle n'a guère respectées de toute façon, n'ont à aucun moment été considérées comme une restriction de sa souveraineté, comme l'a prouvé la politique de Varsovie au cours des années 1919-1939. Ceci est également valable pour la Tchécoslovaquie et la Lituanie (ici en référence au territoire allemand de Memel).

Vers la fin de la « Conférence de Paix », le comité ne s'est pas dissous, mais a décidé de poursuivre ses travaux en tant qu'organe pérenne sous la direction du Dr Léo Motzkin. (p. 27) Ainsi, une grande influence s'est exercée au sein de l'Union interparlementaire ; lors des Congrès internationaux des minorités ; et des organes de la Société des Nations. (p. 28)

En 1932, 14 au 17 août, au nom du Congrès juif américain, le Dr Nahum Goldmann réunit, à Genève, la première conférence juive

mondiale préparatoire. L'Association centrale des citoyens allemands de confession juive et un certain nombre d'autres organisations ont refusé de participer à cette conférence.

Le Dr Nahum Goldmann a défini l'objectif du CJM de la façon suivante :

> *« Créer un site permanent pour le peuple juif. Au milieu de la vie et de la communauté juive fragmentées et atomisées, une représentation réelle, légitime et collective du salut des juifs doit être établie, habilitée à s'adresser à la fois aux nations et aux gouvernements du monde ainsi qu'aux juifs eux-mêmes au nom des 16 millions de juifs. »* (p. 33)

La Conférence a élu un Comité exécutif dans lequel Stephen Wise et le Dr Nahum Goldmann ont été nommés à des postes de direction. En 1933 (du 5 au 8 septembre) et en 1934 (du 20 au 23 août), se sont réunies les deuxième et troisième conférences préparatoires. Entre-temps, l'accession au pouvoir du National-Socialisme en Allemagne était devenue le sujet crucial de ces conférences. Des revendications pour une action sans compromis ; des appels au boycott des biens et services allemands ; le rejet de toute coexistence étaient généralement basés sur des allégations telles que : *« Les juifs du monde entier, et non les juifs allemands, sont attaqués »*, il s'agit donc d'un *« combat pour la liberté et la justice pour toutes les races, toutes les religions et tous les peuples »* (p. 38). – Le Dr Nahum Goldmann a été élu président du Comité exécutif.

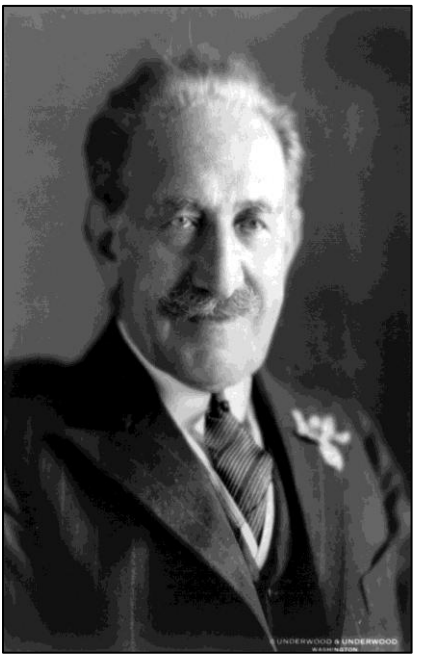
Le CJM a été fondé à Genève lors d'une convention du 8 au 15 août 1936. Cent quatre-vingts délégués de trente-deux pays, mais aucun représentant d'Allemagne et de l'Union soviétique. Le Dr Nahum Goldmann a présenté une analyse de la situation mondiale et a conclu que le concept de la souveraineté des États devait être considéré comme obsolète ; mais que l'idée d'une Société des Nations devrait être renforcée pour garantir les intérêts des groupes les plus faibles (les minorités) dans le monde.

> *« Des millions de juifs en Europe de l'Est sont exploités économiquement, privés politiquement de leurs libertés civiles et physiquement terrorisés au nom de la souveraineté de l'État et de la nation dominante... »* (p. 49)

> *« Lorsque l'égalité des droits d'une communauté juive est en cause, il ne s'agit plus d'une question juive régionale, mais de la question juive en tant que telle, avec un intérêt juif commun et mondial. Abandonner l'égalité des droit des juifs de n'importe quel pays signifierait abandonner leur égalité de droits dans le monde en général. »* (pp. 50-51)

Le Dr Goldmann a conclu en liant le destin juif à l'humanité par excellence, qui

> *« …doit lutter dans son propre intérêt contre cette menace mondiale – en défense de l'agression lancée par l'Allemagne ».* (p. 51)



Samuel Untermyer

Il a été souligné que *« la lutte contre l'hitlérisme est l'une des tâches les plus importantes »,* que *« l'antisémitisme doit être qualifié de crime international »*, que *« la propagande est actuellement l'un des principaux instruments de la politique étrangère »* et que le boycott ainsi qu'un service de renseignement international confidentiel en tant qu'armes politiques sont nécessaires. (pp. 56-57) Le Dr Stephen Wise est devenu président du Comité exécutif et le Dr Nahum Goldmann président du Comité administratif. La fondation du Congrès juif mondial devait mettre fin à l'ère de la dispersion et des actions non coordonnées des juifs. (p. 73)

Lorsque la guerre a éclaté, le quartier général du CJM fut transféré à Paris puis, en juillet 1940, à New York. À Genève, le bureau est resté sous la direction du Dr Gerhart Riegner et du Dr Abraham Silberschein ; il a maintenu des contacts avec les pays occupés par l'Allemagne et avec la Croix-Rouge internationale.

La première conférence interaméricaine s'est réunie à Baltimore, Maryland (novembre 1940), la veille de l'entrée en guerre des États-Unis et s'est penchée sur les plans de réintégration *« des grandes masses juives »* en Europe (p. 127).

En 1942, dix-huit comités représentatifs furent créés pour représenter les communautés juives dans les différents pays occupés par l'Allemagne, qui constituèrent ensemble le Comité consultatif pour les affaires juives européennes. Cette fusion eut lieu lors d'une réunion

les 6 et 7 juin 1942, à l'Hôtel Commodore à New York, en présence de 300 délégués. Lors de cette réunion, qui a été coordonnée avec le CJM, il fut demandé pour la première fois qu'aucune négociation de paix avec l'Allemagne ne soit menée sans la participation de représentants du CJM. (p. 131)

Sur la base de quelques travaux préparatoires remontant à avril 1939, l'« Institut des affaires juives » a été fondé le 1er février 1941 à New York, sous la direction du Dr Jacob Robinson. Doté d'une équipe de scientifiques, cet institut a été chargé de recueillir et d'évaluer les informations sur l'état des communautés juives dans le monde entier et d'élaborer le programme juif pour la paix. Il devait être présenté à la conférence de paix à la fin des hostilités (pp. 134-136). L'Institut ne considérait pas la période de 1919 à 1939 comme un « temps de paix », mais plutôt comme un « armistice » au mieux comme une « situation d'après-guerre » (pp. 136-137). Dès 1942, la question de la « sanction des crimes de guerre » était devenue centrale, et la nécessité de structurer les bases d'une condamnation avec effet rétroactif à partir de 1933 était justifiée.[41]

---

[41] [NdT : *« Chaque fois que vous parlez de Nuremberg ou que vous voyez des films sur les procès de Nuremberg ou que vous voyez ces procureurs en action, dramatisés et tout le reste, (…), souvenez-vous que c'était une idée juive. Elle a été créée pour servir les intérêts des juifs. (…) Quand est-ce que c'est arrivé ? Les juifs devaient d'abord disposer du tribunal de Nuremberg, afin de juger les Allemands ; afin de les criminaliser (…). Ce n'est qu'alors et seulement sur cette base qu'ils ont trouvé les raisons morales de demander des réparations. Il n'y avait pas de base juridique, pas de fondement pour leurs revendications. (…) Nous avons cité Harlan Fiske Stone, le juge en chef de la cour suprême de l'époque qui l'avait appelé « tribunal fantoche », ou encore « mafia de lyncheurs »... Le tribunal de Nuremberg et les réparations allemandes sont le fruit de cerveaux juifs, de l'institut des affaires juives de New York, dont l'origine provient de deux juristes juifs Jacob et Nehemiah Robinson. »* Ernst Zündel.

Voici ce qu'en disait Nahum Goldmann : *« L'importance du tribunal qui siégeait à Nuremberg n'a pas été considérée à sa juste valeur. Selon les lois internationales, il était en effet impossible de punir des soldats qui avaient obéi aux ordres. C'est Jacob Robinson qui eut cette idée extravagante et sensationnelle. Quand il commença à en parler aux juristes de la Cour suprême des États-Unis, ils le prirent pour un fou. 'Qu'ont donc fait d'inouï ces officiers nazis ?' demandèrent-ils. 'On pourrait imaginer qu'Hitler passe en jugement, Goering à la rigueur, mais pas de simples militaires qui ont exécuté des ordres et se sont comportés en loyaux soldats.' Nous eûmes donc le plus grand mal à persuader les Alliés ; les Anglais étaient plutôt contre, les Français n'étaient guère intéressés et, s'ils ont participé ensuite, ils n'ont pas joué un grand rôle. La réussite vint de ce que Robinson réussit à convaincre Robert Jackson, juge à la Cour suprême américaine. L'autre idée de l'Institut était que l'Allemagne nazie devrait payer après sa défaite. Encore fallait-il croire à cette*

L'Institut a entretenu des relations étroites avec le bureau de Genève et la section britannique du CJM à Londres, notamment après que la section britannique ait constitué sa propre équipe de recherche de plus de trente experts. L'Institut a rassemblé un matériel d'archives considérable, composé de milliers de documents, de rapports de presse et d'autres matériels, les classant selon des critères scientifiques. Les archives de l'Institut contiennent des centaines de documents, de projets, et d'ébauches, ainsi que des manuscrits prêts à être imprimés. Une partie de ce matériel est confidentielle et ne sera très probablement jamais publiée. (p. 139)

Certaines publications essentielles doivent être mentionnées :

Zorach Warhaftig : «*Starvation over Europe »* (1943),

(auteur inconnu) « *Jews in Nazi Europe »* (1941),

« Where shall they go ? »

« Hitler's Ten Year War on the Jews » (1943) – Ce livre a fortement impressionné les gouvernements alliés et a servi de manuel de base au Tribunal militaire de Nuremberg.

Jacob Leschinsky : *« Balance Sheet of Extermination »*,

Jacob Robinson : *« Unfinished Victory »* (1946),

Zorach Warhaftig : *« Uprooted »* (1946).

Le plus important des documents envoyés aux autorités américaines était *« The Conspiracy against the Jewish People »*, dont les trois principaux chapitres sont intitulés :

---

défaite, mais, au moment où chacun put supposer en Europe que la guerre était perdue pour les Alliés, comme Churchill et de Gaulle, j'ai gardé la foi. » Et il continue, ajoutant : *« De plus, si, comme nous l'espérions, l'État juif était créé, les Allemands lui paieraient des compensations pour permettre aux survivants de s'y établir. La première fois que cette idée fut exprimée, c'était pendant la guerre, au cours d'une conférence à Baltimore. Une fois le procès de Nuremberg terminé, on a envisagé à nouveau ce problème des réparations. Plusieurs dirigeants juifs ont alors tenté d'établir des relations avec Adenauer, mais leurs propositions étaient souvent ridicules. Une organisation lui suggéra de payer vingt millions de DM ; or, au terme des accords que j'ai obtenus, ce sont 80 milliards de DM que les Allemands devront verser au total. »* 80 MILLIARDS ! Un peu de jubilation de la part de Nahum Goldmann. Source : « La véritable histoire des relations entre les Allemands et les juifs » d'Ernst Zündel d'après le livre de l'historien juif Tom Segev, « *Le septième million* ».]

I – Le plan de tentative initiale d'extermination du peuple juif.

II- Les différentes étapes du crime contre le peuple juif.

III. La responsabilité des individus et des organisations.

Du 26 au 30 novembre 1944, la « Conférence d'urgence de guerre » du CJM s'est réunie à Atlantic City, à laquelle participèrent 269 délégués venus de quarante pays, et pour laquelle l'Institut des affaires juives avait compilé aux fins d'examen, quelques-uns des documents les plus essentiels. Les sujets prioritaires étaient les suivants :

1) La migration juive attendue sur le continent européen en raison de la guerre. L'émigration des juifs d'Europe vers d'autres parties du monde, y compris la colonisation de masse en Palestine, ont été discutées, ainsi que les problèmes des juifs qui ne pouvaient pas être rapatriés. (p. 146)

2) Les biens des juifs restés sans héritiers ne devraient pas être cédés à l'État concerné – comme le veut l'usage – mais à l'Organisation juive représentative.

3) Les réparations et les indemnisations[42] ainsi que la participation de représentants juifs dans les principales instances internationales.

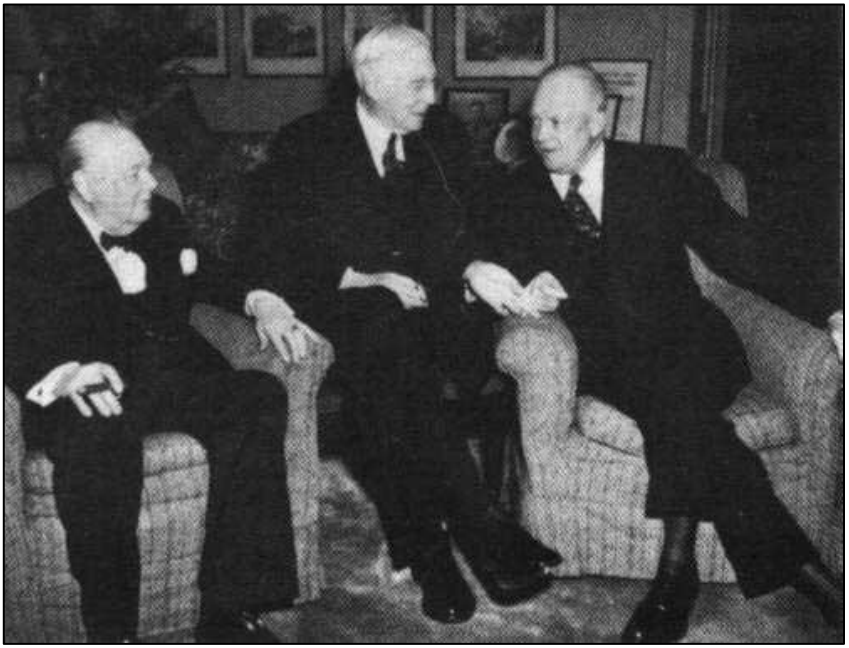
4) Les revendications juives pour de futurs accords de paix et leur participation à ces accords.

> *« En décembre 1944, le Dr Kubowitzki (Président du département des affaires juives européennes) entreprit une mission sur le continent européen et fut le premier émissaire juif d'outre-mer, depuis le début des hostilités, à se rendre en Belgique et en Suisse et l'un des premiers à se rendre en France.*
>
> *Un contact direct entre la section britannique et le continent européen fut établi en novembre 1944. »* (p. 132-133)

Pour la conférence des Alliés à San Francisco en avril 1945, au cours de laquelle le Statut des « Nations Unies » (ONU) fut adopté, le CJM remit des propositions préparatoires aux représentants des différents gouvernements, y compris le libellé de la Charte elle-même. (p. 147)

---

[42] Nana Sagi, "*Wiedergutmachung für Israel"* [Réparation pour l'Israël], Stuttgart 1981, p. 27.
Le professeur Nana Sagi confirme dans cette enquête officielle que la résolution sur les réparations adoptée à Atlantic City a été soumise aux gouvernements alliés le 27 octobre 1944, avec le texte suivant : *« Les demandes d'indemnisation des juifs doivent être fondées sur la reconnaissance du fait que les juifs appartiennent à une nation qui est en guerre contre l'Allemagne depuis 1933. »*



Winston Churchill avec son ami Bernard Baruch.
À droite : le futur Président américain, Dwight Eisenhower.

Un chapitre remarquable de la documentation « Unité dans la Diaspora » est celui qui traite des « Rescue Attempts » [Tentatives de sauvetage].

> *« De septembre 1939 au 25 juin 1942, les juifs étaient le peuple oublié du monde démocratique... »* (p. 160)

Il n'y avait pratiquement aucune information sur le sort des juifs d'Europe de l'Est. Une première tentative pour briser ce silence fut faite au cours de la Conférence de St. James à Londres en janvier 1942, lorsque huit gouvernements en exil et le Comité national de la *« France libre »* se réunirent *« pour discuter des crimes de guerre allemands ».*

> *« Le 13 janvier 1942, la Conférence a publié une déclaration dénonçant le règne de la terreur instauré par l'Allemagne dans les pays occupés ; les expulsions massives ; l'exécution d'otages ; ainsi que les massacres.*
>
> *Aucune référence n'est faite aux crimes contre les juifs... »* (p. 160)

Le 18 février, le CJM a fait une communication officielle à ce sujet lors de la conférence, demandant une déclaration spécifique concernant les 'crimes nombreux et ciblés contre les juifs'. Ce n'est que près de trois mois plus tard que le général Wladyslaw Sikorski, président de la Conférence, a finalement répondu qu'une référence spécifique aux souffrances endurées par les juifs pourrait 'équivaloir à une reconnaissance tacite des théories raciales que nous rejetons tous'.... » (pp. 161, 261, 262)

Le 29 juin 1942, la section britannique du CJM organisait alors sa propre « Conférence de presse du monde libre », annonçant *« les faits d'une extermination systématique des juifs européens ».* Aucune mention des *« faits »* en cause n'apparaît dans le compte rendu de la conférence. On est donc contraint de s'appuyer sur des déclarations de presse générales, sans aucune possibilité de vérification scientifique et sans aucune valeur documentaire. – Il y a eu cependant des réactions immédiates en Grande-Bretagne et à l'étranger. La BBC (British Broadcasting Corporation) transmettait pour la première fois !

En 1942 et dans les années qui suivirent, diverses manifestations de masse eurent lieu aux États-Unis, qui portaient non seulement sur les dénonciations des crimes de guerre mais aussi sur le sauvetage des juifs en Europe.

C'est à l'une de ces assemblées (Madison Square Gardens, 21 juillet 1942) que le Premier ministre britannique Winston Churchill envoya le message suivant :

« Les juifs ont été les premières victimes d'Hitler, et depuis lors, ils sont au premier rang de la résistance à l'agression nazie. » (p. 161)

Le CJM a commenté ce message en disant :

« Cette phrase qualifie à juste titre les juifs, quelle que soit leur nationalité, de peuple allié des Nations Unies. » (p. 240)

Lors du Congrès juif mondial de New York, le 3 décembre 1942, le Dr Chaïm Weizmann, alors président de ce congrès, déclara :

« Nous ne nions pas et nous ne craignons pas d'avouer que cette guerre est notre guerre et qu'elle est menée pour la libération de la communauté juive (...) Notre front, celui de la judéité, est plus fort que tous les fronts réunis. Nous n'apportons pas seulement à ce conflit notre soutien financier sur lequel repose toute la production de guerre ; nous ne fournissons pas seulement notre arsenal complet de propagande, qui est l'énergie morale qui entretien cette guerre. La garantie de la victoire repose principalement sur l'affaiblissement des forces ennemies, sur leur anéantissement dans leur propre pays, en agissant sur la résistance. ***Nous sommes le cheval***

de Troie à l'intérieur de la forteresse de l'ennemi. Des milliers de juifs vivant en Europe constituent le principal facteur de destruction de notre ennemi. Là-bas, notre front est indéniable et c'est une aide précieuse pour la victoire. »[43]

Dans sa documentation officielle, le CJM n'a mentionné aucun détail sur les discours et résolutions de la réunion de décembre 1942, pas plus qu'il n'a mentionné la réunion en tant que telle. Cependant, les rapports de presse prouvent que la réunion a bien eu lieu, et ce discours de Chaïm Weizman a été confirmé dans son contenu par un ensemble de faits. Évidemment, nous sommes confrontés ici à un exemple clair montrant que la présente documentation ne contient pas tous les détails nécessaires à la recherche historique et pour nous permettre de juger de façon objective les évènements. Il s'agit toujours d'une présentation de la juiverie telle qu'elle est perçue par les juifs ; elle devrait être complétée par de nombreux autres documents, par exemple par des documents diplomatiques du gouvernement américain.

Toutefois, même cela ne suffirait pas. Nahum Goldmann évoque d'autres liens :

> *« ...Cette faiblesse de la part du Président signifie que la Maison-Blanche omet souvent de rapporter tous les faits dans ses rapports au Sénat et au Congrès ; sa description de la situation n'est pas toujours conforme à la vérité ni absolument exacte dans son exposé...*
>
> *Il y avait, lorsque je vivais en Amérique et même plus tard, des personnalités juives – pour la plupart de riches donateurs des partis politiques – qui avaient facilement accès au Président et qui pouvaient s'adresser à lui sans passer ni par le ministre des Affaires étrangères, ni par le représentant auprès des Nations Unies, ni par d'autres personnalités officielles, et qui, sur simple appel téléphonique, étaient souvent en mesure de changer toute la ligne politique...*
>
> *Stephen Wise... occupait une position unique non seulement au sein de la communauté juive américaine, mais aussi en Amérique en général. ...C'était un ami proche de Wilson [Woodrow]... ; il était également un ami intime de Roosevelt et avait en permanence accès à lui, un facteur qui a naturellement affecté ses relations avec les autres membres du gouvernement américain.*

[43] Archive Peter, Cobourg. Revue des professeurs d'université allemands, Tübingen 1967, n° 3, p. 12 ; Chapitre : « Die Teilnahme der Juden am Zweiten Weltkrieg und ihre Mitverantwortung an der Endlösung der Judenfrage » [La participation des juifs à la Seconde Guerre mondiale et leur coresponsabilité dans la solution finale de la question juive].

Immédiatement après, la voiture du Président s'est arrêtée devant le porche, et avant que nous puissions échanger des salutations, Roosevelt a fait remarquer : 'Comme c'est intéressant ! Sam Rosenman, Stephen Wise et Nahum Goldmann sont là à discuter des ordres à donner au Président des États-Unis. Imaginez ce que les Nazis seraient prêts à payer pour obtenir une photographie de cette scène.'

Nous avons commencé à bégayer disant que nous devions discuter d'un message urgent d'Europe, que Rosenman lui soumettrait lundi. Roosevelt l'a congédié avec ces mots : 'C'est parfaitement normal. Lundi, Sam me dira ce que j'ai à faire', et il est parti. »[44]

Il s'agit simplement d'un exemple de ce qui ne figure pas dans les documents officiels, mais qui peut avoir une importance historique mondiale.

Il importe également de savoir que Samuel Untermyer, qui a appelé à une « guerre sainte » contre l'Allemagne en 1933,

« …était si proche de Roosevelt que son neveu Lawrence Steinhardt est devenu le nouvel ambassadeur des États-Unis à Moscou à l'automne 1938, succédant ainsi à l'ami du Président, Joseph Davis. Il est d'usage, dans la politique américaine, que seuls les amis les plus proches du Président se voient normalement confier des tâches de cette importance. »[45]

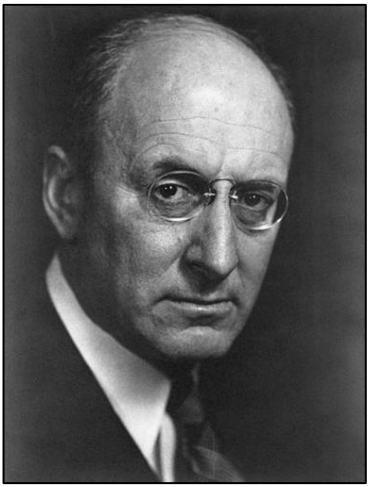
Tout aussi importante sur le plan politique, mais non mentionnée dans les documents diplomatiques, est certainement la création d'un « Conseil mondial antinazi de lutte pour les droits de l'homme ». Il a été fondé en 1936 par Samuel Untermyer avec le syndicaliste britannique sir Walter Critine, également président de la Confédération syndicale internationale, afin de servir d'agent transfrontalier pour la « guerre psychologique » et – à l'insu du public – financé par le Fonds de défense juive. Winston Churchill est devenu l'un de ses militants. Et les idées de Roosevelt – et ce, des années avant le début effectif de la guerre ! – relatives à un blocus maritime et à une « quarantaine » contre « les dictateurs » (dirigés cependant seulement contre l'Allemagne et le Japon) en coopération avec la Grande-Bretagne qui devraient être mise sous pression à cette fin, expose les dimensions politiques mondiales de l'engagement de tels « groupes de pression » non élus. Roosevelt avait également adopté le slogan de « coexistence refusée » des années avant le déclenchement de la guerre.[38]

---

[44] Nahum Goldmann, "*Mein Leben - USA, Europa, Israel*", Munich 1981, pp. 53, 66-67, 116.

[45] Dirk Bavendamm, "*Roosevelts Weg zum Krieg"*, Munich - Berlin 1983, p. 310.

Mais revenons à la documentation du CJM :



Henry Morgenthau Jr, secrétaire au Trésor américain, qui a appuyé l'entrée en guerre des États-Unis avant même le déclenchement de celle-ci.

Inspirés par ces mesures, la Grande-Bretagne et les États-Unis organisèrent la Conférence dite des réfugiés des Bermudes. Mais très vite, il s'est avéré que cette conférence traitait du « problème des réfugiés » et non du sauvetage des juifs. Les représentants des organisations juives ont même été privés de participation (p. 164). Ni l'envoi de nourriture dans les ghettos demandé par le CJM, ni la libéralisation des politiques d'immigration américaines et palestiniennes n'ont été discutés lors de cette conférence.

Ce n'est que le 22 janvier 1944 qu'une première réaction d'un genre nouveau se fait entendre : Le président F.D. Roosevelt a créé la « Commission des réfugiés de guerre ».

Celle-ci était composée du secrétaire d'État (des affaires étrangères), du secrétaire au Trésor et du ministre de la Guerre. Le directeur de cette commission était John W. Pehle, l'adjoint d'Henry Morgenthau. La Commission des réfugiés de guerre est le résultat de l'influence constante du CJM sur l'administration américaine. Tous deux ont, par la suite, maintenu des contacts étroits, et les relations du CJM avec le commandement militaire étaient également excellentes.

> *« Cependant, c'est en vain que depuis juin 1944, il (CJM) s'est efforcé de faire attaquer les installations d'extermination – les chambres à gaz, les fourgonnettes à gaz, les bains homicides, les crématoires – soit par des combattants clandestins, soit par des parachutistes alliés. À cet égard, le Congrès n'a pas eu plus de succès dans ses négociations avec l'ambassade soviétique, ni E. Frischer, A. Reiss et le Dr J. Schwarzbart dans leurs entretiens avec les gouvernements tchèque ou polonais… »* (p. 167)

À Londres, les discussions sur le bombardement des « Chambres d'extermination » ont été tout aussi infructueuses. Aucune preuve écrite ni aucun autre détail susceptible de documenter l'état des connaissances à ce moment-là n'est mentionné, pas plus que les noms, les heures ou les lieux des réunions. C'est d'autant plus regrettable que,

même 40 ans après la fin de la guerre, il n'y a toujours pas de documentation disponible.

> *« Le silence persistant de la Croix-Rouge face aux différentes étapes de la politique d'extermination, dont elle était bien informée, restera l'une des énigmes troublantes et consternantes de la Seconde Guerre mondiale... »* (p. 168)

– bien que « la plus grande pression » ait été exercée sur le CICR (Croix-Rouge internationale). (p. 200)

Le Congrès juif mondial a pris en main diverses mesures de sauvetage :

> *« Le 14 juin 1940, quatorze grands convois de fournitures médicales, les premiers du genre, furent envoyés de Genève à la communauté juive de Varsovie. Des colis alimentaires ont suivi, et plus de 50 000 de ces colis ont été envoyés par le Comité de Genève à des particuliers. Au cours de cette première période, des sommes d'argent considérables ont également été transférées aux territoires occupés par les troupes allemandes et soviétiques et sont parvenues à leurs destinataires. »* (p. 202)

Lors d'importantes conférences des Alliés à propos de la guerre, au cours desquelles les objectifs de guerre de l'URSS, des États-Unis et de la Grande-Bretagne ont été approuvés et finalement réalisés par Staline, Roosevelt et Churchill (Téhéran en octobre-novembre, 1943 ; Yalta en février 1945 ; et Potsdam en juillet-août 1945), aucun problème juif n'a été discuté et les organisations juives n'ont pas été entendues ou impliquées dans ces discussions. De fortes pressions ont dû être exercées sur l'administration américaine afin d'obtenir de la part de la Conférence des Réparations à Paris du 21 décembre 1945 au moins la création d'un fonds au profit des personnes *« qui avaient gravement souffert sous la domination allemande »*. Les juifs n'ont pas été mentionnés comme étant des bénéficiaires particuliers, ni même uniques. Le montant de ce fonds s'élevait à 25 millions de dollars et devait être alimenté par les actifs de l'Allemagne provenant de pays neutres ou par les réserves d'or trouvés en Allemagne, à condition qu'ils ne soient pas liés au système monétaire. Ce n'est qu'après des efforts considérables de la part des organisations juives qu'un accord définitif fut conclu le 14 juin 1946 ; 90 % de ce fonds et des réserves d'or, ainsi que 95 % des avoirs laissés sans héritiers, devaient être mis à la disposition des juifs. Mais cela aussi était lié à des propositions concrètes des agences juives pour la réinstallation des victimes juives de la guerre. (p. 272 à 273)

La Conférence de Paix, qui s'est ouverte à Paris en août 1946 et qui s'est terminée le 10 février 1947 par des traités de paix pour la Bulgarie,

la Finlande, la Hongrie, l'Italie et la Roumanie, a attiré de nombreuses organisations juives. Le 20 août 1946, le CJM publia une déclaration écrite dans laquelle il exigeait la concrétisation de nombreuses revendications juives. Les grandes puissances ont reconnu que les *« juifs avaient été les victimes de persécutions raciales et religieuses »*, mais les délégations juives n'ont pas été admises à la conférence de paix (p. 257)

> *« Les non-juifs ne s'intéressaient généralement pas aux aspects du problème juif qui ont trait à la protection internationale des droits juifs dans les traités de paix. »* (p. 258)

Et ce, malgré une lettre de Stephen Wise qui indiquait qu'à Versailles en 1919, le comité des délégations juives avait été entendu par les membres de la conférence de paix et qu'une *« non-admission maintenant constituerait une rupture sérieuse d'une longue tradition. »* (p. 258)

En conclusion, un autre chapitre de la présente documentation traitant du service de recherches – le service de localisation – du CJM pourrait être d'une certaine importance. Il a été fondé à New York dans la seconde moitié de 1942 et coordonné avec des installations similaires à Buenos Aires, à Genève et à Stockholm. Le service de recherches à Londres n'a commencé à fonctionner que le 1er mars 1945.

Depuis 1942, le Service de localisation de New York a reçu plus de 150 000 lettres de demande de renseignements et environ 25 000 familles ont été réunies. Le bureau de Londres a localisé 24 629 personnes entre le 1er mars 1945 et le 31 décembre 1947 ; 200 000 lettres ont été échangées, y compris probablement les lettres quotidiennes de confirmation et de remerciement ainsi que les multiples demandes de renseignements concernant les changements de domicile.

> *« Pour résumer les travaux du Congrès dans ce domaine, on peut dire que ses bureaux ont traité plus de 275 000 demandes de renseignements sur les juifs disparus. Près de 85 000 personnes ont été retrouvées et quelque 50 000 survivants ont retrouvé des membres de leur famille dans toutes les régions du monde. »* (p. 298)

Étant donné que les demandes de recherche adressées aux organisations juives dans différents pays sont restées pour l'essentiel sans réponse, et du fait que les organisations non juives, comme les services de la Croix-Rouge par exemple, n'étaient pas suffisamment équipées pour répondre à ces demandes (p. 299), ces recherches se

sont nécessairement concentrées dans les bureaux du CJM. Les chiffres indiqués ici peuvent donc être considérés comme une preuve documentaire que le nombre de rapports de recherche entre 1942 et 1948 n'a pas continué d'augmenter.

“Six millions”

Déjà en 1936

Le 25 novembre 1936, dans un discours prononcé devant la Commission royale d’enquête à Jérusalem, Chaïm Weizmann, président de longue date de l'Organisation sioniste mondiale et de l'Agence juive, qui deviendra par la suite le premier président de l'État d'Israël, avait déjà fixé le chiffre de « six millions » comme un symbole du destin juif.[46]

> *« Le monde est plutôt taciturne, et ce n'est que tout récemment que nous avons entendu le Ministre polonais des Affaires étrangères, le colonel Beck, dire dans de nombreuses entrevues à Genève, dans son propre pays ainsi qu’en Grande-Bretagne, qu'il y avait un million de juifs de trop en Pologne…*
>
> *Je ne m'attarderai pas davantage sur ce sujet. Je ne gaspillerai pas inutilement le temps de la Commission pour décrire de quelque manière que ce soit ce qui se passe en Allemagne. Inutile d’entrer dans les détails, c’est un point bien connu. Voilà la situation d'environ 3 600 000 juifs. Un peu plus de trois millions d'entre eux vivent en Pologne ; 600 000 vivaient en Allemagne en 1932, mais ce chiffre a diminué depuis.*
>
> *Si nous prenons en considération les juifs de Roumanie, de Lettonie, de Lituanie et d'Autriche, nous avons pratiquement le même tableau, et il n'est donc pas du tout exagéré de dire qu’aujourd’hui, six millions – je ne parle pas des juifs de Perse et du Maroc ni des pays qui ne peuvent que donner des informations très vagues et dont nous entendons peu parler – de juifs sont condamnés dans cette partie du monde à être entassés dans des endroits où ils ne sont pas désirés ; des êtres humains pour lesquels le monde s’est divisé en pays où ils ne peuvent pas vivre et en pays où ils ne sont pas autorisés à entrer.*
>
> *Juste un mot sur la Russie : il y a environ trois millions de juifs en Russie. Nous n’avons que très peu de contacts avec eux. La Russie est actuellement un pays fermé. Je crois que la situation s'est sensiblement améliorée là-bas, notamment parce que beaucoup de ceux qui ne pouvaient pas être intégrés dans la structure sociale actuelle de la Russie sont en train de disparaître... »* (p. 272)

[46] Chaïm Weizmann, “*Reden und Aufsätze 1901-1936”*, jüd. Buchverlag Erwin Löwe, Berlin 1937.

« Mais tel que nous le concevons, le judaïsme est en train de disparaître en Russie.

Le sionisme n'est pas autorisé en Russie, il est considéré comme un mouvement contre-révolutionnaire, un larbin de l'impérialisme britannique. De temps à autre, un sioniste s'échappe de Russie – des jeunes – et la Commission aura peut-être l'occasion de voir plusieurs groupes de ces jeunes hommes et femmes russes qui ont réussi à s'échapper au prix de grands sacrifices et au péril de leur vie. Mais une émigration régulière de juifs de Russie vers la Palestine n'existe pas.

Au prix de grands efforts, nous sommes parvenus à faire sortir de Russie mille ou mille deux cents familles sionistes, qui y avaient été arrêtées et étaient incarcérées dans des prisons sibériennes. Nous poursuivons nos efforts, malgré d'énormes difficultés, de les faire sortir de là et de les faire entrer en Palestine, mais en réalité, il n'existe pas de communauté juive russe faisant partie du monde juif.… » (p. 273)

« Les six millions de juifs que j'ai mentionnés précédemment sont condamnés à vivre au jour le jour – ils ne savent pas aujourd'hui ce qui se passera demain – je ne parle pas d'antisémitisme organisé et je ne veux pas parler d'antisémitisme organisé et je pars du principe que la plupart des pays d'accueil se sont comportés de manière plutôt amicale – mais il y a un certain nombre de raisons objectives, purement objectives, qui mène à une réalité dans ces parties du monde où la communauté juive est écrasée, où les juifs sont réduits en bouillie et où ils sont, pour ainsi dire, économiquement réduits en miettes.

En vous disant cela, je ne cherche pas à éveiller vos émotions, mais ces choses sont trop peu connues. S'il est de notoriété publique que la situation des juifs n'est pas très réjouissante, je pense que la réalité de la situation n'est pas encore bien comprise ; c'est pourquoi j'ai pris la liberté de m'étendre un peu plus sur ce sujet. Il s'agit, après tout, du sort de six millions d'êtres humains !... » (p. 274)

Le 25 août 1939 – avant le début de la guerre – le même homme a remis au gouvernement britannique la déclaration de guerre militaire du Congrès juif mondial contre l'Allemagne. Selon ses propres termes, cela semblait toutefois un peu plus subtil :

« Je me suis engagé à transmettre au Gouvernement britannique, oralement et par écrit, la résolution d'assistance mutuelle adoptée par la conférence de Genève. » (p. 610)[47]

[47] Chaïm Weizmann, *"Memoiren - Das Werden des Staates Israel"*, Zürich 1953

Notre facsimilé représente un rapport du *Frankfurter Zeitung* daté du 23 septembre 1933 :

Detmold, 23 septembre

Le Conseil national des Églises a ordonné ce qui suit pour l'église régionale de Lippe (Lippische Landeskirche) : tous les pasteurs, fonctionnaires, membres de l'église régionale de Jowie et des communautés ecclésiastiques salueront pendant le service ainsi qu'à l'intérieur des bâtiments officiels et des parcs en levant le bras droit. *On s'attend à ce que tout le monde salue de la même façon en dehors des heures de service. Lorsque les ecclésiastiques portent une robe et un béret, il est recommandé d'utiliser la manière conventionnelle de saluer.*

Cela s'est répété en septembre 1933, à New York, lorsque Samuel Untermyer a proclamé que *« le jour du jugement est arrivé »*, et que Stephen Wise a dirigé *« les éternels serviteurs de Dieu qui souffrent »* sur la « ligne de front » contre l'Allemagne : Ouverture du Synode national de Wittenberg le 27 septembre 1933, en union avec le NSDAP.

Lorsque la guerre a commencé en 1939, il eut une conversation avec Winston Churchill :

« Non seulement, il m'a reçu cordialement, mais il était aussi très confiant en ce qui concerne la guerre. Ses premiers mots, après m'avoir accueilli, ont été les suivants :

'Eh bien, Dr Weizmann, nous les avons déjà battus.'

Je n'étais pas tout à fait d'accord sur ce point à l'époque, mais je ne l'ai pas dit, j'ai simplement changé de sujet, parlant de nos propres affaires et je l'ai remercié pour son soutien indéfectible à la cause sioniste. 'Vous avez assisté à la naissance de cette entreprise', lui ai-je dit, 'et j'espère que vous serez témoin de son succès'. Ajoutant qu'après la guerre, nous construirions un État pour trois à quatre millions de juifs en Palestine, ce à quoi il a répondu : 'Oui, allez-y, je suis tout à fait d'accord avec cette idée'. » (p. 611)

Voici ce qu'il a dit à propos de novembre 1945 :

C'était la première fois dans ses volumineux *« Memoiren »,* c'est-à-dire les « souvenirs de sa vie » qu'il s'exprimait sur le thème de « l'extermination des juifs européens par l'Allemagne hitlérienne ». Tout comme dans les volumes des mémoires de Nahum Goldmann, président de longue date du Congrès juif mondial et de la section américaine de l'Agence juive, il n'y a, dans le livre de Chaïm Weizmann, absolument rien sur ce qu'on appelle l'« Holocauste », rien sur ce que les organisations juives mondiales ont appris pendant la guerre et sur la façon dont elles ont réagi à telle ou telle information. Jusqu'en novembre 1945, le gouvernement britannique n'en savait rien non plus. Ce n'est que plus tard qu'il a été jugé politiquement approprié de rejoindre le chœur des autres agitateurs ou du moins de ne pas les contredire. Ce silence total dans les mémoires de ces deux représentants majeurs de la communauté juive internationale concernant les accusations scandaleuses portées contre le peuple allemand est une preuve très importante pour l'histoire mondiale !

Shimon Peres et Willy Brandt en Israël :
« Quiconque vient d'Allemagne doit savoir de quoi il s'agit. »
Der Spiegel *11 février 1985 (p. 24)*

Les originaux de ces documents historiques ont été examinés par notre maison d'édition. Ils prouvent que la Juedische Kultusvereinigung zu Berlin e.V. (Communauté juive) s'occupait encore de l'administration des hypothèques à la fin du mois de novembre 1942 et qu'elle était en mesure de faire payer à ses clients un taux d'intérêt extraordinairement bas. M. Hans Fuchs s'est adressé aux autorités berlinoises au nom d'un compatriote – manifestement juif lui aussi – qui avait subi des dégâts dus aux bombes, et la réponse qu'il a reçue est reproduite sur les trois pages suivantes. Ces deux personnes étaient à Berlin en septembre/octobre 1943. Il y a sans doute eu d'autres cas, et nous ne le contestons pas. Mais ces documents ne peuvent pas être écartés.

À titre de contre-exemple : loin des évènements en Europe, et sans rapport avec eux, les Allemands d'Afrique du Sud-Ouest furent internés dans des camps de concentration immédiatement après le début de la guerre en 1939 et y restèrent longtemps après la fin de la guerre en 1945, uniquement parce qu'ils étaient Allemands.

Jüdische Kultusvereinigung
zu Berlin e. V.

Der Vorstand III A 181/37 Dr.R./Br.

Berlin N 4, den 25.November 1942
Oranienburger Str. 29
Fernsprecher: 42 59 21

Eingegangen
27. Nov. 1942
Erledigt:

Herrn
Hans F u c h s
B e r l i n NW 40.
Kirchstrasse 22.

Betrifft: Hypothek Neue Friedrichstr.22.

In Bestätigung Ihres Schreibens vom 20.Oktober 1942 bedauern wir, mitteilen zu müssen, dass wir in eine Zinsherabsetzung nicht einwilligen können, da ja der Zinssatz nur 3½ % beträgt.

Jüdische Kultusvereinigung zu Berlin e.V.
Der Vorstand
I.A.
(Dr.jur.Ernst Israel Rosenthal)

Der Oberbürgermeister der Reichshauptstadt Berlin
Hauptplanungsamt
Berlin C 2, den 27.Sept. 194 3.
Stadthaus, Zimmer 64
Fernruf: 51 00 11 oder Sammelnr. 45 31
ralauerstr.47

Voir traduction page suivante

Association culturelle juive
zu Berlin e. V.
Le Conseil exécutif III A l81/37 Dr R. /Br.

Berlin N 4 novembre 25 novembre 1942
Oranlenburoer Str. 29
Téléphone 425921

Herr Hans Fuchs

Berlin NW 40

Reçues

27 nov. 1942

---

22 Kirchstrasse.

Objet : Hypothèque Neue Friedrichstr. 22.

En confirmation de votre lettre du 20 octobre 1942, nous avons le regret de vous informer que nous ne pouvons accepter une réduction d'intérêt, puisque le taux d'intérêt n'est que de 3,5 %.

Association culturelle juive de Berlin e. V.

Le Conseil d'administration

I.A.

(Dr. jur. Ernst Israel Rosenthal)

Der Oberbürgermeister der Reichshauptstadt Berlin

Hauptplanungsamt

Berlin C2, den 27.Sept. 1943.

Stralauerstr.47 Zimmer 64

Fernruf: 51 04 14 oder Stadtverw. 45 34

Ihr Zeichen | Ihre Nachricht vom | Mein Zeichen | Tag

Pla VI C 3 b

Herrn
Hans Fuchs,

Berlin NW 40,
Kirchstr.22

Eingegangen
16. Okt. 1943
Erledigt:

Die Unterbringung der Bombengeschädigten erfolgt nicht durch das Hauptplanungsamt sondern ausschließlich durch das Quartier- und Wehrleistungsamt im Einvernehmen mit dem örtlichen Wohnungsamt.

Ich stelle Ihnen anheim, die Familie Kieckhöfer zu veranlassen, einen Unterbringungsantrag bei dem zuständigen Quartier- und Wehrleistungsamt Steglitz zu stellen.

Im Auftrage.
gez. Nieke
Begl. durch:

Erledigt:
der Kieckhöfer unterrichtet.
[illegible]

Voir traduction page suivante

Le maire de la Reichshaupstadt Berlin
Planificateur principal

Stralauerstr. 47

Berlin, 27 septembre 1943

Pla VI C 3 b

Herr
Hans Fuchs

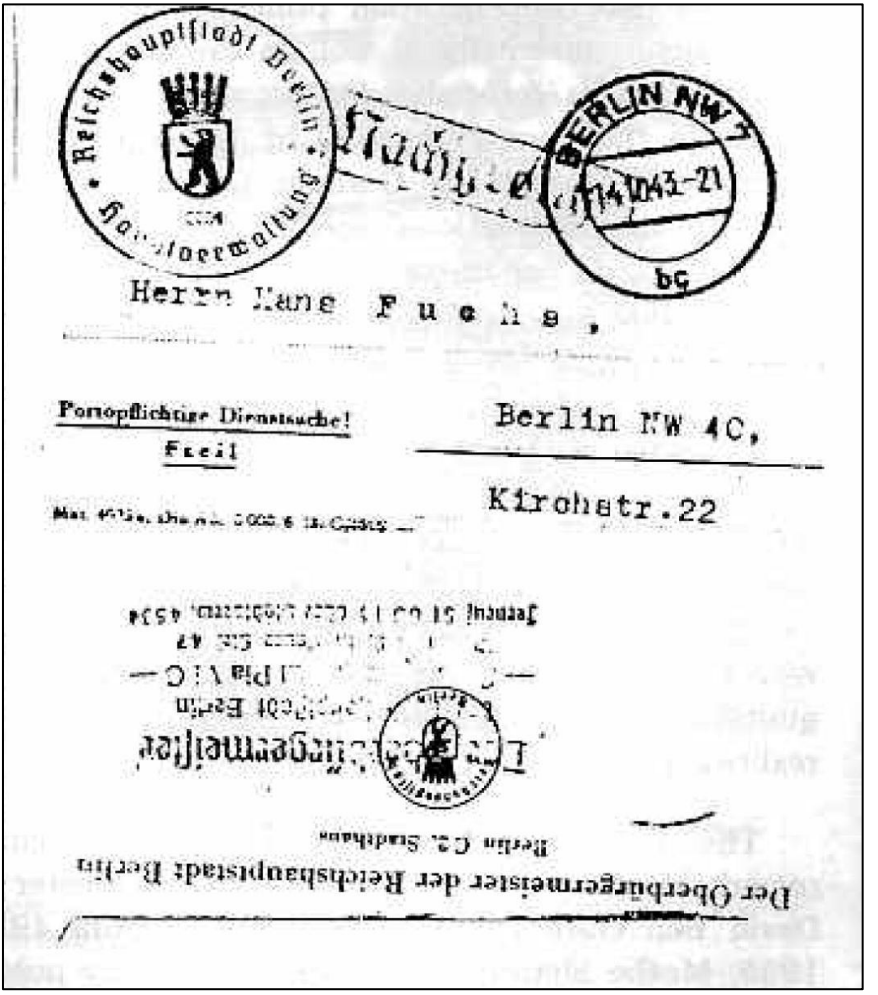
Reçu le 16 octobre 1943

Berlin NW 40,
Kirchstr. 22

L'hébergement des victimes de la bombe n'est pas assuré par le bureau de planification principal, mais exclusivement par le bureau des services de district et militaires en accord avec le bureau local du logement.

Je voudrais vous demander de faire en sorte que la famille Kieckhöfer dépose une demande d'hébergement auprès du bureau du district de Steglitz et du service militaire.

Signature



Reichshauptstadt Berlin
Hauptverwaltung

Stadtbrief

BERLIN NW 7
14.1043-21
bc

Herrn Hans Fuchs,

Portopflichtige Dienstsache!
Frei!

Berlin NW 40,
Kirchstr.22

Der Oberbürgermeister der Reichshauptstadt Berlin
Berlin C2, Stadthaus

Der Oberbürgermeister
Hauptstadt Berlin
— Pla VIC —
Jerneuf 51 00 13 [illegible] 4534

Israël = un modèle ?

Moshe Sharett

En 1948, Israël a eu la chance inespérée de bâtir un État jouissant de tous les avantages du statut social des peuples civilisés, loué par les sionistes depuis 1933, et qui avaient été *« bafoués par les diaboliques nazis »*. Et n'oublions pas de mentionner – bien que cela s'inscrive dans cette comparaison – le fait que ni un ressortissant allemand, ni aucun autre étranger ne pouvait s'installer en Israël, ni s'y assimiler ou s'élever au rang de ministre de premier plan, de chef de la police ou de banquier, ni travailler dans le secteur des médias publics. Souvenons-nous que ce sont précisément ces normes qui auraient poussé Samuel Untermyer et Stephen Wise à agir sur un continent étranger et à appeler à une *« guerre sainte »* dans les *« premières lignes, au premier rang des tranchées »*. Comme nous l'avons déjà mentionné, aucune autre nation, et encore moins le peuple allemand, n'a jamais revendiqué un tel droit de vivre et de travailler en Israël et n'a certainement pas l'intention de le faire à l'avenir. Puisque nous, Allemands, ainsi, sans doute, que le reste de l'humanité, sommes désireux de nous engager dans des processus d'apprentissage progressif et nous sommes tout à fait disposés à tirer les leçons de la manière dont ces principes humanitaires devraient être mis en pratique tant à l'intérieur d'un pays que vis-à-vis des pays voisins, il est recommandé d'étudier en détail les évènements historiques dans le pays créé par ceux dont les accusations contre le peuple allemand sont destinées à maintenir les médias internationaux dans un état d'agitation continue dans le monde entier *« jusqu'à la Dernière Génération »*.

Pour ces raisons et par souci de vérité historique, il est intéressant de citer, à partir de sources juives, l'attitude principale de ces hommes

responsables, qui ont mis en œuvre les politiques d'Israël. Bien que nous soyons conscients du fait que de telles citations sont certainement insuffisantes pour appréhender la situation dans son ensemble (compte tenu de la tendance actuelle en Allemagne à « faire face au passé » de manière partisane, quand ce n'est pas avec l'intention de tromper), nous estimons que les citations suivantes reflètent un large éventail de réalités historiques en Israël. Le livre emblématique *« Israels heiliger Terror »* [*« Le terrorisme sacré d'Israël »*] contient des notes remarquables du journal de Moshe Sharett, ministre israélien des Affaires étrangères sous la tutelle de David Ben Gourion (l'un des pères fondateurs de l'État d'Israël dont il fut le tout Premier ministre de 1948-1954, puis à nouveau de 1955 à 1963) ; Sharett fut également Premier ministre de l'État d'Israël du 26 janvier 1954 au 3 novembre 1955. Ce livre a été publié pour la première fois aux États-Unis en 1980 et une version allemande en République fédérale d'Allemagne en 1982.[48] L'auteur est une ancienne correspondante étrangère du service radio israélien née à Tel-Aviv.[49]

1) Le journal intime de Moshe Sharett prouve incontestablement que, dès le début, la stratégie, consistant à provoquer sciemment des États arabes à la guerre par des actions militaires et terroristes, faisait partie du « Security Establishment » de l'État d'Israël. Cette stratégie a permis à l'Israël – bien conscient de sa supériorité militaire – de se faire passer aux yeux du monde entier pour un pays victime tout en élargissant en permanence son territoire.

Ben Gourion lui-même a dit que cela vaudrait la peine de payer *« un million de livres sterling à un Arabe pour déclencher une guerre »* (d'après les notes du journal intime du 26 mai 1955).

Dans l'étude présentée ici en allemand, Livia Rokach montre qu'au début des années 1950, le plan de l'Israël était déjà en place pour s'approprier le Sud-Liban, Gaza et la Cisjordanie.

« Il devient de plus en plus évident que les extraordinaires changements socioculturels et géographiques de la société israélienne au cours de cette génération résultent du *'Lebensraum'* [espace vital] et ne sont pas, en fait, le fruit accidentel des efforts déployés visant à protéger 'la sécurité d'Israël' contre une 'menace arabe'. L'expansion territoriale a été favorisée par les provocations israéliennes qui ont

[48] Livia Rokach, "*Israels heiliger Terror*", Pfungstadt 1982, Minotaurus Projet n° 23.
[49] Les citations sont de Livia Rokach et les citations en italique de Moshe Sharett.

conduit à l'inimitié arabe et créé des prétextes d'intervention. Cette politique est amplement documentée par Moshe Sharett (…). Le journal intime de Moshe Sharett documente la 'Sainte Terreur' de l'Israël et révèle les mythes qui ont été présentés comme étant des vérités manifestes depuis la création de l'Israël et jusqu'à ce jour où les actes terroristes israéliens contre les Palestiniens en Cisjordanie, à Gaza et dans le Sud-Liban ont atteint un niveau intolérable...

Nous considérons qu'il est de notre devoir d'attirer l'attention du public sur les nombreux incidents documentés et relatés en détail par un Premier ministre israélien consterné, qui s'inquiétait de la dégradation morale d'une société qui prônait la vengeance comme principe 'sacré' ».

Dans un passage cité par Livia Rokach, Sharett a écrit :

> *« Dans les années 30, nous avons contenu les émotions de vengeance... maintenant, au contraire, nous justifions le système de représailles... nous avons éliminé la contrainte mentale et morale de ces instincts et rendu possible... de considérer la vengeance comme valeur morale... un principe sacré. »* (pp. 6-7)

> *« La satisfaction que l'attentat contre les deux maires palestiniens a suscité chez de nombreux colons juifs de Cisjordanie, témoigne du sentiment ressenti en Israël dans les années 1950 et qui causa tant d'angoisse à Sharett et constitua un défi à sa conscience. En fait, les armées privées, désormais organisées par des groupes juifs d'autodéfense déterminés à garder la Cisjordanie et Gaza sous contrôle israélien permanent, ont ouvertement appelé au retrait de tous les Arabes de la Palestine occupée. Ces ultra-nationalistes considèrent que le Premier ministre Menahem Begin et le ministre des Affaires étrangères Yitzhak Shamir (respectivement anciens membres des groupes terroristes Irgoun et Stern) sont devenus des charlots, des imbéciles et des traîtres et, bien que Begin ait condamné les attaques contre les maires palestiniens les qualifiant de 'crimes de la pire espèce', il n'en demeure pas moins que les colons de Gush Emunim et de Kach appliquent les politiques de colonisation du gouvernement Begin. Ce gouvernement leur assure protection et avantages économiques et légalise leurs actions. En même temps, il veille à ce que leurs victimes soient impuissantes et sans défense. Le massacre de Deir Yassim de 1948, commis par l'organisation de Begin, Irgoun Tzvaï Léhoumi et l'attentat à la bombe perpétré le 2 juin 1930 par un autre groupe d'autodéfense non encore identifié, sont les composantes de la même 'terreur sacrée'... »* (p. 7)

> *« Entre 1933 et 1948, Sharett a dirigé les relations extérieures du mouvement sioniste en tant que président du 'Département politique de l'Agence juive', de 1948 à 1956 ; il a été ministre des Affaires étrangères d'Israël et de 1954 à 1955, il fut Premier ministre... »* (p. 18)

« Sharett écrit qu'une grande guerre contre l'Égypte, visant à conquérir Gaza et le Sinaï, était à l'ordre du jour des dirigeants israéliens depuis au moins l'automne 1953, soit presque un an avant que [Gamal Abdel] Nasser ne renverse [Mohammed] Naguib et ne renforce son autorité. Il a été convenu à l'époque que les conditions internationales pour une telle guerre seraient mûres d'ici environ trois ans... » (p. 21)

Citations extraites du journal :

« J'ai réfléchi à la longue série de faux incidents et d'hostilités que nous avons inventés ; aux nombreux affrontements que nous avons provoqués et qui ont fait couler tant de sang ; et aux violations de la loi par nos hommes - autant de désastres graves qui ont déterminé le cours des évènements et contribué aux problèmes de sécurité. » (p. 22)

« Ces actions (attaques menées sous le doux euphémisme de 'frappes de représailles')… sont notre force vitale. Elles… nous aident à maintenir une forte tension dans la population et l'armée... Pour que les jeunes hommes aillent dans le Néguev, nous devons crier que [la région] est menacée. .... » (p. 23)

Moshe Dayan, 1967
Héros national
« Israël se lèvera et tombera avec son armée »

« Lors de la réunion du cabinet, j'ai condamné l'affaire Qibya qui nous a fait passer aux yeux du monde entier comme une bande de sanguinaires, capables de massacres de masse indépendamment, semble-t-il, de la question de savoir si leurs actions conduisent à la guerre. J'ai prévenu que cette tache allait toujours nous coller et qu'elle ne serait pas effacée avant de nombreuses années... Il a été décidé qu'un communiqué concernant Qibya serait publié et que Ben Gourion l'écrirait. J'ai insisté pour y inclure une formule de regrets. Ben Gourion a insisté pour exclure toute responsabilité de l'armée : la population civile des zones frontalières, exaspérée par les meurtres incessants, a fait justice elle-même. Après tout, a-t-il dit, il y a de nombreuses armes dans les colonies frontalières et les colons sont d'anciens soldats... J'ai dit que personne au monde ne croirait à une telle histoire et que nous passerions juste pour des menteurs. Mais je ne pouvais sérieusement pas exiger que le communiqué affirme explicitement la responsabilité de l'armée, car cela aurait rendu

impossible la condamnation de l'acte et nous aurions fini par approuver ce monstrueux bain de sang. » (18 octobre 1953, p. 51)

« Premièrement, l'armée considère que la frontière actuelle avec la Jordanie est absolument inacceptable. Deuxièmement, l'armée prépare une guerre pour occuper le reste de l'ouest d'Eretz Israël. » (26 octobre 1953 ; p. 81) (p. 38)

« Moshe Dayan[50] *a élaboré un plan après l'autre pour des 'actions directes'. Le premier consiste à mettre fin au blocus dans le détroit d'Eilat. Il faut envoyer un navire sous pavillon israélien, et si les Égyptiens nous attaquent, nous bombarderons la base égyptienne depuis les airs, ou (nous devrions) conquérir Ras-e-Naqueb ou nous diriger au Sud vers la bande de Gaza jusqu'à la côte. Il y a eu un tollé général. Je lui ai demandé : 'Tu te rends compte que cela signifierait la guerre avec l'Égypte ?' Il a dit : 'Bien sûr.' .... »* (31 janvier 1954 ; p. 331)

« Après le repas, Lavon[51] *m'a pris à part et a essayé de me persuader : c'est le bon moment pour agir. Il est temps d'aller de l'avant et d'occuper les positions frontalières syriennes au-delà de la zone démilitarisée. La Syrie se désintègre. L'État avec lequel nous avons signé un accord de cessez-le-feu n'existe plus. Son gouvernement est sur le point d'être renversé et aucun autre pouvoir n'est en vue. De plus, l'Irak a pratiquement envahi la Syrie. C'est une occasion historique, que nous ne devons pas laisser passer.*

Je n'étais guère disposé à approuver un tel plan-éclair et je nous voyais à la veille d'une véritable catastrophe. Je lui ai demandé s'il suggérait que nous agissions immédiatement et je fus choqué lorsque j'ai réalisé qu'il l'avait fait. ... » (p. 40)

« …Ce qui me choque et m'inquiète, c'est l'étroitesse d'esprit et la myopie de nos chefs militaires. Ils semblent supposer que l'État d'Israël peut — ou même doit — se comporter dans le domaine des relations internationales selon les lois de la jungle. ... » (22 décembre 1954 ; p. 607)

« Puis, il (Ben Gourion) est passé à un autre sujet. Il a dit que c'était le moment de faire pression sur le Liban, c'est-à-dire les Maronites de ce pays, afin qu'ils proclament un État chrétien. J'ai dit que c'était absurde. ...

J'ai expliqué qu'il n'y avait aucun motif suffisant qui prêtait à créer une telle situation, et que si nous devions la provoquer et l'encourager de notre propre chef, nous nous lancerions dans une entreprise qui nous ferait honte. J'eus ici droit à une vague de reproches concernant mon manque d'audace et mon étroitesse d'esprit. Nous devrions envoyer des émissaires et verser de l'argent. J'ai dit qu'il n'y avait pas d'argent. Réponse : une telle chose n'existe pas. L'argent devait être trouvé, dans le budget de l'État sinon à l''Agence Juive' ! Pour un tel projet, cela vaut la peine de gaspiller des centaines de milliers, un demi-million, un million de dollars...

[50] Moshe Dayan, Commandant en chef des forces armées israéliennes.

[51] Pinhas Lavon - Ministre israélien de la guerre. Le 25 mars 1954, un certain nombre d'unités de l'Armée syrienne se sont mutinées.

Si cela se produit, il y aura un changement définitif au Moyen-Orient, une nouvelle ère commencera. J'en ai eu assez de me battre contre un tourbillon. » (27 février 1954 ; p. 377)

Le 16 mai 1954, lors d'une réunion conjointe avec de hauts responsables des ministères de la Défense et des Affaires étrangères, Ben Gourion a exigé qu'Israël fasse quelque chose au sujet du Liban. Il affirmait que le moment était particulièrement opportun en raison des nouvelles tensions entre la Syrie et l'Irak et des troubles internes en Syrie. Moshe Dayan (Chef des forces israéliennes) a immédiatement exprimé son soutien enthousiaste :

Le 16 mai 1956 (suite du journal intime de Sharett) :

« Selon lui (Dayan), il suffit de trouver un officier, peut-être même un major. Nous devrions soit gagner son cœur, soit l'acheter, afin qu'il accepte de se déclarer le sauveur de la population maronite. Ensuite, l'armée israélienne envahira le Liban, occupera le territoire nécessaire et établira un régime chrétien qui s'alliera avec Israël. La zone située au sud du Litani sera totalement annexée à Israël et tout ira bien. Si nous acceptions le conseil du chef d'État-major, nous commencerions demain, sans attendre un signal de Bagdad...

Je ne voulais pas me quereller avec Ben Gourion devant ses officiers et je me suis contenté de faire remarquer que cela pourrait signifier... une guerre entre Israël et la Syrie... » (p. 54)

« Cela peut être considéré comme une preuve décisive que nous avons décidé de passer à une offensive générale sanglante sur tous les fronts : hier Gaza, aujourd'hui à la frontière jordanienne ; demain la DMZ syrienne (zone démilitarisée), etc. Demain, lors de la réunion du Cabinet, j'exigerai que les tueurs soient jugés comme des criminels... » (5 mars 1955 ; p. 816)

« Je n'aurais jamais pu imaginer que nous puissions atteindre un tel degré d'empoisonnement des relations, d'attisement des plus bas instincts de haine, de vengeance et de tromperie mutuelle à la tête de l'un de nos plus prestigieux ministères (celui de la Défense).

Je tourne en rond comme un fou, horrifié et perdu, complètement impuissant... Que puis-je faire ? Que puis-je faire ? » (10 janvier 1954 ; p. 639)

« Pour les 8 à 10 prochaines années, nous ne voyons aucun danger de supériorité militaire arabe. Même s'ils reçoivent une aide militaire massive de l'Occident, nous maintiendrons notre supériorité militaire grâce à notre capacité infiniment plus grande d'assimiler de nouveaux armements. Le pacte de sécurité ne fera que nous entraver et nous priver de la liberté d'action dont nous aurons besoin dans les années à venir. Les actions de représailles que nous ne pourrions pas mener à bien si nous étions liés à un pacte de sécurité sont notre force vitale... D'abord,

elles obligent les gouvernements arabes à prendre des mesures strictes pour sécuriser leurs frontières. Ensuite, - et c'est là l'essentiel – elles nous permettent de maintenir un niveau de tension élevée au sein de notre population et de l'armée. Sans ces actions, nous aurions cessé d'être un peuple combatif et sans la discipline d'un peuple combatif, nous sommes perdus. ... » (p. 78)

« Les conclusions découlant des paroles de Dayan sont claires : cet État n'a aucune obligation internationale ; aucun problème économique ; la question de la paix est inexistante.... Il doit calculer ses pas de façon obtuse et vivre par l'épée. Il doit considérer l'épée comme le principal, sinon le seul, moyen de garder un moral élevé et de conserver ce moral. À cette fin, il peut – non, il doit – inventer des dangers, et pour ce faire, il doit adopter la méthode de la provocation et de la vengeance... Et par-dessus tout, il faut espérer qu'il y aura une nouvelle guerre avec les pays arabes, afin que nous puissions peut-être enfin nous débarrasser de nos problèmes et acquérir notre espace vital. (Quel lapsus : Ben Gourion lui-même a dit qu'il vaudrait la peine de payer un arabe un million de livres sterling pour déclencher une guerre... » (26 mai 1955 ; p. 1021)

« Le discours de Ben Gourion était... plein de colère contre ceux qui ne sont pas d'accord avec lui et qui, à son avis, sont incapables de voir le pronostic fatal et ne peuvent pas comprendre que nous ne pouvons être sauvés que par des actions audacieuses, si elles sont exécutées à temps, avant que l'occasion ne soit manquée. ... La question des réfugiés est effectivement une nuisance, mais nous les chasserons quand même vers la Jordanie. ... » (29 mars 1955 ; pp. 874-875)

« Notre force réside dans la concrétisation des faits – c'est la seule façon qui nous permettra de devenir un facteur politique avec lequel il faut compter. C'est le bon moment car le monde arabe est divisé et l'Égypte n'a encore signé aucun accord avec les États-Unis ou l'Angleterre. ... » (29 mars 1955 ; pp. 874-875)

2) Prenons un autre livre : Erich Follath « *Das Auge Davids »* (L'œil de David).[52]

« Jabotinsky et Stern n'hésitent pas à faire preuve de brutalité. Ils veulent semer la terreur : terreur contre les Britanniques, pour qu'ils se retirent de Palestine ; terreur contre les Arabes pour les intimider ou pour qu'ils fuient eux aussi le pays.

Jabotinsky est l'un des plus brillants esprits du sionisme. Dans sa jeunesse à Odessa, il a organisé la résistance contre les actes arbitraires des Russes, a voyagé en Allemagne, en Turquie et en Pologne. Il a créé la 'Légion' juive, une unité plutôt symbolique, qui en 1920, a combattu aux côtés des Britanniques afin de s'emparer de Jérusalem – le premier bataillon juif depuis l'époque de Jésus. Jabotinsky, brillant orateur, a fondé un groupe de jeunes en Pologne, dont l'un des plus enthousiastes adeptes était un garçon pâle à lunettes, nommé Menahem Begin.

[52] Erich Follath, "*Das Auge Davids - Die geheimen Kommandounternehmen der Israelis"*, Goldmann-Sternbücher, Hambourg 1980 pp. 58-59

Lorsque Jabotinsky a réalisé que les Britanniques n'étaient pas disposés à laisser les juifs avoir leur État sans conditions préalables, il a menacé de 'se battre jusqu'au bout' contre le pouvoir mandaté ! Qualifié de 'hitléro-sioniste' et méprisé par ses opposants plus modérés en raison de son radicalisme (comme par exemple par Ben Gourion, futur premier ministre), Jabotinsky est mort en 1940 alors qu'il était en voyage aux États-Unis.

Menahem Begin, qui arriva en 1942 sur la 'Terre Promise' via la Pologne et un camp de concentration soviétique, devint peu après le nouveau chef de l'Irgoun'. Il fit exploser le 'King David Hotel' à Jérusalem, siège du quartier général britannique, la mort de 92 personnes ne le gênant pas le moins du monde. Peu après, Begin et ses hommes sont recherchés par les Britanniques, et une récompense de 20 000 livres sterling est offerte pour sa capture.

Abraham Stern et son groupe clandestin étaient encore plus radicaux : Stern prêchait le terrorisme individuel et pratiquait le meurtre de civils innocents ; il avait même constitué une 'liste noire' et voulait que les personnes y figurant soient poursuivies et tuées lors d'embuscades. En février 1942, Stern fut lui-même attiré dans une embuscade par la police et abattu, mais cela ne mit pas pour autant fin à son groupe meurtrier.

En 1943, sous la présidence de Yitzhak Shamir, président du Parlement israélien de longue date et actuel ministre des Affaires étrangères, le groupe Stern, condamne à mort Lord Moyne, le nouvel envoyé du gouvernement britannique au Moyen Orient, et exécute la sentence. Les historiens considèrent qu'il est fort probable que le meurtre du mandataire de l'ONU, le comte Bernadotte, soit également imputable à ce gang.

Le 18 juin 1945 – cela fait seulement deux mois que les camps de concentration nazis ont été découverts et que les atrocités inimaginables sont connues du monde entier et cela ne fait que 40 jours que le Reich allemand a capitulé – l''Agence juive' demande aux autorités du Mandat britannique des permis d'immigration pour 100 000 survivants des camps de concentration. Mais le nouveau Premier ministre britannique, Clément Attlee, ne se laisse pas influencer par l'histoire de l'Holocauste et se déclare prêt, en novembre, à approuver 1 500 personnes par mois – mais pas plus.

Désormais, la 'Haganah' lutte également par des méthodes terroristes.

Au cours d'un raid sur un camp dans lequel les Britanniques veulent retenir des centaines d'immigrants illégaux en vue de leur déportation ultérieure, des soldats britanniques ont perdu la vie et les Britanniques ont été obligés d'envoyer plus de troupes en Palestine.

L'agence clandestine d'immigration, le 'Mossad', n'apporte pas seulement des réfugiés dans le pays, mais aussi des armes.

La lutte pour un État d'Israël indépendant s'intensifie ; le terrorisme et la lutte antiterroriste ont créé une atmosphère d'anarchie et de chaos... » (pp. 58-59)

3)

1938

À titre de troisième exemple, comparons la réaction du gouvernement du Reich en 1938 et celle d'Israël en 1982 en réponse à l'assassinat à l'étranger de leurs ambassadeurs respectifs.

Le 7 novembre 1938, Ernst vom Rath, un fonctionnaire de l'ambassade d'Allemagne à Paris, est assassiné par Herschel Grynszpan. Dans la soirée du 9 novembre 1938, les hauts responsables du NSDAP sont réunis à Munich pour commémorer *« ceux qui sont tombés pour le mouvement »*. Lorsque les rapports sur le saccage des magasins juifs et l'incendie des synagogues (une réaction ostentatoire du peuple allemand à ce massacre) arrivent à l'assemblée, tout le monde, y compris Hitler, est complètement stupéfait, pour ne pas dire horrifié. Ceci reste l'une des preuves historiquement incontestées. À ce jour, rien n'a permis d'attribuer la faute à qui que ce soit au sein de la direction du NSDAP. Goebbels, en sa qualité de Ministre de la propagande, a été désigné comme l'initiateur de cet évènement, mais il n'y a aucune preuve de cette allégation.[53] Selon certaines sources, le pogrom a été déclenché par des appels téléphoniques non identifiés,

[53] Ingrid Weckert, « *Feuerzeichen* » [Signes d'incendie], Tübingen 1981 – Une enquête approfondie et minutieuse sur le contexte et les conséquences de la fameuse « Reichskristallnacht » [Nuit de cristal] du 9 novembre 1938. Dans le cadre des évènements mentionnés ci-dessus, il est intéressant de noter que même pendant les procès d'après-guerre, les responsables des incendies criminels et des émeutes simultanés dans tout le Reich n'ont pas pu être identifiés. Le Cour suprême du Parti, en coordination avec les tribunaux civils, a poursuivi et sanctionné les actes criminels liés à ces émeutes, même si elle a évité de rendre cela public. Ingrid Weckert en conclut, non sans raison, que ce 'tollé populaire spontané - à un moment où la quasi-totalité des plus hauts dirigeants du Parti était absente des centres de commandement et réunie à Munich pour une célébration commémorative - a été planifiée et initiée par des forces extérieures travaillant en coopération avec des forces actives dans le mouvement de résistance à l'intérieur de l'Allemagne, suivie par un certain nombre de rebelles dans les formations inférieures de la SA qui ne comprenaient probablement pas la situation. Début novembre 1938, on s'attendait à ce que le gouvernement britannique fasse une annonce incluant un arrêt de l'immigration pour la Palestine. Il y avait à l'époque des intérêts puissants qui tentaient d'empêcher cela, même au prix de grands sacrifices. Cf. : *Historische Totsachen*, n° 10. p. 21 sq.

plutôt que par des messages signés, certifiés ou traçables. Les pertes en termes de vies humaines, d'internements non justifiés et de dommages matériels sont très difficiles à établir. Réaction du gouvernement : Télex immédiat et lettre répétée du « chef adjoint » le 10 novembre 1938 à tous les Gauleiters pour action immédiate, dont voici le texte :

Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei

Der Stellvertreter des Führers
Stab

10. November 1938

An alle Gauleitungen zur sofortigen Veranlassung!

Anordnung Nr. 174/38.

(Wiederholung des Fernschreibens vom 10.Nov.1938)

Auf ausdrücklichen Befehl höchster Stelle dürfen Brandlegungen an jüdischen Geschäften oder dergleichen auf gar keinen Fall und unter gar keinen Umständen erfolgen.

i.A.

(Updenhoff)

Verteiler:
Gauleiter.

Quelle: Bundesarchiv Koblenz: AZ: NS 6/231

« Par ordre exprès de la plus haute autorité, tout incendie criminel contre des magasins ou autres biens juifs est interdit. »

La collecte obligatoire subséquente d'un milliard de Reichsmarks (20 % de la taxe foncière en quatre tranches, réparties sur un an), l'ordonnance visant à éliminer les juifs de la vie économique et un certain nombre d'autres mesures discriminatoires contraires aux principes d'un État de droit, furent indubitablement des décisions erronées qui ont entraîné un durcissement insensé des fronts, tant en politique intérieure qu'extérieure. Toutefois, ces mesures ne légalisaient ni le meurtre ni la guerre, mais se voulaient un facteur de dissuasion contre de nouveaux assassinats de fonctionnaires allemands à l'étranger, car le conseiller vom Rath était déjà la huitième victime.

1982

Bildzeitung du 7 juin 1982 :

> *« Vengeance pour la tentative d'assassinat à Londres de l'ambassadeur israélien Shlomo Argov. Israël envahit le Liban. 20 000 hommes – 400 chars. Les Israéliens et leur armée de l'air ont préparé leur frappe de représailles. Les pilotes bombardent par vagues successives les camps de réfugiés et les bunkers palestiniens autour de Beyrouth et Tyros. »*

Allgemeine jüdische Wochenzeitung du 11 juin 1982 :

> *« Les balles des terroristes palestiniens, qui ont touché au cœur l'ambassadeur israélien Sholmo Argov la semaine dernière à Londres, viennent de déclencher l'explosion attendue au Moyen Orient...*
>
> *Les instigateurs de la tentative d'assassinat de Londres savaient clairement qu'Israël abandonnerait à ce moment-là sa retenue, à moins qu'il ne veuille perdre sa crédibilité et sa force de dissuasion et n'encourage à davantage d'actes terroristes. Ils devaient également être au courant des combats entre les différentes factions parlementaires, qui faisaient rage depuis des semaines en Israël et dans lesquels le Ministre de la Défense Sharon et le chef d'État-major Eytan plaidaient pour une action militaire majeure contre l'OLP au Liban afin de mettre fin à son influence...*
>
> *Vendredi dernier (le 4 juin 1982), lorsque le Conseil des ministres israélien s'est réuni pour une session extraordinaire concernant la tentative d'assassinat de l'ambassadeur Argov à Londres, il n'y a plus eu d'opposition à une action massive de représailles par la Force aérienne contre deux bases de l'OLP à Beyrouth.*
>
> *L'OLP a réagi à ce raid en tirant sur les villages frontaliers israéliens, provoquant ainsi d'autres raids contre les Palestiniens, et ce fut une véritable spirale infernale. ...*

À Londres, on était convaincu que le Premier ministre israélien Begin attaquait les mauvaises personnes avec son opération contre les positions de l'OLP au Liban. Le Premier ministre Margaret Thatcher a fait allusion à cette opinion en niant publiquement que la tentative d'assassinat était la véritable cause de la nouvelle offensive d'Israël, mais qu'il l'avait simplement déclenchée. Au même moment, Thatcher faisait remarquer que la liste noire, trouvée par la police antiterroriste britannique (C 13) après la tentative d'assassinat, contenant les noms de politiciens et d'Israéliens éminents, incluait également le représentant de l'OLP à Londres, Nabil Ramlawi. …

Dans ce contexte, l'affirmation du représentant londonien de l'OLP, dont le prédécesseur Saïd Hammami avait été assassiné à Londres en 1978 en raison de son 'attitude conciliante envers Israël', selon laquelle l'OLP n'était pas responsable de la tentative d'assassinat qui visait Argov, prend plus de poids. M. Ramlawi a également déclaré que le diplomate israélien était 'victime d'une campagne déterminée', actuellement menée dans les capitales européennes pour discréditer l'OLP et saper l'amitié qui s'est développée entre les Palestiniens et les gouvernements de la C. E [Communauté Européenne].... »

Frankfurter Allgemeine du 14 juillet 1982 :

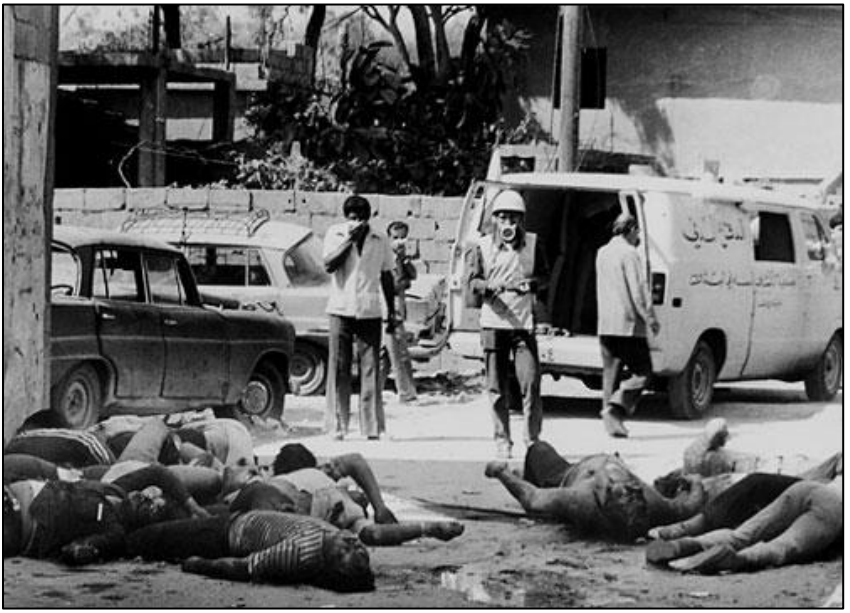
« Il semble que l'OLP se soit rapprochée de son objectif de reconnaissance internationale dans les négociations secrètes avec les gouvernements européens et dans ses contacts directs avec Washington (via Tunis) au cours de la période de janvier à juin de cette année…

Par contre, le gouvernement Begin a cherché à empêcher cette reconnaissance de l'OLP par tous les moyens. Il voulait détruire l'offensive diplomatique de l'OLP par la désinformation, des actions terroristes et, enfin, par une 'attaque' contre le Liban.... L'objectif de guerre d'Israël est de détruire l'"Organisation de libération de la Palestine' tant militairement que politiquement.

Les lourds raids aériens israéliens d'avril et de mai en constituaient la préparation. Avec l'extension unilatérale du cessez-le-feu aux institutions israéliennes à l'étranger, le gouvernement israélien a créé les conditions légales pour son offensive. À la grande surprise de l'OLP, cette interprétation israélienne (du cessez-le-feu) a été adoptée par les États-Unis. L'attaque contre l'ambassadeur israélien a finalement fourni le prétexte souhaité.

Selon les informations de l'OLP, le groupe terroriste d'Abou Nidal, qui est tenu pour responsable de la tentative d'assassinat, a été manipulé par les services secrets israéliens…

Le nombre de victimes ; les énormes dommages ; ainsi que la misère causés par l'invasion du Liban n'ont pas encore été évalués à ce jour. Cette guerre a plongé le Liban dans un chaos permanent ; sept ans plus tard, en 1985, elle est toujours en cours. »



C'est le terrorisme des amis « chrétiens » d'Israël à Beyrouth : femmes et enfants palestiniens. En arrière-plan, des travailleurs humanitaires libanais portent des masques à gaz pour se protéger contre la puanteur des cadavres en décomposition.

Les 16 et 18 septembre 1982, massacre de plus d'un millier de Libanais et de Palestiniens sans défense dans les camps de réfugiés de Beyrouth, Sabra et Chatila. Les témoins oculaires accusent fermement l'Israël d'avoir aidé à sa planification ; de ne pas être intervenu alors que le crime se déroulait ; puis d'avoir activement contribué à « l'élimination de toutes les traces », y compris le ratissage des maisons par des bulldozers. Le Premier ministre Begin a refusé de créer une commission d'enquête officielle sur le massacre. Éventuellement, celle qui eut lieu a été étouffée et fut rapidement oubliée — comme beaucoup d'autres choses.

Autres livres traduits par Valérie Devon

Ernst Böhm – *Les ordres des commandants d'Auschwitz*

Benton L. Bradberry – *Le Sale Boche raconté aux braves gens*

Michael Collins Piper – *Le complexe de Caïphe*

John Gimbel – *Science, Technologie et Réparations*

Thomas Goodrich – *Tempête diabolique (Hellstorm)*

Else Löser – *Pologne et les falsifications de l'histoire polonaise*

Arnold Leese :

– *Les guerres de survie juives*

– *Meurtre rituel juif*

– *Sottise du Gentil, les Rothschild*

– *Hors des sentiers battus ou les deux vies trépidantes d'un vétérinaire anti juif*

Gerard Menuhin – *Dites la vérité et vous humilierez le diable*

Germar Rudolf – *Déborah Lipstadt et l'holocauste* (publié chez Akribeia)

Julius Streicher – *Le testament politique de Julius Streicher*

Udo Walendy – *Le contrat de transfert et la fièvre du boycott de 1933*

Carlos W. Porter – *Made in Russia the Holocaust*, livret d'accompagnement de la video MIRTH

Carlos W. Porter – *Made in Russia the Holocaust – Condensé du livre de C. Porter*

Auteur anonyme – *Quand les « victimes » dictent leurs lois (vol. 1)*

Jacqueline Berger :

– *La Philosophie universelle ou comment échapper à l'Enfer ici-bas*

– *La Mythologie – Une brèche dans l'abîme ?*

Ces livres sont disponibles ici : www.didi18éditions.com

Livres recommandés par la traductrice :

Wilhelm Marr – *La victoire du Judaïsme sur le Germanisme*

Claude Nancy – *Les races humaines – Tome 1*

Claude Nancy – *Les races humaines – Tome 2*

Joachim von Ribbentrop – *La lutte de l'Europe pour sa liberté*

A. Puig – *La race de vipères et le rameau d'olivier*

Kalixt De Wolski – *La Russie juive*

Herbert Backe – *La fin du libéralisme*

Écrit par un officier d'état-major britannique - La Huitième croisade

Carlos Whitlock Porter – *Non coupable au procès de Nuremberg*

François Trocase – *L'Autriche juive*

René Binet – *Contribution à une éthique raciste*

Gaston-Armand Amaudruz – *Nous autres racistes*

Joseph Goebbels – *Combat pour Berlin*

Intégral *Les juifs en France*

Dr. George Montandon – *Comment reconnaître le juif ?*

Dr. Fernand Querrioux – *La médecine et les juifs*

Lucien Pemjean – *La presse et les juifs*

Lucien Rebatet – *Les tribus du cinéma et du théâtre*

Ezra Pound – *Le travail et l'usure*

Eugène Fayolle – *Le juif cet inconnu*

Eugène Fayolle – *Est-ce que je deviens antisémite ?*

Marie-Léon Vial – *Le juif Roi*

Benito Mussolini – *La doctrine du fascisme*